



Nations Unies

**Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires**

**Premier rapport
sur le projet de budget-programme
pour l'exercice biennal 1996-1997**

Assemblée générale
Documents officiels · Cinquantième session
Supplément No 7 (A/50/7)

Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

Premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997

Assemblée générale
Documents officiels · Cinquantième session
Supplément No 7 (A/50/7)



Nations Unies · New York, 1995

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
SIGLES		viii
PRÉFACE		ix
<u>Chapitres</u>		
I. PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1996-1997	1 - 121	1
Considérations générales	1 - 23	1
Présentation	5 - 16	2
Méthodologie	17 - 23	6
Analyse des prévisions de dépenses pour 1996-1997	24 - 51	8
Réévaluation des coûts	48 - 51	14
Répartition des ressources proposées pour 1996-1997	52	16
Questions relatives au personnel	53 - 70	16
Postes permanents et postes temporaires imputés sur le budget ordinaire	58 - 64	17
Postes extrabudgétaires	65 - 67	21
Personnel temporaire et consultants	68 - 70	23
Questions diverses	71 - 120	25
Étendue de la participation des organismes spécialisés à la planification et à la programmation	71 - 72	25
Publications	73 - 83	26
Dépenses de représentation	84	29
Honoraires	85 - 86	30
Système de notation des fonctionnaires	87 - 95	31
Détachement avec prise en charge	96	35
Programme de départ anticipé	97	35

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Procédures et normes régissant la création, la suppression, le reclassement, la conversion ou le transfert de poste	98 - 104	36
Fonds extrabudgétaires	105 - 118	37
Conférences mondiales	119	40
Nature des dépenses imputées au fonds de réserve	120	40
Coopération avec d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies	121	41
II. RECOMMANDATION DÉTAILLÉES SUR LE PROJET DE BUDGET-PROGRAMME	I.1 - XIII.3	45
A. PRÉVISIONS DE DÉPENSES	I.1 - XIII.3	45
TITRE I. POLITIQUE, DIRECTION ET COORDINATION D'ENSEMBLE	I.1 - I.9	45
Chapitre I. Politique, direction et coordination d'ensemble	I.1 - I.9	45
TITRE II. AFFAIRES POLITIQUES	II.1 - II.37	47
Chapitre 2. Affaires politiques	II.2 - II.16	47
Chapitre 3. Opérations de maintien de la paix et missions spéciales	II.17 - II.35	50
Chapitre 4. Affaires spatiales	II.36 - II.37	54
TITRE III. JUSTICE INTERNATIONALE ET DROIT INTERNATIONAL	III.1 - III.24	55
Chapitre 5. Cour internationale de Justice . . .	III.2 - III.14	55
Chapitre 6. Activités juridiques	III.15 - III.24	57
TITRE IV. COOPÉRATION INTERNATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT	IV.1 - IV.59	60
Chapitre 7A. Département de la coordination des politiques et du développement durable	IV.2 - IV.9	60
Chapitre 7B. Afrique : situation économique critique, redressement et développement	IV.10 - IV.16	62
Chapitre 8. Département de l'information économique et de l'analyse des politiques . . .	IV.17 - IV.21	63

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
Chapitre 9. Département des services d'appui et de gestion pour le développement	IV.22 - IV.27	64
Chapitre 10A. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	IV.28 - IV.37	65
Chapitre 10B. Centre du commerce international CNUCED/GATT	IV.38 - IV.39	67
Chapitre 11. Programme des Nations Unies pour l'environnement	IV.40 - IV.43	68
Chapitre 12. Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)	IV.44 - IV.46	68
Chapitre 13. Lutte contre la criminalité	IV.47 - IV.52	69
Chapitre 14. Contrôle international des drogues .	IV.53 - IV.59	70
TITRE V. COOPÉRATION RÉGIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT	V.1 - V.47	72
Chapitre 15A. Commission économique pour l'Afrique	V.13 - V.23	74
Chapitre 15B. Bureau des commissions régionales à New York	V.24 - V.25	76
Chapitre 16. Commission économique pour l'Asie et le Pacifique	V.26 - V.29	76
Chapitre 17. Commission économique pour l'Europe	V.30 - V.34	77
Chapitre 18. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	V.35 - V.39	77
Chapitre 19. Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale	V.40 - V.44	78
Chapitre 20. Programme ordinaire de coopération technique	V.45 - V.47	79
TITRE VI. DROITS DE L'HOMME ET AFFAIRES HUMANITAIRES	VI.1 - VI.24	80
Chapitre 21. Droits de l'homme	VI.2 - VI.11	80
Chapitre 22. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	VI.12 - VI.14	82

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Chapitre 23. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	VI.15 - VI.18	83
Chapitre 24. Département des affaires humanitaires	VI.19 - VI.24	84
TITRE VII. INFORMATION	VII.1 - VII.23	86
Chapitre 25. Information	VII.1 - VII.23	86
TITRE VIII. SERVICES COMMUNS D'APPUI	VIII.1 - VIII.88	93
Chapitre 26A. Bureau du Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion	VIII.2 - VIII.5	93
Chapitre 26B. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité . . .	VIII.6 - VIII.8	94
Chapitre 26C. Bureau de la gestion des ressources humaines	VIII.9 - VIII.23	94
Chapitre 26D. Services d'appui (New York)	VIII.24 - VIII.51	97
Chapitre 26E. Services de conférence	VIII.52 - VIII.76	106
Chapitre 26F. Administration (Genève)	VIII.77 - VIII.82	112
Chapitre 26G. Administration (Vienne)	VIII.83 - VIII.85	114
Chapitre 26H. Administration (Nairobi)	VIII.86 - VIII.88	114
TITRE IX. ACTIVITÉS ADMINISTRATIVES FINANCÉES EN COMMUN ET DÉPENSES SPÉCIALES	IX.1 - IX.26	116
Chapitre 27. Activités administratives financées en commun	IX.2 - IX.13	116
A. Commission de la fonction publique internationale	IX.3	116
B. Corps commun d'inspection	IX.4 - IX.10	116
C. Comité de coordination des systèmes d'information	IX.11 - IX.13	118
Chapitre 28. Dépenses spéciales	IX.14 - IX.26	118
TITRE X. BUREAU DES SERVICES DE CONTRÔLE INTERNE	X.1 - X.8	121
Chapitre 29. Bureau des services de contrôle interne	X.1 - X.8	121

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
TITRE XI. DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	XI.1 - XI.21	123
Chapitre 30. Innovations technologiques	XI.2 - XI.12	123
Chapitre 31. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	XI.13 - XI.21	126
TITRE XII. CONTRIBUTIONS DU PERSONNEL	XII.1 - XII.3	129
Chapitre 32. Contributions du personnel	XII.1 - XII.3	129
TITRE XIII. AUTORITÉ INTERNATIONALE DES FONDS MARINS	XIII.1 - XIII.3	130
Chapitre 33. Autorité internationale des fonds marins	XIII.1 - XIII.3	130
B. PRÉVISIONS DE RECETTES	IS1.1 - IS3.6	131
Chapitre 1er des recettes. Recettes provenant des contributions du personnel	IS1.1 - IS1.3	131
Chapitre 2 des recettes. Recettes générales . . .	IS2.1 - IS2.2	131
Chapitre 3 des recettes. Services destinés au public	IS3.1 - IS3.6	132

SIGLES

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
CAC	Comité administratif de coordination
CCI	Corps commun d'inspection
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CFPI	Commission de la fonction publique internationale
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CNUEH	Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUCID	Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
SIG	Système intégré de gestion
UNDRO	Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNIDIR	Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
UNU	Université des Nations Unies

PRÉFACE

1. Les principales fonctions du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, qui sont définies dans la résolution 14 (I) de l'Assemblée générale, en date du 13 février 1946, sont les suivantes :

- "a) Procéder à un examen du budget soumis par le Secrétaire général à l'Assemblée générale et faire rapport sur ce budget;
- b) Donner à l'Assemblée générale des avis sur les questions administratives et budgétaires qui lui seraient renvoyées;
- c) Examiner au nom de l'Assemblée générale les budgets administratifs des institutions spécialisées et les propositions visant les arrangements financiers et budgétaires à conclure avec ces institutions;
- d) Examiner les rapports des vérificateurs des comptes de l'Organisation et des institutions spécialisées et faire rapport à l'Assemblée à leur sujet."

En outre, le Comité consultatif présente des rapports sur le financement des opérations de maintien de la paix, sur les budgets des services administratifs et sur d'autres questions aux organes directeurs du PNUD, de l'UNICEF, du FNUAP, du HCR (contributions volontaires), du PNUE (Fonds des Nations Unies pour l'environnement), de la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains, de l'UNIDIR, de l'UNITAR, de l'UNU, du PAM, du PNUCID et de l'UNRWA.

2. Aux termes de l'article 156 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, les membres du Comité consultatif, tous de nationalité différente, sont choisis de façon à assurer une large répartition géographique et en tenant compte de leurs titres et de leur expérience personnels.

3. Le Comité consultatif se compose des membres dont le nom suit :

M. C. S. M. MSELLE (Président)
M. Gérard BIRAUD (Vice-Président)
M. Ahmad Fathi AL-MASRI
M. Leonid E. BIDNY
Mme Linda S. SHENWICK
M. E. Besley MAYCOCK
M. Ranjit RAE
M. Jorge José DUHALT
M. YU Mengjia
M. Simon Khoam CHUINKAM
Mme Inga ERIKSSON FOGH
M. Yuji KUMAMARU
Mme Norma GOICOCHEA ESTENOZ
M. Ioan BARAC
M. Mahamane MAIGA
M. Wolfgang STÖCKL

4. Le présent rapport contient des conclusions et recommandations que le Comité consultatif a formulées sur la base des propositions faites par le Secrétaire général dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal

1996-1997, lesquelles ont été complétées, dans la mesure du possible, par des renseignements supplémentaires donnés verbalement ou par écrit par les représentants du Secrétaire général. Comme pour les exercices antérieurs, des crédits sont prévus à certains chapitres du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997 pour des dépenses au sujet desquelles des États Membres ont formulé des objections de principe. Certains membres du Comité ont réitéré ces objections en exposant leurs raisons. Toutefois, le Comité a considéré que la controverse concernant ces dépenses n'était pas de la compétence du Comité consultatif qui, aux termes de l'article 157 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, est "chargé de soumettre le budget de l'Organisation à un examen technique".

Le Président

C. S. M. MSELLE

Chapitre 1er

PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1996-1997

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

1. Dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997¹, le Secrétaire général prévoit des dépenses d'un montant total de 2 687 067 800 dollars et des recettes d'un montant de 461 421 400 dollars. Le montant net des crédits nécessaires pour 1996-1997 est donc de 2 225 646 400 dollars. Le tableau ci-après permet de comparer les montants prévus pour l'exercice biennal 1996-1997, le montant révisé des crédits ouverts pour 1994-1995 que l'Assemblée générale a approuvé par sa résolution 49/220 du 23 décembre 1994, et le montant effectif des dépenses de l'exercice biennal 1992-1993.

Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Montants prévus pour 1996-1997	Montant révisé des crédits ouverts pour 1994-1995	Augmentation prévue pour 1996-1997 par rapport à 1994-1995		Montant effectif des dépenses et des recettes de 1992-1993	Augmentation prévue pour 1996-1997 par rapport à 1992-1993
	(1)	(2)	Col.(1)-(2) (3)	Col.(3)/(2) Pourcentage (4)	(5)	Col.(1)-(5) (6)
Dépenses	2 687 067,8	2 608 274,4	78 793,4	3,0	2 375 369,2	311 698,6
Recettes	461 421,4	432 080,5	29 340,9	6,8	446 196,2	15 225,2
Montant net	2 225 646,4	2 176 193,9	49 452,5	2,3	1 929 173,0	296 473,4

2. Au paragraphe 4 de sa résolution 49/217 du 23 décembre 1994, relative au plan général du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997, l'Assemblée générale a invité le Secrétaire général à "établir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997 sur la base de la prévision préliminaire communiquée par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires d'un montant total de 2 milliards 574 millions de dollars des États-Unis aux taux initiaux de 1994-1995, ou d'un montant actualisé de 2 548 400 000 dollars aux taux révisés de 1994-1995, et en tenant compte également des données relatives au montant effectif des dépenses dont il dispose pour 1994". Aux taux révisés de 1994-1995, les prévisions de dépenses présentées dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997 accusent une diminution de 38,2 millions de dollars, soit 1,5 % par rapport aux prévisions figurant dans le plan général de budget-programme (aux taux révisés de 1994-1995).

3. Les crédits demandés par le Secrétaire général pour l'exercice biennal 1996-1997 concernent les dépenses inscrites au budget ordinaire de l'Organisation. Le projet de budget-programme contient également une indication des fonds extrabudgétaires dont l'Organisation disposera vraisemblablement au cours du prochain exercice biennal. D'après les chiffres actualisés se rapportant au tableau 8 de l'introduction² qui ont été communiqués au Comité consultatif, ces fonds devraient atteindre au total 4 434 509 700 dollars, dont 420 187 500 dollars pour les services d'appui, 248 727 000 dollars pour les activités de fond et 3 765 595 200 dollars pour les projets opérationnels. Le

total général, y compris le montant net des dépenses inscrites au budget ordinaire, est donc de 6 660 156 100 dollars.

4. Dans ces prévisions, il n'est pas tenu compte du coût des opérations de maintien de la paix qui sont financées séparément. Pour l'exercice 1994-1995, le montant des dépenses au titre des opérations de maintien de la paix qui a été ou qui sera réparti entre les États Membres devrait s'élever au total à 6 milliards 658 millions de dollars.

Présentation

5. Le Comité consultatif note avec satisfaction que le projet de budget-programme pour l'exercice 1996-1997 a été présenté dans les délais, ce qui, dans une grande mesure, a facilité ses travaux. Il fait néanmoins observer qu'il a examiné le texte préliminaire dudit projet, qui fait actuellement l'objet de corrections avant d'être imprimé dans sa version définitive. Il a tenu compte des rectifications au projet de budget-programme qu'il avait demandées ou qui lui ont été communiquées dans le présent rapport. Le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997 est présenté en deux parties, comme celui de l'exercice antérieur. Le Comité consultatif a fait part de ses observations au sujet du prototype du nouveau mode de présentation du budget dans un rapport présenté à la quarante-septième session de l'Assemblée générale (A/47/7/Add.9, par. 15 à 19). Au paragraphe 23 du chapitre 1er de son premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995³, il a pris note des efforts accomplis tout en indiquant que :

"... Il reste cependant beaucoup à faire. En particulier, la première partie devrait devenir un document complet par lui-même, qui permette à l'Assemblée de prendre des décisions, alors que, dans sa forme actuelle, elle n'est rien d'autre qu'une version longue de l'ancienne introduction. Il faudrait d'abord simplifier les données chiffrées qu'elle contient et en réduire le nombre. Il faudrait aussi s'efforcer de rendre le texte explicatif plus précis de manière à faciliter la prise de décisions. Quant à la deuxième partie, il faudrait en faire un document plus analytique contenant les détails nécessaires à l'appui des propositions précises formulées dans la première partie. Il faudrait notamment y inclure la série complète des organigrammes des différentes unités administratives."

6. De l'avis du Comité consultatif, la manière dont est présenté le projet de budget-programme pour l'exercice 1996-1997, en particulier la première partie et le résumé des chapitres qui y figure, représente un progrès notable. Si les recommandations que le Comité a formulées, au paragraphe 28 de son premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995³, concernant la présentation des dépenses ont bien été suivies, de même que celles tendant à combiner les postes d'administrateur des classes P-1 et P-2 et des classes P-3 et P-4 (approuvées par l'Assemblée générale au paragraphe 11 de la section I de sa résolution 49/222 A du 23 décembre 1994), il n'en reste pas moins que des améliorations sont encore nécessaires. Par exemple, dans un certain nombre de chapitres, l'objet de dépense "Frais généraux de fonctionnement" comprend les dépenses de représentation ainsi que les dépenses prévues au titre de l'entretien du matériel (voir par. 1.58 du projet de budget-programme² en guise d'illustration). Ce type de regroupement est d'autant plus déconcertant qu'une rubrique distincte existe pour les dépenses afférentes à l'achat de matériel. De l'avis du Comité consultatif, les dépenses de représentation devraient faire l'objet d'une rubrique distincte et les

montants relatifs à l'achat et à l'entretien de matériel être regroupés (bien que présentés séparément), ce qui permettrait de mieux évaluer la totalité des dépenses afférentes au matériel.

7. Le Comité estime toujours qu'une série complète d'organigrammes (qui comprendrait notamment un organigramme de l'Organisation dans son ensemble) des différentes unités administratives aurait dû être présentée dans la deuxième partie, afin d'illustrer les structures actuelles et les remaniements proposés. On lui a communiqué un projet d'organigramme à chaque fois qu'il examinait le chapitre correspondant de la deuxième partie (sauf pour le Cabinet du Secrétaire général). Le Comité consultatif recommande au Secrétaire général de faire publier, sous forme d'additif au projet de budget-programme, une série complète d'organigrammes illustrant les structures actuelles et les remaniements proposés. Selon lui, il faut mieux expliquer les raisons qui sous-tendent l'organisation administrative actuelle du Secrétariat, en définissant notamment les différentes unités administratives (divisions, services, sections, etc.), les critères qui justifient leur mise en place et leurs modalités de fonctionnement ainsi que les liens qui les lient les unes aux autres. Si les unités administratives étaient mieux définies, il serait plus facile de comprendre les raisons qui expliquent le classement des postes des fonctionnaires responsables de chacune d'entre elles.

8. Le Comité a formulé d'autres observations et recommandations, exposées au chapitre II ci-après, en vue d'améliorer la présentation d'un certain nombre de chapitres du budget ainsi que les détails justificatifs et analyses y relatifs.

9. Le Comité consultatif a noté avec satisfaction que beaucoup avait été fait, dans la première partie du projet de budget-programme, pour simplifier et rationaliser les informations présentées sous forme de tableaux, comme on peut le voir ci-après :

Comparaison des tableaux et annexes figurant dans l'introduction des projets de budget-programme pour les exercices biennaux 1994-1995 et 1996-1997

1994-1995 ^a		1996-1997
T-1	Structure du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995	
T-2	Ajustements apportés aux crédits révisés, par chapitre du budget-programme	
T-3	Répartition des ressources par titre du budget-programme	
T-4	Répartition des ressources par chapitre du budget-programme	
T-5	Budget ordinaire : répartition des postes par titre du budget-programme	Tableau 6 Budget ordinaire : répartition des postes (permanents et temporaires), par titre du budget-programme
T-6	Budget ordinaire : répartition des postes par chapitre du budget-programme	
T-7	Répartition des ressources entre les principaux objets de dépense	Tableau 4 Prévisions de dépenses, par objet de dépense
T-8	Exercices biennaux 1992-1993 et 1994-1995 : répartition des fonds extrabudgétaires par titre du budget-programme	
T-9	Exercices biennaux 1992-1993 et 1994-1995 : répartition des fonds extrabudgétaires par chapitre du budget-programme	Tableau 8 Exercices biennaux 1994-1995 et 1996-1997 : montant estimatif des fonds extrabudgétaires, par chapitre du budget-programme

1994-1995 ^a		1996-1997
T-1	Structure du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995	
T-10	Exercices biennaux 1992-1993 et 1994-1995 : répartition des postes extrabudgétaires par titre du budget-programme	
T-11	Exercices biennaux 1992-1993 et 1994-1995 : répartition des postes extrabudgétaires par chapitre du budget-programme	Tableau 9 Exercices biennaux 1994-1995 et 1996-1997 : montant estimatif des fonds extrabudgétaires, par chapitre du budget-programme et par objet de dépense
TS-1	Montant total du budget	Tableau 1 Montant total du budget
TS-2	Types de postes	Tableau 2 Postes par source de financement
TS-3	Budget ordinaire : répartition des recettes par grande catégorie	
TS-4	Dépenses financées à l'aide de fonds extrabudgétaires, par grande catégorie	
TS-5	Budget ordinaire : répartition des dépenses par secteur	
TS-6	Répartition des postes par titre du budget	
A-I	Tableau récapitulatif du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995	Tableau 3 Tableau récapitulatif du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997
A-II	Projections des taux de change et des taux annuels moyens d'inflation pour 1993, 1994 et 1995 par principaux lieux d'affectation	Tableau 11A Taux de change et taux annuel d'inflation de 1994 à 1997, pour les principaux lieux d'affectation
		Tableau 11B Coefficient d'ajustement et ajustement au coût de la vie, de 1994 à 1997, pour les principaux lieux d'affectation
		Tableau 11C Rapport (en pourcentage) entre les dépenses communes de personnel et les traitements nets, pour les principaux lieux d'affectation
A-III	a) Postes permanents approuvés pour l'exercice biennal 1992-1993 et demandés pour l'exercice biennal 1994-1995 au budget ordinaire	Tableau 7 Budget ordinaire : postes permanents approuvés pour l'exercice biennal 1994-1995 et proposés pour l'exercice biennal 1996-1997
A-III	b) Postes temporaires approuvés pour l'exercice biennal 1992-1993 et demandés pour l'exercice biennal 1994-1995 au budget ordinaire	
A-IV	Répartition des crédits ouverts pour 1992-1993 et des crédits demandés pour 1994-1995 par chapitre/unité administrative du budget et par principaux objets de dépense	Tableau 5 Répartition des crédits ouverts pour 1994-1995 et des crédits demandés pour 1996-1997 par chapitre du budget ou unité administrative et par objet de dépense
A-V	a) Services financés par des fonds extrabudgétaires : répartition par chapitre des dépenses prévues pour 1994-1995	
A-V	b) Services financés par des fonds extrabudgétaires : ressources en personnel prévues pour 1994-1995	Tableau 10 Exercices biennaux 1994-1995 et 1996-1997 : postes imputés sur des fonds extrabudgétaires, par chapitre du budget et par classe ou rang

^a Le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995 contenait trois types de tableaux statistiques, à savoir des tableaux, des tableaux synoptiques et des annexes, auxquels font référence les acronymes suivants :

TS : Tableaux synoptiques

T : Tableaux figurant dans l'introduction

A : Annexes à l'introduction

10. Les tableaux relatifs aux fonds extrabudgétaires ont été étoffés : y figurent les dépenses effectives de l'exercice biennal 1992-1993 ainsi qu'une répartition du montant estimatif correspondant à l'exercice biennal 1996-1997, par objet de dépense.

11. Au paragraphe 21 de son premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995³, le Comité consultatif a estimé qu'il faudrait d'urgence se pencher sur la question des incidences que la nouvelle structure proposée pour le budget aurait sur la gestion des ressources et qu'il était indispensable d'indiquer les raisons qui sous-tendent la création de chapitres distincts.

12. D'après les informations reçues concernant la structure du budget, le critère principal est qu'un chapitre doit correspondre à un département. Sur les 35 chapitres que compte le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997, 25 satisfont à ce critère. Par ailleurs, le Secrétaire général estime qu'il existe des activités dont les dépenses, bien que relevant d'un grand bureau, doivent faire l'objet de chapitres distincts. Il s'agit : a) du programme ordinaire de coopération technique; b) des travaux de construction; c) des dépenses spéciales; d) des innovations technologiques; et e) des activités administratives financées en commun. Comme suite à la demande formulée dans la section V de la résolution 49/219 de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 1994, un chapitre distinct intitulé "Afrique : situation économique critique, redressement et développement" a été élaboré. Deux autres chapitres ont été créés : "Contributions du personnel" et "Autorité internationale des fonds marins".

13. Selon le Secrétaire général, deux chapitres du budget comprennent des éléments différents, mais de même ordre, à savoir le chapitre 1er (Politique, direction et coordination d'ensemble) et le chapitre 26 (Administration et gestion). Ce dernier chapitre comprend, outre le Département de l'administration et de la gestion, les services administratifs de Genève, Vienne et Nairobi ainsi que les services de conférence. Les services centraux d'appui de l'Organisation sont ainsi présentés au sein d'un même chapitre.

14. Le chapitre 1er regroupe, dans la section "Organes directeurs", les ressources nécessaires à la tenue des sessions de l'Assemblée générale et de ses organes subsidiaires dont le mandat ne relève pas d'un département ou d'un bureau donné et a trait à des questions qui présentent un intérêt général pour les activités de l'Organisation dans son ensemble. Il comprend également les ressources demandées pour le Secrétaire général, son cabinet et les bureaux des directeurs généraux de l'Office des Nations Unies à Genève et de l'Office des Nations Unies à Vienne. Comme suite à une question du Comité consultatif, des représentants du Secrétaire général ont précisé que, conformément au paragraphe 20 de la section I de la résolution 48/228 A de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 1993, la question de la création d'un chapitre du budget consacré aux mécanismes de vérification externe avait été examinée; même si le Secrétariat avait conclu, à ce stade, que cette proposition ne présentait pas d'avantage déterminant, il continuait d'étudier la question, dont l'Assemblée générale souhaitera peut-être poursuivre l'examen.

15. S'agissant de la gestion des ressources, le Secrétaire général considère que, bien que les crédits ouverts par l'Assemblée générale se répartissent par chapitre, les allocations faites, qui constituent les autorisations d'engagement de dépenses pour une période donnée, sont plus détaillées que les montants indiqués dans le projet de budget-programme, ce qui permettra de mieux

surveiller l'évolution des dépenses par rapport au plafond des crédits ouverts. À cet égard, le Comité consultatif rappelle que les virements opérés entre chapitres doivent faire l'objet de son assentiment préalable.

16. S'agissant de la suite donnée par l'Administration aux recommandations que le Comité des commissaires aux comptes et que le Comité consultatif avaient formulées quant à la nécessité de renforcer le contrôle des crédits alloués [voir par. 11 et 12 du rapport du Comité consultatif à la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale (A/45/570)], le Comité consultatif a été informé qu'un système de contrôle des dépenses avait été mis en place à partir de 1994 au sein de la Division de la planification des programmes et du budget. Les fonctionnaires du budget reçoivent de chaque unité un relevé mensuel des dépenses engagées qu'ils doivent analyser périodiquement et de manière systématique. Toute augmentation importante des dépenses est recensée et fait l'objet, au besoin, de mesures correctives. Les dépassements de crédits alloués sont portés à l'attention des départements ou bureaux concernés, ou de la Division de la comptabilité pour que les mesures correctives nécessaires soient prises. De l'avis des représentants du Secrétaire général, cette analyse mensuelle des dépenses engagées non seulement contribue à renforcer le contrôle des crédits alloués, mais permet également : de mieux connaître les départements et bureaux auxquels sont destinés les fonds; de savoir à l'avance où risquent de se produire des dépassements de crédit et de trouver des solutions; de prévoir les dépenses de l'exercice biennal et d'examiner les incidences budgétaires des demandes de crédits additionnels.

Méthodologie

17. Comme il est indiqué au paragraphe 36 de l'introduction du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997², la méthode suivie pour établir le budget-programme est la même que celle qui a été utilisée pour l'exercice biennal précédent, qui avait été approuvée par l'Assemblée générale dans la section III de sa résolution 47/212 A en date du 23 décembre 1992. Comme suite à la recommandation formulée par le Comité consultatif au paragraphe 67 de son premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995³, tendant à rétablir un taux d'abattement pour délais de recrutement, tant pour les postes d'administrateur que pour les postes d'agent des services généraux, un taux d'abattement pour délais de recrutement de 50 % et de 35 % a été appliqué respectivement pour les postes de la première et de la deuxième catégories.

18. Le Comité consultatif croit comprendre que les chefs de département et de programme ont été chargés d'établir les prévisions budgétaires, mais qu'il revenait au Secrétaire général de décider, en dernier ressort, du montant des ressources nécessaires. Il a également été informé qu'il avait été tenu compte de la structure des dépenses dans l'établissement des prévisions budgétaires. Tout en constatant que le budget de l'Organisation a été établi, depuis toujours, selon la méthode "additive", le Comité consultatif estime que la base de ressources devrait néanmoins faire l'objet d'un examen approfondi afin de s'assurer que seules les ressources nécessaires au fonctionnement de l'Organisation, compte tenu des mandats qui lui ont été confiés, y figurent. À cet égard, il a pris note des efforts que le Secrétaire général poursuit pour accroître l'efficacité et améliorer le fonctionnement de l'Organisation dans le cadre des deuxième et troisième phases du programme qu'il a élaboré à cette fin (voir par. 44 à 47 ci-dessous).

19. Le Comité consultatif a recommandé au chapitre II ci-après des réductions des prévisions de dépenses moins importantes qu'au cours des précédents exercices biennaux. Il estime que le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997 marque un progrès sur la voie d'une allocation plus efficace des ressources de l'Organisation. La plupart des observations et recommandations formulées aux paragraphes ci-dessous et au chapitre II concernent des questions d'administration et de gestion, leur objectif étant de faire en sorte que les ressources approuvées par l'Assemblée générale soient utilisées au mieux. Dans les paragraphes qui suivent, le Comité consultatif fait observer que, dans certains domaines, des économies peuvent, selon lui, être réalisées sans qu'il ait besoin de recommander, à ce stade, une réduction des prévisions de dépenses concernées. Il pense, par exemple, aux gains de productivité attendus des innovations technologiques ainsi qu'aux économies découlant du réexamen du programme de publications, du contrôle strict des dépenses afférentes aux voyages et aux consultants, et de l'utilisation de coûts standard plus réalistes pour établir les prévisions. Le Comité consultatif espère que les dépenses engagées dans les domaines susmentionnés seront surveillées de près, dans le souci de faire des économies. À cet égard, il croit comprendre que le Secrétaire général lancera prochainement les deuxième et troisième phases de son programme visant à accroître l'efficacité et à améliorer le fonctionnement de l'Organisation (voir par. 44 à 47 ci-dessous). Il compte que les économies qui pourront être réalisées ne compromettront pas l'aptitude de l'Organisation à s'acquitter pleinement de tous les mandats qui lui ont été confiés par les organes délibérants compétents. Si, aux yeux du Secrétaire général, certaines activités devaient être abandonnées ou modifiées, ou si l'ordre des priorités devait être revu pour que les économies escomptées soient réalisées, il appartiendrait à celui-ci de faire à l'Assemblée générale les propositions voulues dans le domaine programmatique.

20. Au chapitre II ci-après, le Comité consultatif évoque à plusieurs reprises la possibilité, actuellement étudiée par l'Administration, de confier à des entreprises la prestation de certains services assurés par l'Organisation. Il compte que des propositions seront élaborées dans ce domaine, sur la base de critères clairement définis, qui tiennent compte non seulement du rapport coût-efficacité mais aussi des impératifs de fiabilité et de souplesse que devront respecter les prestataires des services concernés. Il est également essentiel de veiller à ce que les contrats passés ne portent pas atteinte aux obligations particulières qui sont celles de l'ONU en tant qu'organisation internationale, notamment de celles qui sont énoncées dans la Charte des Nations Unies.

21. Dans sa résolution 48/218 B du 29 juillet 1994, l'Assemblée générale a réaffirmé sa résolution 48/218 A en date du 23 décembre 1993, où elle soulignait la nécessité de respecter les rôles et fonctions respectifs et distincts des mécanismes de contrôle externe et interne, et aussi de renforcer les mécanismes de contrôle externe. Le Comité consultatif aurait souhaité trouver dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997 des indications précises sur la suite donnée à cette résolution.

22. Au chapitre II ci-après, le Comité consultatif préconise, à plusieurs reprises, une coopération plus étroite entre les différentes unités administratives du Secrétariat, par exemple, entre le Département des affaires politiques et le Département des opérations de maintien de la paix, et entre ce dernier et le Département de l'information. Le Comité consultatif estime qu'il faut renforcer la coordination entre les unités administratives du Secrétariat, afin de mieux utiliser les ressources. Il souhaiterait que, dans le prochain

projet de budget-programme, le Secrétariat fasse le point des efforts qui ont été faits et qui restent à faire dans ce domaine.

23. Le Comité consultatif juge nécessaire (comme il l'a fait au paragraphe 16 de son premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995)³ de rappeler les dispositions de la résolution 45/248 B (sect. VI) du 21 décembre 1990, dans laquelle l'Assemblée générale :

"1. Réaffirme que la Cinquième Commission est celle de ses grandes commissions à laquelle incombe le soin des questions administratives et budgétaires;

2. Réaffirme également le rôle du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;

3. S'inquiète de la tendance manifestée par les commissions chargées des questions de fond et d'autres organes intergouvernementaux à s'ingérer dans les questions administratives et budgétaires;

4. Invite le Secrétaire général à communiquer à tous les organes intergouvernementaux les éléments d'information nécessaires concernant les procédures à suivre pour les questions administratives et budgétaires."

ANALYSE DES PRÉVISIONS DE DÉPENSES POUR 1996-1997

24. Comme il est indiqué au paragraphe 1 ci-dessus, les prévisions de dépenses pour 1996-1997 s'élèvent à 2 687 067 800 dollars, alors que le montant révisé des crédits ouverts pour 1994-1995, approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 49/220, était de 2 608 274 400 dollars, ce qui représente un accroissement nominal de 78 793 400 dollars, soit 3 %. Ce taux est comparable à l'accroissement nominal des prévisions initiales pour 1994-1995 (281 605 800 dollars, soit 11,4 %) par rapport aux prévisions révisées pour l'exercice biennal 1992-1993. La diminution de ressources est de 98,1 millions de dollars, soit 3,8 % avant réévaluation des coûts (le pourcentage indiqué au tableau 3 de l'introduction du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997² est de 3,7 %).

25. Le montant du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997 a été calculé comme suit :

	<u>Milliers de dollars</u> <u>É.-U.</u>	<u>Pourcentage</u>
Crédits ouverts pour 1994-1995	2 608 274,4	100,0
Croissance du budget	(98 120,7)	(3,8)
Actualisation des prévisions budgétaires pour tenir compte des différences de taux de change de 1995 par rapport à 1994 et des taux d'inflation prévus pour 1995, 1996 et 1997	176 914,1	6,8
Projet de budget-programme pour 1996-1997	2 687 067,8	103,0

26. La diminution de ressources de 98,1 millions de dollars est ventilée comme suit :

	<u>Dollars É.-U.</u>
Solde non reporté de l'exercice 1994-1995	(92 804 100)
Coût des postes des services de conférence repris de l'ONUDI en 1995	20 678 800
Effet-report des postes créés en 1994-1995	8 616 900
Réduction de crédits demandés dans le projet de budget-programme	(34 612 300)
Total	(98 120 700)

On trouvera dans les paragraphes ci-après les observations du Comité sur les divers éléments des prévisions de dépenses pour 1996-1997 indiquées ci-dessus.

27. Le solde non reporté de l'exercice biennal 1994-1995 se répartit comme suit :

<u>Description</u>	<u>Milliers de dollars É.-U.</u>
Missions spéciales	48 914,1
Construction (CEA)	17 241,9
Conférences mondiales	
Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement	573,9
Conférence sur la population et le développement	908,0
Sommet mondial sur le développement social	2 628,0
Neuvième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants	1 092,8
Quatrième Conférence mondiale sur les femmes	2 372,7
Deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II)	1 264,4
Neuvième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	619,7
	9 459,5
Protection du climat mondial	3 054,5
Activités dans le domaine de l'apartheid	
Département des affaires politiques	4 558,8
Département de l'information	1 921,2
	6 480,0
Affaires maritimes et droit de la mer	1 328,3
Cour internationale de Justice	187,3
Contributions du personnel	6 138,5
Total	92 804,1

28. Au paragraphe 4 de l'introduction du projet de budget-programme pour 1996-1997², il est expliqué que le montant de 11,1 millions de dollars aux taux révisés pour 1994-1995, qui correspond au coût des services de conférence de Vienne repris de l'ONUDI, représente une augmentation nette du budget ordinaire pour 1994-1995. Le montant de 20 678 800 dollars représente l'augmentation pour l'exercice biennal 1996-1997 résultant du transfert de 128 postes à l'Organisation des Nations Unies. À l'instar de l'effet différé examiné ci-après, cette augmentation reflète l'incidence sur le budget de l'exercice biennal suivant d'une décision de l'Assemblée générale qui n'est financée qu'en

partie. Dans le cas des arrangements relatifs aux services de conférence de Vienne conclus entre l'ONUDI et l'Organisation des Nations Unies, l'augmentation résultant du transfert de postes est en partie compensée par des réductions, dont la plus importante est celle au titre des contributions aux services communs. Le montant de 12 572 400 dollars mentionné au paragraphe 39 ci-après ne correspond pas uniquement au transfert de postes.

29. Le montant de l'effet report relatif aux nouveaux postes au cours de l'exercice biennal 1994-1995 se traduit automatiquement par une augmentation du budget de l'exercice biennal 1996-1997, l'Assemblée générale ayant adopté la recommandation du Comité consultatif d'actualiser le montant prévu pour le recrutement différé de personnel aux nouveaux postes approuvés pour l'exercice biennal 1994-1995. L'abattement pour délais de recrutement est de 50 % pour les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et de 35 % pour les agents des services généraux et des catégories apparentées. Le Secrétaire général a tenu compte de cet abattement pour les nouveaux postes proposés pour l'exercice biennal 1996-1997.

30. La diminution de ressources au titre des dépenses récurrentes prévues dans le projet de budget-programme aux taux révisés pour 1994-1995 s'élève à 34 612 300 dollars. Ventilée par objet de dépense, elle se compose des augmentations et diminutions suivantes :

	<u>Milliers de dollars É.-U.</u>
1. <u>Diminutions</u>	
Postes	6 625,0
Matériel	7 010,3
Dépenses générales de fonctionnement	4 776,2
Fournitures et accessoires	3 278,9
Consultants et experts	551,1
Mobilier	18,4
Services contractuels	9,3
Divers	17 688,1
	<hr/>
Total partiel (1)	39 957,3
2. <u>Augmentations</u>	
Autres dépenses de personnel	2 846,0
Frais de voyage	1 486,5
Amélioration des locaux	1 000,3
Bourses, subventions et contributions	12,2
	<hr/>
Total partiel (2)	5 345,0
	<hr/>
Réduction totale (1) - (2)	34 612,3
	<hr/> <hr/>

31. La diminution au titre des postes est le résultat net de réductions au titre des traitements et dépenses communes de personnel d'un montant total de 8 222 800 dollars, compensées par des augmentations d'un montant de 1 597 800 dollars au titre des autres dépenses communes de personnel.

32. Le tableau ci-après contient les informations communiquées au Comité consultatif, à sa demande, concernant les divers éléments des dépenses communes de personnel, par lieu d'affectation, aux taux standard exprimés en pourcentage des traitements.

Ventilation des dépenses communes de personnel

(En pourcentage des traitements)

Lieu d'affectation	New York	Genève	Bangkok	Santiago	Mexico	Port of Spain	Addis-Abeba	Amman	Vienne	Nairobi	CIJ
TOTAL	40,1	32,0	42,1	37,3	38,8	38,6	77,0	79,6	36,3	65,4	33,4
<u>Éléments</u>											
Indemnités	2,9	3,5	5,2	5,4	5,3	6,6	19,0	23,4	2,7	14,2	2,4
Avantages sociaux	26,3	20,9	23,0	25,3	22,7	23,8	25,7	26,5	23,0	23,2	19,6
Indemnité pour frais d'études	3,8	2,3	6,3	1,1	3,5	1,7	14,0	13,6	2,7	8,7	1,1
Congé dans les foyers	1,6	1,0	1,4	1,1	1,1	0,2	7,9	1,2	1,8	4,9	0,5
Versements à la nomination	1,5	0,8	1,8	0,7	0,9	5,2	4,9	1,5	2,1	2,6	2,3
Versements à la cessation de service	2,5	2,5	1,5	2,4	3,3	0,0	1,8	3,5	3,2	6,6	7,1
Autres paiements	0,6	0,4	1,2	0,3	0,2	1,1	1,9	5,5	0,5	4,8	0,4
Transferts	0,9	0,6	1,7	1,0	1,8	0,0	1,8	4,4	0,3	0,4	0,0

^a Indemnités : indemnité pour charges de famille, indemnité d'affectation, prime de mobilité et de sujétion, prime de risque.

^b Contributions à la Caisse des pensions, à l'assurance médicale, aux indemnités.

^c Frais de voyage à la nomination; frais de voyage au lieu de l'entretien, déménagement, assurance et expédition des effets personnels.

^d Frais de voyage à la cessation de service, déménagement des effets personnels, prime de rapatriement, conversion des jours de congé, indemnité de cessation de service.

^e Allocation logement, frais d'évacuation de la famille, remboursement des frais de taxi.

^f Frais de voyage, prime d'affectation, déménagement et expédition d'effets personnels, mesures de sécurité concernant les résidences.

Le Comité consultatif constate que dans un certain nombre d'organisations, les dépenses communes de personnel sont calculées sur la base des dépenses effectives correspondant à chaque poste. Compte tenu du grand nombre de fonctionnaires et de lieux d'affectation, le Comité consultatif reconnaît qu'il n'est pas possible de procéder ainsi pour l'ensemble de l'Organisation. Comme il apparaît dans le tableau ci-dessus, l'Organisation des Nations Unies a calculé les dépenses communes de personnel en appliquant des pourcentages standard. Le Comité consultatif est toutefois convaincu que, grâce au système intégré de gestion, il sera désormais possible de déterminer avec davantage de précision les taux standard relatifs aux dépenses communes de personnel et que ces taux pourront être clairement expliqués et justifiés dans les prochains projets de budget-programme.

33. En ce qui concerne les "autres dépenses communes de personnel", l'augmentation nette de 1 597 800 dollars se décompose comme suit :

Autres dépenses communes de personnel

	<u>Milliers de dollars É.-U.</u>
1. <u>Augmentations</u>	
Assurance maladie après la cessation de service	2 442,5
Retraite des anciens juges de la CIJ	153,8
	<hr/>
Total partiel	2 596,3
2. <u>Diminutions</u>	
Assurance du personnel	621,8
Indemnités journalières de subsistance (missions)	148,8
Avantages sociaux	180,6
Divers	47,3
	<hr/>
Total partiel	998,5
	<hr/>
Augmentation nette totale	<u><u>1 597,8</u></u>

34. La diminution de 7 010 300 dollars au titre des fournitures et accessoires reflète des réductions à toutes les rubriques. On trouve les principales réductions aux rubriques suivantes : fournitures de bureautique (4 021 500 dollars), fournitures destinées aux services de conférence (1 286 300 dollars), aux services d'information (426 600 dollars) et aux services de communication (380 700 dollars). Le montant restant (895 200 dollars) correspond à d'autres réductions relatives au matériel de bureau, aux transports, aux services de sécurité et à d'autres fournitures.

35. La diminution au titre des dépenses générales de fonctionnement s'élève à 4 776 200 dollars et se décompose comme suit :

a) Diminutions d'un montant total de 7 855 100 dollars ayant trait à la location et à l'entretien de locaux (3 098 900 dollars), aux dépenses de communication (3 332 300 dollars) et à l'entretien du mobilier et du matériel (1 423 900 dollars);

b) Augmentations d'un montant total de 3 078 900 dollars, ayant trait aux frais d'éclairage, chauffage, énergie et eau (2 395 400 dollars), à la location de mobilier et de matériel (299 000 dollars), aux dépenses de représentation et

aux réceptions officielles (42 200 dollars) et aux frais divers (342 300 dollars).

36. La diminution au titre des fournitures et accessoires (3 278 900 dollars) reflète des réductions aux rubriques suivantes : fournitures de bureau (1 836 100 dollars), fournitures pour la reproduction interne (1 267 000 dollars) et autres fournitures (222 100 dollars), compensées par une augmentation de l'ordre de 46 300 dollars pour l'achat de livres et de fournitures de bibliothèque et de matériel d'information.

37. La diminution de 551 100 dollars au titre des consultants et experts est imputable à la réduction des services de consultants et des réunions de groupes spéciaux d'experts.

38. La réduction de 9 300 dollars au titre des services contractuels est le résultat net de diminutions d'un montant total de 3 811 400 dollars au titre des travaux contractuels d'imprimerie et d'informatique et des études techniques, compensées par des augmentations d'un montant équivalent au titre des services contractuels de traduction, de formation, d'information et d'autres services.

39. Une diminution d'un montant total de 17 688 100 dollars correspond aux réductions au titre d'autres rubriques, à savoir : les contributions aux services communs (12 572 400 dollars) résultant essentiellement des nouveaux arrangements relatifs aux services de conférence de Vienne; une réduction de 3 672 900 dollars au titre du système intégré de gestion et une réduction de 1 442 800 dollars au titre des contributions du personnel.

40. L'augmentation de 2 846 000 dollars au titre des autres dépenses de personnel reflète les augmentations proposées au titre du personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires) (4 689 500 dollars) et du personnel temporaire pour les réunions (326 900 dollars), compensées par des réductions au titre des autres services de personnel (2 131 200 dollars) et des heures supplémentaires et du sursalaire de nuit (39 200 dollars).

41. L'augmentation proposée au titre des frais de voyage, d'un montant total de 1 486 500 dollars, se décompose comme suit : 1 129 900 dollars pour les frais de voyage des représentants et 356 600 dollars pour les frais de voyage des fonctionnaires. Ce dernier montant tient compte d'une réduction de 242 500 dollars au titre des frais de voyage des fonctionnaires pour assister aux réunions.

42. L'augmentation de 1 000 300 dollars au titre de l'amélioration de locaux reflète les nouvelles prévisions de dépenses relatives aux gros travaux d'entretien (4 912 400 dollars), compensées par une diminution au titre de la transformation et de l'amélioration des locaux (3 912 100 dollars).

43. L'augmentation nette de 12 200 dollars au titre des bourses, subventions et contributions résulte d'une augmentation de 79 700 dollars au titre des bourses, compensée par une diminution de 67 500 dollars au titre des subventions et contributions.

44. Il ressort de ce qui précède que la description des divers changements qui ont abouti à une réduction nette du budget de 34,6 millions de dollars, avant réévaluation des coûts, ne fait pas état des "gains de productivité" (35,5 millions de dollars) mentionnés au paragraphe 5 de l'introduction du projet de budget-programme. Bien que ceux-ci aient sans doute contribué largement à l'économie nette de 34,6 millions de dollars, il est difficile de déterminer avec précision de quelle façon et à quelles rubriques ils ont été

obtenus. Le tableau présenté à la suite du paragraphe 5 de l'introduction donne une idée générale des gains de productivité réalisés pour chaque titre, mais sa lecture est rendue difficile du fait que les montants révisés pour 1994-1995 approuvés en décembre 1994 ont été ajustés pour tenir compte des prévisions pour 1995 et du coût des services de conférence repris de l'ONUDI.

45. Le Comité consultatif a été informé, suite à sa demande, qu'un programme en trois phases avait été lancé par le Secrétaire général afin d'améliorer l'efficacité et d'accroître la productivité de l'Organisation. Dans une première phase, amorcée dans le cadre de l'établissement du budget, on s'est efforcé d'identifier des mesures économiques susceptibles d'entraîner des gains de productivité sans pour autant nuire à l'exécution des mandats. Selon les représentants du Secrétaire général, ces initiatives ont permis de réaliser une économie de 35,5 millions de dollars et ont notamment compris la rationalisation des services, la simplification des méthodes de travail et les gains de productivité résultant d'innovations technologiques introduites précédemment. Les mesures prises n'ont pas seulement intéressé le secteur administratif ou les activités du Siège, mais celles de l'Organisation tout entière.

46. Dans une deuxième phase, on s'efforcera d'identifier les domaines dans lesquels existent des doubles emplois et de définir les mesures propres à les éliminer. La troisième phase consisterait à étudier certaines activités menées par l'Organisation et certains services qu'elle fournit et qui sont considérés comme étant peu importants voire inutiles. L'Assemblée générale serait saisie des résultats de ces travaux et devra prendre les décisions appropriées.

47. Le Comité consultatif compte que les rapports futurs sur les mesures à prendre en vue d'améliorer la productivité de l'Organisation seront beaucoup plus détaillés et s'appuieront sur des informations suffisamment claires et précises pour démontrer que les mesures en question permettent effectivement de réaliser des gains de productivité et sont applicables à l'ensemble de l'Organisation, tant au Siège que dans les bureaux extérieurs.

Réévaluation des coûts

48. Le montant total prévu au titre de la réévaluation des coûts s'élève à 176 914 100 dollars, dont 5 507 800 dollars se rapportent aux dépenses non récurrentes. Les résultats de la réévaluation des coûts correspondent aux ajustements qu'il faut apporter aux prévisions établies aux taux révisés de 1994-1995 pour déterminer le montant des ressources nécessaires aux taux de 1996-1997. Au total, il représente 6,8 % du montant révisé et des crédits ouverts pour 1994-1995. Le tableau 11 de l'introduction du projet de budget-programme² contient des projections relatives aux taux de change et à l'inflation. Les éléments de la réévaluation des coûts sont les suivants :

	<u>Dollars É.-U.</u>
Réévaluation aux taux de change de 1995 des dépenses prévues pour la première année sur la base des taux de change de 1994	20 897 200
Inflation en 1995, 1996 et 1997	156 016 900
Total	176 914 100

49. Conformément au règlement financier de l'ONU, le rapport du Comité consultatif sur le projet de budget-programme du Secrétaire général est normalement établi au cours du printemps qui précède le nouvel exercice biennal. Vers la fin de l'année en question, le Secrétaire général soumet habituellement des prévisions révisées qui reflètent l'incidence des variations des taux de change et des taux d'inflation. Ces prévisions révisées, généralement fondées sur les taux de décembre, sont soumises un peu avant que la Cinquième Commission ne termine l'examen du projet de budget-programme.

50. Depuis plusieurs années, le Comité consultatif et l'Assemblée générale consacrent des débats approfondis à la question de la prise en compte des effets des fluctuations des taux de change et de l'inflation sur le montant du budget. C'est ainsi qu'en 1973, le Comité consultatif a présenté à l'Assemblée générale, à sa vingt-huitième session, un rapport sur les effets de la persistance de l'instabilité monétaire sur le budget des organismes des Nations Unies⁴. Ce rapport reprenait les conclusions d'un rapport sur la même question établi par le CAC, lequel était joint en annexe à celui du Comité consultatif. En 1974, dans le cadre du budget-programme de l'exercice biennal 1974-1975, un rapport du Groupe de travail de l'instabilité monétaire (A/9773) a été présenté à l'Assemblée générale à sa vingt-neuvième session. Entre 1975 et 1985, la question des effets de l'instabilité monétaire persistante sur le budget des organismes des Nations Unies a figuré régulièrement à l'ordre du jour de l'Assemblée.

51. Aux termes du paragraphe 10 de l'annexe I de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 1986, "il faut trouver une solution globale au problème posé par l'ensemble des dépenses additionnelles, y compris celles qui sont dues à l'inflation et aux fluctuations des taux de change. Il est souhaitable de trouver une place à ces dépenses, dans les limites générales du budget, soit en constituant une réserve soit en leur consacrant une partie distincte du fonds de réserve...". Par la suite, le Comité consultatif a présenté à l'Assemblée générale, à sa quarante-troisième session, un rapport dans lequel la question des effets de l'inflation et des fluctuations monétaires est examinée en détail (A/43/929, par. 18 à 31). Au cours de la même session, le Comité consultatif a également présenté à l'Assemblée un rapport sur la coordination administrative et budgétaire, dans lequel les pratiques des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique sont récapitulées. Diverses méthodes peuvent être utilisées pour faire face aux effets des fluctuations des taux de change et de l'inflation : financement de l'augmentation qui en résulte à l'aide des crédits déjà ouverts (réaménagement des priorités, report de certaines activités et mesures visant à accroître la productivité), ouverture de crédits additionnels et constitution de comptes spéciaux et de comptes de réserve. Le Comité consultatif souligne qu'il s'agit là d'une question complexe; les solutions qui seront envisagées à l'avenir devront tenir compte des importants travaux déjà réalisés dans ce domaine.

RÉPARTITION DES RESSOURCES PROPOSÉES POUR 1996-1997

52. On trouvera ci-après la ventilation des crédits demandés pour 1996-1997 par domaine d'activité principal :

Titre	Montant révisé des crédits ouverts pour 1994-1995		Projet de budget-programme pour 1996-1997	
	(En milliers de dollars É.-U.)	(En pourcentage)	(En milliers de dollars É.-U.)	(En pourcentage)
I. Politique, direction et coordination d'ensemble	37 218,5	1,4	39 885,6	1,5
II. Affaires politiques	198 338,1	7,6	154 202,2	5,7
III. Justice internationale et droit international	50 748,5	1,9	52 682,3	2,0
IV. Coopération internationale pour le développement	301 046,1	11,5	305 783,9	11,4
V. Coopération régionale pour le développement	339 322,5	13,0	376 368,7	14,0
VI. Droits de l'homme et affaires humanitaires	132 665,9	5,1	145 686,8	5,4
VII. Information	131 442,6	5,0	137 911,7	5,1
VIII. Services communs d'appui	903 028,7	34,6	952 683,5	35,5
IX. Activités administratives financées en commun et dépenses spéciales	60 016,3	2,3	68 347,0	2,5
X. Bureau des services de contrôle interne	12 027,7	0,5	15 821,8	0,6
XI. Dépenses d'équipement	83 845,4	3,2	68 315,1	2,5
XII. Contributions du personnel	357 798,1	13,7	368 603,2	13,7
XIII. Autorité internationale des fonds marins	776,0	0,2	776,0	0,1
Total	2 608 274,4	100,0	2 687 067,8	100,0

QUESTIONS RELATIVES AU PERSONNEL

53. Les ressources en personnel dont l'Organisation dispose pour exécuter son programme de travail se répartissent entre postes permanents, postes temporaires, personnel temporaire, consultants et groupes spéciaux d'experts; leur coût est imputé sur le budget ordinaire ou sur les fonds extrabudgétaires.

54. Comme il ressort du tableau 5 de l'introduction du projet de budget-programme², le Secrétaire général prévoit pour 1996-1997 un montant de 1 729 801 200 dollars au titre des traitements et dépenses communes de personnel (non compris les contributions du personnel) aux chapitres des dépenses. Si l'on y ajoute le montant de 31 055 200 dollars (non compris les contributions du personnel) prévu à ce titre au chapitre 3 des recettes, le total s'élève à 1 760 856 400 dollars.

55. Dans le tableau 9 de l'introduction du projet de budget-programme², le Secrétaire général chiffre à environ 1 049 515 500 dollars le montant des traitements et des dépenses communes de personnel relatifs aux postes extrabudgétaires, y compris les postes dont le coût est imputé sur le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix. Les dépenses de personnel ne sont pas ventilées par type de financement. Autrement dit, le montant total des dépenses de personnel à imputer sur le budget ordinaire ou sur des fonds extrabudgétaires devrait s'élever à 2 810 371 900 dollars au cours de l'exercice 1996-1997.

56. Le Comité consultatif a été informé qu'au 1er janvier 1995, il n'y avait pas de "surnuméraires", ce terme désignant les membres du personnel ayant occupé un emploi pendant les exercices biennaux 1990-1991 et 1992-1993 tout en ayant perdu leur poste, supprimé conformément aux dispositions de l'alinéa 1 b) de la section I de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale. Selon la définition susvisée, le terme surnuméraires ne s'applique pas aux membres du personnel qui peuvent être temporairement nommés sur des postes vacants en attendant d'être affectés à un poste permanent. À cet égard, le Comité consultatif fait observer qu'il incombe à l'Administration d'affecter le personnel dans les conditions voulues.

57. Dans certains cas, le Comité consultatif a trouvé que la proportion de personnel d'appui par rapport au nombre d'administrateurs semblait excessive, compte tenu, en particulier, des innovations techniques qui ont été adoptées ou sont en cours d'adoption. Le Comité consultatif l'avait pour la première fois signalé au paragraphe 59 de son premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995³. Il note que les proportions établies entre les administrateurs et les autres catégories de personnel restent pendant l'exercice biennal 1996-1997 inchangées par rapport à l'exercice 1994-1995. Il prie à nouveau le Secrétaire général de réexaminer cette question afin de garantir que les proportions à établir entre les catégories de personnel soient équilibrées, en tenant compte de la productivité accrue qui résulte des innovations techniques. Le Comité se propose de suivre cette question en détail dans le cadre du prochain projet de budget-programme.

Postes permanents et postes temporaires imputés sur le budget ordinaire

58. Le total des postes demandés aux divers chapitres des dépenses et au chapitre 3 des recettes du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997 est de 10 144. Le tableau ci-après permet de le comparer avec la dotation en effectifs approuvée pour l'exercice 1994-1995 :

Postes permanents et postes temporaires imputés sur le budget ordinaire

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur			Agents des services généraux et catégories apparentées			Total		
	1996- 1997	1994- 1995	Augmentation (diminution)	1996- 1997	1994- 1995	Augmentation (diminution)	1996- 1997	1994- 1995	Augmentation (diminution)
Postes permanents	3 974	3 927	47	6 140	6 275	(135)	10 114	10 202	(88)
Postes temporaires	12	34	(22)	18	39	(21)	30	73	(43)
Total	3 986	3 961	25	6 158	6 314	(156)	10 144	10 275	(131)

59. Comme il ressort du tableau 6 de l'introduction du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997², la diminution nette de 131 postes est liée aux demandes de crédits aux fins suivantes :

Création de postes	61
Transformation de postes temporaires (personnel autre que celui affecté aux réunions) en postes permanents	5
Inscription au budget ordinaire de postes précédemment imputés au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	26
	<hr/> 92
Suppression de postes	(223)
	<hr/> (131)

En d'autres termes, s'agissant du paragraphe 11 de l'introduction du projet de budget-programme pour 1996-1997, ainsi que du tableau 6, les 61 postes d'administrateur qu'il est proposé de créer comprennent 54 nouveaux postes, cinq transformations de postes temporaires (personnel autre que celui affecté aux réunions) en postes permanents et deux reclassements de postes d'agent de la catégorie des services généraux. Les cinq postes d'agent des services généraux et de catégories apparentées qu'il est proposé de créer représentent la différence entre les sept nouveaux postes dont le coût est partiellement compensé par le reclassement proposé de deux postes à la catégorie des administrateurs. Les recommandations spécifiques du Comité consultatif concernant les propositions du Secrétaire général figurent au chapitre II ci-après.

60. Le Comité a demandé des renseignements sur les réaffectations de postes imputés sur le budget ordinaire. Sur les 185 postes réaffectés dont il est fait état dans le projet de budget-programme, 174 le seraient au sein d'un même département. Onze autres postes seraient réaffectés d'un département à un autre. Ils se répartissent comme suit :

Réaffectations proposées dans le projet de budget-programme
pour l'exercice biennal 1996-1997

Nombre de postes	Classe	Chapitre		Département/bureau	
		De	À	De	À
1	Autres classes	25	1	Département de l'information	Cabinet du Secrétaire général
1	D-1	2	3	Département des affaires politiques	Département des opérations de maintien de la paix
1	P-5	32	26C	Bureau des services de contrôle interne	Bureau de la gestion des ressources humaines
1	1re classe	32	26C	Bureau des services de contrôle interne	Bureau de la gestion des ressources humaines
1	1re classe	32	26C	Bureau des services de contrôle interne	Bureau de la gestion des ressources humaines
3					
1	P-4	26D	26E	Bureau des services de conférence et services d'appui/Services de conférence	Bureau des services de conférence et services d'appui/Services d'appui
1	D-1	26E	26D	Bureau des services de conférence et services d'appui/Services d'appui	Bureau des services de conférence et services d'appui/Services de conférence
1	P-5	26E	26D	Bureau des services de conférence et services d'appui/Services d'appui	Bureau des services de conférence et services d'appui/Services de conférence
1	Autres classes	26E	26D	Bureau des services de conférence et services d'appui/Services d'appui	Bureau des services de conférence et services d'appui/Services de conférence
1	Autres classes	26E	26D	Bureau des services de conférence et services d'appui/Services d'appui	Bureau des services de conférence et services d'appui/Services de conférence
4					
1	P-4	7A	7B	Département de la coordination des politiques et du développement durable (Vienne)	Afrique
11					

Comme indiqué en divers points du chapitre II ci-après, le Comité ne dispose pas d'informations suffisantes pour décrire ces réaffectations, leur raison d'être et leurs incidences sur le programme de travail des deux services concernés par chacune d'entre elles. Au fil des ans, le Comité consultatif a demandé instamment que toutes les réaffectations soient pleinement justifiées du point de vue des programmes. Il demande que les informations correspondantes figurent dans le prochain projet de budget-programme.

61. Le tableau suivant, qui a été fourni au Comité consultatif, fait apparaître les reclassements qu'il est proposé d'effectuer dans la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur (y compris au chapitre 3 des recettes) et qui se décomposent comme suit :

A. Projet de budget-programme pour 1996-1997 : reclassements et personnel temporaire (autre que celui affecté aux réunions)

	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total partiel	1re classe	Autres classes locaux	Service de sécurité	Service mobile	Corps de métier	Total partiel	Total
1. POSTES PERMANENTS : VENTILATION PAR CHAPITRE DES DÉPENSES														
Droit de la mer et affaires maritimes		(1)	1		1	(1)	0						0	0
Développement mondial et analyse des politiques : macro-économie — Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques		(1)	1	(1)	2	(1)	0						0	0
Développement mondial et analyse des politiques : micro-économie — Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques			1	(1)			0						0	0
Lutte contre la criminalité : prévention du crime et justice pénale	1	(1)					0						0	0
CESAP — appui aux programmes						1	1		(1)				(1)	0
CESAO — appui aux programmes						1	1		(1)				(1)	0
Centre pour les droits de l'homme : Direction exécutive et administration	(1)	1					0	1	(1)				0	0
Bureau de la gestion des ressources humaines :														
Direction exécutive et administration		(1)	1				0						0	0
Services d'appui : achats et transports	1	(1)					0						0	0
Services de conférence New York — traduction					5	(5)	0						0	0
Services de conférence Genève — traduction					6	(6)	0						0	0
	1	(4)	4	(2)	14	(11)	2	1	(1)	(2)	0	0	(2)	0

CHAPITRE 3 DES RECETTES

Administration postale de l'ONU — NEW YORK					1	(1)	0						0	0
Administration postale de l'ONU — VIENNE					1	(1)	0						0	0
Total net	0	0	0	1	0	(1)	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GÉNÉRAL	1	(4)	4	(1)	14	(12)	2	1	(1)	(2)	0	0	(2)	0

B. Projet de budget-programme pour 1996-1997 : reclassements et personnel temporaire (autre que celui affecté aux réunions)

	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total partiel	1re classe	Autres classes locaux	Service de sécurité	Service mobile	Corps de métiers	Total partiel	Total
1. POSTES PERMANENTS — RÉCAPITULATION : CHAPITRES DES DÉPENSES														
Reclassements					11		11						0	11
Services linguistiques					2	2	7	1					1	8
Autres	2		1											
Déclassements		1	3		1		5						0	5
Total partiel	2	1	4	0	14	2	23	1	0	0	0	0	1	24
CHAPITRE 3 DES RECETTES				1	1		2						0	2
Total	2	1	4	1	15	2	25	1	0	0	0	0	1	26

62. La répartition (en pourcentage), par classe des postes permanents d'administrateur ou de fonctionnaire de rang supérieur proposés par le Secrétaire général pour l'exercice biennal 1996-1997 s'établit comme suit par rapport au budget initialement approuvé pour 1994-1995 :

Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	1996-1997	1994-1995
SGA/SSG	0,9	0,9
D-2	2,1	2,1
D-1	6,9	7,1
P-5	18,1	17,7
P-4	29,9	29,9
P-3	29,2	28,4
P-2/1	12,9	13,9
Total	100,0	100,0

Le Comité consultatif a indiqué aux paragraphes 98 à 104 ci-après ses commentaires et recommandations concernant les propositions du Secrétaire général relatives aux procédures et normes régissant la création, la suppression, le reclassement, la conversion et le transfert de postes (A/49/339 et Corr.1).

63. Comme pour l'exercice précédent, on n'a inclus dans le budget que 94 % du coût des postes permanents d'administrateur, compte tenu d'un taux global de vacance de poste estimé à 6 %. Le Comité consultatif s'est enquis du taux actuel et a été informé qu'il était de 5,8 % en mars 1995 et de 6,4 % en moyenne pour 1994-1995. Le coût des postes des agents des services généraux a été budgétisé compte tenu d'un taux de vacance de poste de 0,8 %; ce taux tournait en mars 1995 autour de 1,4 %, pour une moyenne de 1,6 % pour l'exercice biennal 1994-1995. Étant donné que l'on prévoit une diminution nette de 156 postes d'agent des services généraux pour 1996-1997, le Comité ne recommande aucune augmentation du taux de vacance de poste pour la catégorie des agents des services généraux.

64. Le Comité consultatif a été informé que les nouveaux postes avaient été budgétisés sur la base de 24 mois (aux taux de 50 % pour les administrateurs et de 65 % pour les agents des services généraux), conformément à sa recommandation formulée dans le cadre de son examen du projet de budget-programme pour 1994-1995, tendant à rétablir un taux d'abattement pour délais de recrutement, tant pour les postes d'administrateur que pour les postes d'agent des services généraux.

Postes extrabudgétaires

65. Le nombre et la classe des postes prévus en 1996-1997 au titre des services d'appui financés au moyen de fonds extrabudgétaires figurent au tableau 10 de l'introduction du projet de budget-programme². Le Comité consultatif y relève que l'on estime à environ 8 000 le nombre de postes qui seront ainsi financés en 1996-1997. Il s'agit de postes pour les services d'appui et les activités de fond (y compris les postes des bureaux permanents financés au moyen de fonds destinés aux activités opérationnelles et les postes financés au titre du Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, mais à l'exclusion des postes d'agent local de l'UNRWA). Le tableau ci-après présente la ventilation de ces postes par classe et permet de faire la comparaison avec l'exercice 1994-1995. Les chiffres ont été modifiés par rapport aux informations qui avaient été

initialement fournies au Comité consultatif dans la version préliminaire de la première partie du projet de budget-programme pour 1996-1997.

POSTES EXTRABUDGÉTAIRES

Classe	1996-1997			Total	1994-1995	Variation
	Services d'appui	Activités de fond	Activités opérationnelles			
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur						
SSG	—	2	—	2	2	0
D-2	4	12	28	44	45	(1)
D-1	31	28	80	139	149	(10)
P-5	70	73	225	368	387	(19)
P-4	177	73	476	726	650	76
P-3	119	64	754	937	863	74
P-2/1	29	42	291	362	359	3
Total partiel	430	294	1 854	2 578	2 455	123
Agent des services généraux						
1re classe	31	12	42	85	86	(1)
Autres classes ^a	790	297	4 043	5 130	4 394	736
Total partiel	821	309	4 085	5 215	4 480	735
Total général	1 251	603	5 939	7 793	6 935	858

^a Y compris les agents du Service de sécurité, des corps de métiers et du Service mobile, et les agents locaux.

66. Comme on l'a noté plus haut, des changements importants se sont produits en ce qui concerne les recettes de sources extrabudgétaires. La relation entre ces ressources et le financement des postes temporaires n'est cependant pas indiquée dans le document du budget. Comme le Comité l'a précédemment fait observer, il y a lieu de renforcer la transparence en ce qui concerne l'utilisation des ressources extrabudgétaires, notamment pour les activités d'appui. Le Comité prie le Secrétaire général de se pencher sur cette question dans le cadre du budget qu'il proposera pour l'exercice 1998-1999.

67. Conformément au paragraphe 2 de la section II de la résolution 35/217 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1980, le Comité consultatif, depuis qu'il a présenté son premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995, a approuvé les demandes suivantes du Secrétaire général concernant des postes extrabudgétaires de la classe D-1 et au-dessus :

a) Maintien pour 1994 d'un poste de sous-secrétaire général, d'un poste D-2 et d'un poste D-1 destinés au Bureau des Nations Unies pour la coordination de l'assistance humanitaire à l'Afghanistan;

b) Maintien pour 1995 d'un poste D-2 et d'un poste D-1 au Bureau des Nations Unies pour la coordination de l'assistance humanitaire à l'Afghanistan;

c) Maintien, à compter du 1er janvier 1994, d'un poste D-2 et d'un poste D-1 affectés au Programme humanitaire interorganisations en Iraq;

d) Création d'un poste D-2 et d'un poste D-1 affectés au Tribunal criminel international pour le Rwanda pour la période allant du 1er janvier au 31 mars 1995.

Personnel temporaire et consultants

68. Il ressort du tableau 5 de l'introduction du projet de budget-programme² qu'un total de 120,9 millions de dollars est demandé aux différents chapitres des dépenses au titre des autres dépenses de personnel. Le Comité consultatif a été informé que ce montant comprenait 63,3 millions de dollars pour le personnel temporaire autre que celui affecté aux réunions. En principe, la majeure partie des ressources demandées au titre de ce personnel temporaire sont utilisées pour recruter du personnel supplémentaire en période de pointe; elles servent aussi à remplacer les fonctionnaires en congé de maladie de longue durée ou en congé de maternité. Le Comité consultatif a relevé à cet égard des cas dans lesquels les ressources prévues au titre de ce personnel temporaire étaient utilisées pour financer certains postes de façon permanente. C'est le cas des postes suivants :

Projet de budget-programme pour 1996-1997 : reclassements et personnel temporaire autre
que celui affecté aux réunions

	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total partiel	1re classe	Autres classes	Agents locaux	Service de sécurité	Service mobile	Corps de métier	Total partiel	Total
<u>Postes destinés au personnel temporaire autre que celui affecté aux réunions</u>															
Habitat II ^a		1	1		1		3			^b				0	3
Coordonnateur spécial dans les territoires occupés ^c				3	1		4		3	14	4	4		25	29
Bureau des Nations Unies à Nairobi							0				12			12	12
Total	0	1	1	3	2	0	7	0	3	14	16	4	0	37	44

^a Huit mois-travail pour chaque poste d'administrateur.

^b Trente mois-travail d'agent local.

^c Les agents du Service de sécurité sont classés dans la catégorie des agents recrutés sur le plan local.

En outre, il existe peut-être d'autres cas dans lesquels cette pratique a été adoptée dans les faits (voir l'examen de cette question au titre du chapitre 26F ci-après). Le Comité consultatif prie le Secrétaire général de reconsidérer cette pratique et de suivre la procédure normale en matière de création de poste aux fins de l'exécution des tâches en question. Dans le même ordre d'idées, le Comité consultatif a indiqué dans son plus récent rapport sur le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix qu'il "s'efforcerait de garantir, notamment, que le personnel temporaire est bien utilisé aux fins auxquelles il a été recruté" [A/49/904, par. 22 d)].

69. Le Comité consultatif a été informé que le montant total des crédits demandés au titre du personnel temporaire pour les réunions s'élève à 62,9 millions de dollars. Ces ressources doivent permettre d'engager, pour des périodes de courte durée, les interprètes, traducteurs, dactylographes et autres collaborateurs nécessaires pour assurer le service des conférences. Le Comité consultatif a fait, au chapitre II ci-après, des observations concernant le chapitre 26E du budget, quant à la nécessité de s'assurer que les services du personnel temporaire affecté aux réunions sont utilisés de la façon la plus rentable possible.

70. Comme il ressort du tableau 5 de l'introduction du projet de budget-programme², le montant total des crédits demandés pour 1996-1997 au titre des consultants et des groupes spéciaux d'experts est de 15,7 millions de dollars. Il a été indiqué au Comité consultatif qu'au total 11,7 millions de dollars servaient à rémunérer des consultants. Le Comité compte que les dépenses effectuées à ce titre correspondront uniquement au recrutement d'agents techniques spécialisés dont les compétences n'ont pas d'équivalent parmi le personnel du Secrétariat.

QUESTIONS DIVERSES

Étendue de la participation des organismes spécialisés à la planification et à la programmation

71. Au paragraphe 3 de la section II de sa résolution 41/213, l'Assemblée générale a décidé d'améliorer le processus de consultation sur le plan à moyen terme, notamment en assurant la pleine application, en ce qui concerne le plan à moyen terme, du règlement régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation, règlement qui figure en annexe à la résolution 37/234 de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1982, et des règles y afférentes.

72. Au paragraphe 81 de son premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989⁵, le Comité consultatif a indiqué que la pleine application du règlement et des règles y afférentes exigeait une plus grande participation des organismes spécialisés au processus de planification et de programmation et précisé que les travaux de ces organismes dans ce domaine touchaient au programme d'activités qui est à la base du plan à moyen terme et par conséquent au budget-programme. À cet égard, le Comité consultatif a reçu la liste suivante des organismes spécialisés et des périodes pendant lesquelles ils ont examiné leur programme de travail pour 1996-1997.

Programmes de travail pour 1996-1997 examinés par des organismes
spécialisés et chapitres correspondants du budget

<u>Chapitre</u>	<u>Programme</u>	<u>Examiné par</u>	<u>Date de l'examen</u>
7A	Promotion de la femme	Commission de la condition de la femme	Mars-avril 1995
7A	Développement social	Commission du développement social	Avril 1995
8	Population	Commission de la population et du développement	Févr.-mars 1995
8	Statistiques	Commission de statistique	Févr.-mars 1995
10	CNUCED	Groupe de travail et Conseil du commerce et du développement	Juin 1995
11	Programme des Nations Unies pour l'environnement	Conseil d'administration du PNUE	Mai 1995
12	CNUEH	Commission des établissements humains	Avril 1995
13	Lutte contre la criminalité	Commission sur la prévention du crime et la lutte contre la délinquance	Juin 1995
15	Commission économique pour l'Afrique	Conférence des ministres de la CEA	Avril 1995
16	CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	Avril 1995
17	CEE	ONU — Commission économique pour l'Europe	Avril 1995
19	CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale	Mai 1995

Comme on peut le constater d'après la liste ci-dessus, de nombreux programmes n'ont pas été examinés (voir plus loin dans le chapitre II, la section sur le chapitre 7A du budget, par exemple). Le Comité consultatif comprend qu'il est parfois difficile de procéder à ces examens en raison du calendrier des conférences. Lorsque tel est le cas, on peut prendre d'autres mesures et organiser, par exemple, des groupes de travail intersessions. Quant aux rapports établis par les organismes, ils ne permettent pas, de l'avis du Comité, de savoir jusqu'à quel point a été poussé l'examen du programme de travail correspondant du projet de budget-programme. Le Comité consultatif recommande que les conclusions des examens effectués par les organismes spécialisés lui soient désormais transmis par le Secrétaire général suffisamment longtemps à l'avance pour qu'il puisse en tenir compte lorsqu'il examine le projet de budget-programme.

Publications

73. Des ressources importantes (réparties notamment entre le personnel, les consultants et les travaux d'impression) sont consacrées aux activités de publication de l'ONU. La politique de l'ONU en matière de publications est une question qui préoccupe le Comité consultatif depuis de nombreuses années. C'est

ainsi qu'en 1976, le Comité consultatif, dans son rapport sur les prévisions budgétaires du PNUD pour 1977 (DP/206 et Corr.1), a recommandé ce qui suit :

"Si l'on juge qu'une publication est essentielle, il conviendrait de revoir la fréquence de sa parution, son volume, le nombre d'exemplaires à imprimer et les coûts des différentes méthodes d'impression et de production."

74. Dans son premier rapport sur le projet de budget-programme pour 1986-1987⁶, le Comité consultatif espérait que

"... les examens des publications périodiques demandés dans la résolution 38/32 E de l'Assemblée générale seraient bien effectués et/ou achevés et que, ce faisant, les critères énoncés au paragraphe 17 de cette résolution seraient rigoureusement appliqués. Le Comité consultatif espérait aussi que des mesures novatrices seraient prises, notamment en ce qui concerne les publications destinées à la vente, afin que chaque publication ait le plus grand nombre de lecteurs possible et soit rédigée en fonction des besoins particuliers de ces lecteurs."

75. Le Comité consultatif considère que les préoccupations manifestées il y a plusieurs années sont toujours valables aujourd'hui. Dans le chapitre II ci-après, qui comporte des commentaires plus détaillés, il formule un certain nombre d'observations et de recommandations précises au sujet du Département de la coordination des politiques et du développement durable (chap. 7A), des commissions économiques régionales (chap. 15 à 19), de la CNUCED et du Centre du commerce international (chap. 10A et B), des droits de l'homme (chap. 21), du Département de l'information (chap. 35) et du chapitre 3 des recettes. Il formule également des observations concernant le rapport du Secrétaire général sur la politique de l'Organisation des Nations Unies en matière de publications (A/C.5/48/10) dans la partie consacrée au chapitre 25.

76. Les organes délibérants intergouvernementaux devraient être instamment invités à examiner de près le programme de publication qui relève de leur compétence lorsqu'ils examinent le programme de travail effectif présenté par le Secrétaire général dans le projet de budget-programme. Tout en tenant compte du fait qu'en vertu de la procédure budgétaire actuelle, seule la Cinquième Commission de l'Assemblée générale est habilitée à examiner le budget-programme de l'Organisation, le Secrétariat devrait transmettre aux organes intergouvernementaux compétents les données suivantes pour chaque publication : nombre d'exemplaires, type de publication, coût, public visé, date prévue de publication, date de la première demande de publication, auteur de la demande et date et auteur de la dernière révision. À l'avenir, le financement des publications devrait être soumis à la procédure décrite dans le présent paragraphe.

77. On devrait se fixer pour objectif d'alléger considérablement le programme actuel de publication en éliminant les publications qui font double emploi, en mettant fin à la parution de celles qui sont considérées comme ne présentant plus d'intérêt pour l'application des mandats approuvés ou en fusionnant des publications. On pourrait ainsi publier les documents à un moindre coût et dégager des ressources au profit d'autres activités de l'ONU. Dans le même esprit, on devrait aussi cesser de faire paraître successivement des rapports et des documents sous différentes formes. Par exemple, le rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation est publié successivement trois fois. Il fait d'abord l'objet d'une distribution préliminaire, puis paraît sous forme de supplément et est enfin publié sous couverture glacée. Les résolutions de

l'Assemblée générale apparaissent d'abord dans les rapports présentés par les grandes commissions puis en tant que documents de l'Assemblée; elles sont ensuite publiées toutes ensemble dans un document officiel du Département de l'information, établi à l'intention de la presse, et, pour finir, elles paraissent dans un document officiel. De nombreuses publications sortent d'abord sous forme de documents destinés aux organes délibérants avant de paraître en tant que documents destinés à la vente.

78. La question du coût comparatif des travaux d'imprimerie confiés à des entreprises extérieures et des travaux effectués au Secrétariat et la question des besoins à cet égard constituent aussi des aspects importants de la politique de publications. À ce propos, le Comité rappelle les informations qu'il a fournies dans son premier rapport sur le projet de budget-programme pour 1988-1989⁵, à savoir :

"74. ... Le Comité a appris que l'on recourt principalement aux travaux contractuels d'imprimerie et de reliure si le volume d'une publication est supérieur à 500 pages, s'il faut imprimer les couvertures en couleurs ou si le texte exige une composition spéciale. Ces travaux excèdent la capacité actuelle des ateliers du Secrétariat. Il arrive aussi que les travaux d'imprimerie concernant une publication soient partagés entre le Secrétariat et des imprimeries de l'extérieur. Ainsi, il se peut que le texte d'une publication soit imprimé dans les ateliers du Secrétariat mais que l'impression de la couverture soit confiée à l'extérieur. À cet égard, le Comité souligne que les décisions prises par le Secrétariat en ce qui concerne la conception des couvertures, la composition et la concision des documents ont une incidence sur le coût d'impression des publications. En outre, compte tenu du programme de modernisation en cours des ateliers d'imprimerie au Siège ou à Genève et de l'amélioration de la capacité de production qui en résultera, le Comité estime que l'on devrait s'efforcer de faire exécuter davantage de travaux d'imprimerie par le Secrétariat.

75. S'agissant des ressources nécessaires pour les travaux d'imprimerie au Secrétariat, le Comité consultatif souligne qu'il a recommandé à l'Assemblée générale d'approuver les propositions faites par le Secrétaire général pour 1988-1989 en vue de moderniser les ateliers d'imprimerie au Siège et à Genève. À cet égard, le Comité note que selon les représentants du Secrétaire général, l'achat de nouvelles presses et de matériel d'imprimerie auxiliaire non seulement renforcerait la capacité actuelle de production des ateliers du Secrétariat, mais encore réduirait le gaspillage de papier et de fournitures d'imprimerie."

79. Le Comité consultatif a été informé que le montant proposé des ressources au titre des travaux contractuels d'imprimerie pour 1996-1997 était de 6 165 800 dollars, soit 2 015 200 dollars (24,6 %) de moins que le montant des crédits ouverts pour l'exercice 1994-1995. Sur ce total, 3 651 500 dollars (soit 1 746 300 dollars ou 32,3 % de moins qu'en 1994-1995) sont destinés à financer les travaux contractuels d'imprimerie du Siège et 2 514 300 dollars (soit 268 900 dollars ou 9,7 % de moins qu'en 1994-1995) les travaux contractuels d'imprimerie dans les autres lieux d'affectation.

80. D'après les informations reçues par le Comité consultatif, cette diminution est due essentiellement au fait qu'on se sert de plus en plus de la publication assistée par ordinateur et des services d'impression internes, en particulier au Siège et à Genève, le matériel ayant été modernisé et permettant notamment

d'imprimer les couvertures en couleurs. Dans les autres lieux d'affectation, on continue de faire appel à des imprimeurs extérieurs.

81. Au paragraphe 73 de son premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989⁵, le Comité consultatif avait indiqué qu'il faudrait mettre au point une méthode permettant de calculer les coûts respectifs des travaux contractuels d'imprimerie et des travaux exécutés dans les ateliers du Secrétariat, ainsi que les autres coûts indirects répartis, notamment ceux de rédaction et d'édition. Il avait précisé que la connaissance du coût total de chaque publication périodique était un élément important de l'évaluation de la valeur de ces publications.

82. Dans son rapport sur le projet de budget-programme pour 1990-1991⁷, le Comité consultatif avait indiqué que cette méthode n'avait pas encore été mise au point et qu'il était toujours très difficile de déterminer le coût de la rédaction des documents et publications. Il avait recommandé de maintenir cette question à l'étude afin que ces difficultés puissent être résolues à temps pour l'établissement du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993. Le Comité, à la suite d'une demande concernant les progrès réalisés à cet égard, avait été informé qu'en application de la résolution 47/73 B de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1992, le Département de l'information avait tenté d'évaluer le coût total de la rédaction et de la production de ses publications. Il était parvenu à estimer certains des coûts, avec l'aide de l'ancien Bureau de la planification des programmes, du budget et des finances. Les résultats avaient été présentés à l'Assemblée générale dans le document A/AC.198/1993/5, en date du 3 mai 1993. Les coûts estimatifs figurant dans ce document représentaient exclusivement les coûts de production encourus par le Département de l'information et le montant estimatif des frais de personnel engagés par le Département pour l'élaboration des publications considérées. Les coûts de production comprenaient les travaux contractuels d'imprimerie, les services contractuels ou les dépenses liées au recrutement de personnel temporaire. N'étaient pas compris dans les estimations les heures de travail d'autres départements, comme les services linguistiques, ni les coûts et services d'autres départements, comme celui de la reproduction interne. Ainsi, d'après les informations reçues par le Comité, des progrès avaient été faits mais de nombreux problèmes de méthode restaient en suspens. On ne disposait pas par exemple d'un mécanisme commode et peu coûteux qui permettrait d'évaluer avec exactitude, pour des publications déterminées, le temps effectivement consacré aux travaux de recherche et de rédaction. Le Comité demande instamment que les efforts soient poursuivis.

83. Le Comité consultatif recommande que le Corps commun d'inspection soit prié d'effectuer une étude d'ensemble du rôle joué par les publications dans l'exécution des mandats des organes intergouvernementaux et des possibilités d'améliorer la rentabilité des publications périodiques.

Dépenses de représentation

84. Comme on l'a noté plus haut, les estimations relatives aux dépenses de représentation ont été groupées avec d'autres dépenses sous la rubrique "Dépenses générales de fonctionnement". Le Comité consultatif a recommandé qu'à l'avenir, ces dépenses, qu'il faut bien distinguer des indemnités de représentation versées aux administrateurs de rang supérieur, soient indiquées séparément. Sur sa demande, le Comité a été informé que les dépenses de représentation étaient estimées à 1 059 300 dollars pour 1996-1997, contre 1 031 700 dollars pour 1994-1995. Ainsi qu'il avait été noté à propos du projet de budget-programme pour 1992-1993⁸, ces dépenses sont réparties sur l'ensemble du budget en sommes de montants très variables et bien que ces montants soient

souvent très réduits, leur total, comme on l'a vu, représente une somme importante. Comme cela avait été le cas en 1991, le Comité consultatif a eu du mal à analyser les prévisions de dépenses dans ce domaine car il n'a pu établir sur quelle base était fixé le montant des fonds demandés ni comment étaient définies les conditions d'octroi de ces fonds. Le Comité ne recommande pas de réduction des dépenses de représentation mais il compte que des mesures seront prises avant l'élaboration du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999 en vue de fixer des critères concernant les demandes de ressources à ce titre et l'utilisation des fonds.

Honoraires

85. À propos des anomalies qui existeraient dans le système actuel de versement d'honoraires, le Comité consultatif rappelle les observations qu'il avait formulées au paragraphe 8 de son quarantième rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1978-1979⁹, à savoir que, à son avis,

"puisque c'est l'Assemblée générale qui a établi le principe fondamental concernant le paiement d'honoraires, et puisque c'est elle qui, dans chaque cas, a décidé d'autoriser une dérogation, c'est à elle seule qu'il incombe de décider si ces dérogations doivent être maintenues, accrues ou supprimées".

86. Pendant plusieurs années, le Comité consultatif a noté que le Secrétaire général avait l'intention de procéder à un examen plus approfondi de la question des honoraires versés aux membres des organes et organes subsidiaires de l'Organisation des Nations Unies. Le Comité a appelé l'attention sur cette question, en 1991, dans son neuvième rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993¹⁰. Dans son onzième rapport sur le budget-programme pour 1992-1993, présenté à l'Assemblée générale à sa quarantième session¹¹, le Comité consultatif ne s'est pas opposé à une proposition de relèvement des honoraires, décidée par l'Assemblée générale dans sa résolution 35/218, mais a précisé que

"7. ... il ne semblait guère qu'on ait procédé dans le rapport [A/C.5/47/45] à un examen détaillé permettant de déterminer si d'autres organes pourraient bénéficier du versement d'honoraires, ni à un examen des incidences qu'entraînerait l'uniformisation des conditions régissant le versement d'honoraires."

Les honoraires actuellement prévus dans le projet de budget-programme pour 1996-1997 sont récapitulés dans le tableau ci-après. Ces honoraires sont versés, le cas échéant, en sus des indemnités de subsistance.

Montant des honoraires

(En dollars des États-Unis)

Organe	Montant annuel			Résolutions fixant le montant des honoraires
	Président	Vice-Président	Membres	
Commission du droit international ^a	5 000	—	3 000	35/218
Tribunal administratif des Nations Unies	5 000	—	3 000	35/218
Organe international de contrôle des stupéfiants	5 000	4 000	3 000	35/218
Comité des droits de l'homme	5 000	—	3 000	35/218
Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes	5 000	—	3 000	36/420 (A/C.5/36/90)
Comité des droits de l'enfant	5 000	—	3 000	44/201

^a Montant supplémentaire de 2 500 dollars à verser aux membres de la Commission du droit international exerçant les fonctions de rapporteur spécial, s'ils doivent établir des rapports ou études spécifiques entre les sessions de la Commission.

Les préoccupations formulées plus haut étant toujours valables, le Comité consultatif demande au Secrétaire général de prendre dès que possible les mesures voulues.

Système de notation des fonctionnaires

87. Le système de notation a été décrit pour la première fois dans le rapport du Secrétaire général sur une stratégie pour la gestion des ressources humaines de l'Organisation (A/C.5/49/5, par. 79 à 84). Au paragraphe 3 de la section I de sa résolution 49/222 A, l'Assemblée générale a approuvé les propositions du Secrétaire général concernant la mise en application du système de notation et l'a prié de faire tout son possible pour y donner suite dans les limites du montant global des ressources disponibles, le cas échéant en concentrant les efforts sur la classe P-4 et les classes supérieures, au niveau mondial, en 1995, et de faire en sorte qu'à compter du 1er avril 1996, le système soit appliqué à toutes les classes. Le Comité consultatif fait observer que le document dont était saisi l'Assemblée générale était à peine plus qu'une description générale d'objectifs à atteindre.

88. Tout en reconnaissant qu'il appartient au Secrétaire général d'administrer le personnel, le Comité consultatif tient à appeler l'attention sur les paragraphes ci-après.

89. Le Comité consultatif a demandé et reçu des renseignements sur la façon dont on compte atteindre ces objectifs. Parmi les documents reçus par le Comité consultatif figuraient un document de 59 pages publié en mars 1995, intitulé "Performance Appraisal System Guidelines and Reference Material", ainsi qu'un "Training Guide" de 55 pages publié à la même occasion.

90. Le Comité consultatif croit comprendre que ces documents ont été publiés à l'occasion d'une série de stages de formation destinés à familiariser plus de 12 000 fonctionnaires avec le nouveau système d'ici à août 1996. Les stages sont conduits par 16 consultants rémunérés au taux de 600 dollars par jour. Par ailleurs, un consultant en analyse organique est rémunéré au taux de 800 dollars par jour. Le Comité consultatif a été informé qu'au 30 juin 1995, on estimait qu'un montant de 723 000 dollars serait dépensé en 1995, dont 342 000 dollars au titre des honoraires des formateurs, 92 000 dollars au titre de leurs frais de voyage, 129 000 dollars au titre des honoraires du consultant en analyse organique, 150 000 dollars au titre du personnel d'appui et 10 000 dollars au titre des matériaux de formation. Pour la période allant jusqu'au 31 août 1996,

les besoins sont estimés à 873 000 dollars, dont 412 000 dollars au titre des formateurs et 106 000 dollars au titre de leurs frais de voyage, 155 000 dollars au titre du personnel temporaire (autre que celui affecté aux réunions) représentant l'équivalent d'un poste P-3 et d'un poste d'agent des services généraux pendant un an au Service de la formation, 95 000 dollars au titre de la formation à la planification du travail et aux entrevues préliminaires, 80 000 dollars au titre de la production d'un ensemble de "matériaux multimédia d'auto-apprentissage" et 25 000 dollars au titre d'un système de suivi informatisé pour la période initiale de formation.

91. En outre, d'autres activités ont été prévues parallèlement à la formation au système de notation. C'est ainsi qu'en 1995, les secrétaires généraux adjoints, les sous-secrétaires généraux et les directeurs ont participé à des séminaires de gestion portant essentiellement sur la planification stratégique, la direction et la gestion du changement, l'obligation redditionnelle et les responsabilités. En 1996-1997, les cadres intermédiaires supérieurs seront formés aux techniques de gestion du personnel/ressources humaines; les dépenses correspondantes en 1996-1997 sont actuellement estimées à 1,2 million de dollars.

92. On pourra se faire une idée de la complexité du nouveau système en se rapportant au résumé des étapes du système de notation extrait du document intitulé "Performance Appraisal System Guidelines and Reference Material" :

Résumé des étapes du système de notation

Exemple de période de notation commençant le 1er avril et s'achevant le 31 mars.

Date	Section du formulaire	Démarches
Février/mars	Section II	Le supérieur hiérarchique met en route le processus de notation : il explique les objectifs de l'unité administrative, confie à l'intéressé les objectifs précis à atteindre et lui demande de rédiger son projet de plan de travail. Le supérieur hiérarchique et le fonctionnaire se réunissent pour discuter du plan de travail individuel. Le supérieur hiérarchique et le fonctionnaire identifient les qualités et aptitudes nécessaires pour exécuter le plan de travail.
	Section III	Le supérieur hiérarchique et le fonctionnaire définissent les besoins de perfectionnement.
Au 1er avril au plus tard	Section I	La section I est remplie par le fonctionnaire et signée et datée par ce dernier et son supérieur hiérarchique.
Avril-septembre		Le supérieur hiérarchique et le fonctionnaire ont des entretiens informels continus pour suivre et ajuster le plan, évaluer les progrès accomplis, constater les réalisations et améliorer les prestations.
Septembre/octobre	Section II-E	Bilan d'étape. Le fonctionnaire et son supérieur hiérarchique discutent des résultats obtenus, apportent au plan de travail les ajustements nécessaires, relèvent les progrès accomplis ou les problèmes rencontrés et définissent les autres mesures correctives pour améliorer les prestations.
	Section III	Le fonctionnaire et son supérieur hiérarchique passent en revue les mesures visées dans la partie du rapport consacrée au perfectionnement des compétences et en indiquent les résultats.

Date	Section du formulaire	Démarches
31 octobre au plus tard	Section I	La section I est remplie par le fonctionnaire et son supérieur hiérarchique et signée et datée par l'un et l'autre.
Octobre-mars		Le supérieur hiérarchique et le fonctionnaire ont des entretiens pour suivre et ajuster le plan, évaluer les progrès accomplis, constater les réalisations et améliorer les prestations.
Février/mars	Section II-G	Bilan de fin d'année. Le fonctionnaire et son supérieur hiérarchique préparent et tiennent une réunion consacrée au bilan de fin d'année pour évaluer le travail accompli au regard du plan de travail et les qualités et les aptitudes nécessaires pour l'exécuter. Le fonctionnaire consigne ses observations et procède à une évaluation préliminaire de la réalisation de chaque objectif en prévision de la réunion consacrée au bilan de fin d'année.
	Section II-H	Après un entretien approfondi avec le fonctionnaire, le supérieur hiérarchique commente et note la réalisation de chaque objectif.
	Section III	Le fonctionnaire et son supérieur hiérarchique passent en revue les éléments visés dans la partie du rapport concernant le perfectionnement des compétences et indiquent la suite qui y a été donnée et leur impact.
	Section IV	Le fonctionnaire et son supérieur hiérarchique commentent, le cas échéant, tout facteur pertinent précédemment mentionné dans le rapport.
	Section V et section I	Le fonctionnaire et son supérieur hiérarchique discutent de l'appréciation globale des prestations de l'intéressé. Les notes sont attribuées par le supérieur hiérarchique. Ce dernier et le fonctionnaire ajoutent leurs commentaires éventuels et signent et datent le rapport.
	Sections VI et VII	Le fonctionnaire indique brièvement la façon dont son supérieur hiérarchique a mené à bien le processus de notation. Le supérieur hiérarchique commente la façon dont le fonctionnaire s'est acquitté de ses tâches dans le cadre du système de notation. Le supérieur hiérarchique discute de l'évaluation avec son propre supérieur.
Au 31 mars au plus tard		Le supérieur hiérarchique analyse le rapport, notamment la section VI contenant l'évaluation du fonctionnaire et la section VII, avec son propre supérieur, lequel transmet le formulaire rempli au Comité d'évaluation de la gestion pour examen.
Mars		Le Comité d'évaluation de la gestion analyse les évaluations, confirme les notes définitives ou les ajuste le cas échéant. Il communique ensuite les décisions finales au supérieur hiérarchique pour que le fonctionnaire en prenne note. Une fois que le fonctionnaire a signé le formulaire rempli, celui-ci est transmis au chef du service administratif ou au fonctionnaire d'administration compétent pour suite à donner.

Note : En établissant les plans de travail, tous les supérieurs hiérarchiques doivent fixer des objectifs précis en matière de supervision (p. 15, par. 25 des Guidelines) et faire figurer parmi ces objectifs la nécessité de tenir compte des sensibilités des personnes de l'autre sexe et des personnes appartenant à des cultures différentes (p. 37, par. 79, et p. 47).

Malgré les révisions apportées au système de notation, il a été confirmé au Comité consultatif, à la mi-juin 1995, que les indications ci-dessus étaient, dans l'ensemble, toujours valables, même si le nombre des sections du nouveau formulaire de notation serait vraisemblablement réduit.

93. Le 26 mai 1995, une circulaire (ST/IC/1995/32) a été adressée aux fonctionnaires du Secrétariat pour leur décrire les modifications apportées au système de notation. Comme il est indiqué au paragraphe 3 de cette circulaire, les changements "ne modifient pas, quant au fond, la conception du système de notation; ils visent à le simplifier, à abréger la formule de notation et à tenir compte d'autres suggestions faites, notamment par les fonctionnaires qui ont déjà participé aux séances de formation...".

94. Le Comité consultatif a été informé qu'on compte qu'en moyenne huit heures seront consacrées chaque année par fonctionnaire à l'application du système de notation. Le temps consacré aux différentes démarches se répartit comme suit :

Temps estimatif consacré à l'application du système de notation

(Par période de 12 mois pour chaque fonctionnaire)

Phases du système de notation ^a	Nombre d'heures consacrées par le supérieur hiérarchique	Nombre d'heures consacrées par le fonctionnaire
Phase initiale	1	2
Explication des objectifs de l'unité administrative		
Rédaction du plan par le fonctionnaire		
Réunions formelles et informelles		
Bilan à mi-parcours	1	1
Discussion du travail accompli		
Suivi et ajustements		
Réunions informelles		
Bilan de fin d'année	2	1
Discussion du travail accompli		
Établissement des notes		
Discussion des notes		
Évaluation mutuelle		

^a Les chiffres ne tiennent pas compte du processus de fixation d'objectifs au niveau des départements et bureaux, ces deux tâches étant inextricablement liées à toutes les autres fonctions de planification, notamment l'établissement du plan de gestion, du rapport sur l'exécution du programme et du budget, et du plan à moyen terme.

Dans certaines unités administratives, il sera certes possible, en raison de la nature du travail, de regrouper les activités liées à l'application du système de notation et, donc, de devoir consacrer moins de temps à chaque fonctionnaire, mais dans d'autres unités, les entretiens relatifs au système de notation prendront beaucoup plus de temps. Il est également prévu une phase d'évaluation de la gestion, notamment par un comité d'évaluation de la gestion, et l'on a prévu en outre la possibilité de formuler des objections aux notations. Un jury permanent d'enquête sur les objections sera composé d'un membre désigné par le chef de département, un membre désigné par le fonctionnaire et un président nommé en consultation avec le fonctionnaire. Les décisions rendues par le jury sont censées être définitives et obligatoires, mais le Comité consultatif croit comprendre que, sous certaines conditions, il pourra en fait être fait appel de ces décisions.

95. Comme il ressort des paragraphes ci-dessus, l'introduction du système de notation a eu des incidences financières, directes et indirectes, qui sont loin d'être négligeables. Le Comité consultatif croit comprendre que l'on s'emploie

actuellement à rationaliser le système de notation pour le rendre plus simple qu'initialement prévu. Le Comité consultatif demande instamment que l'on continue à ne ménager aucun effort pour affiner le système de notation afin de minimiser la charge administrative et bureaucratique qu'il risquait de causer sous sa forme originale.

Détachements avec prise en charge

96. Le Comité consultatif est au courant de la pratique de plus en plus répandue, aussi bien à l'Organisation que dans ses programmes, qui consiste à obtenir les services de fonctionnaires dans le cadre de détachements avec prise en charge. Les renseignements dont le Comité consultatif dispose font apparaître que, dans certains cas, les conditions de ces détachements, dans la mesure où elles prévoient un niveau total de rémunération supérieur à celui qui est offert au titre des barèmes des traitements standard retenus par les organisations appliquant le régime commun des Nations Unies, peuvent sembler violer les dispositions de l'Article 100 de la Charte et de l'article 1.6 du Statut du personnel, mais le Comité consultatif a reçu l'assurance que les impératifs juridiques avaient été respectés. Le Comité consultatif prie le Secrétaire général de veiller à ce que l'article 1.6 du Statut du personnel soit interprété strictement et appliqué sans exception, de façon à éviter de donner ne fût-ce que l'impression d'une pratique abusive. Il faut également veiller à l'application intégrale de l'Article 100 de la Charte et communiquer intégralement toutes les informations pertinentes de l'Assemblée générale.

Programme de départ anticipé

97. Le Comité consultatif s'est renseigné sur le programme de départ anticipé mis en oeuvre en application du paragraphe 8 de la section I de la résolution 49/222 A de l'Assemblée générale. Le Comité consultatif a été informé que l'on comptait que le programme coûterait environ 15 millions de dollars par an pour chacune des années 1995, 1996 et 1997. Le Comité consultatif croit comprendre que le programme a été annoncé dans une instruction administrative adressée aux fonctionnaires (ST/AI/403) et que l'actuel programme ne s'applique qu'à l'année 1995. Le Comité consultatif a été informé que les prévisions de dépenses d'un montant de 15 millions de dollars n'ont pas été inscrites séparément au budget mais seront couvertes à l'aide de crédits ouverts au titre des dépenses communes de personnel. Aux termes de la résolution 49/222 A, le Secrétaire général est tenu de rendre compte de la phase initiale de l'exécution de ce programme au cours de la cinquantième session de l'Assemblée et, dans ce contexte, le Comité consultatif croit comprendre que le Secrétaire général fera les propositions qu'il juge nécessaires pour 1996-1997. Le Comité consultatif compte que ces propositions se fonderont sur un plan bien articulé assorti de mesures tendant à améliorer le fonctionnement de l'Organisation plutôt que de simplement réduire les coûts. En effet, des mesures de compression des dépenses analogues ont parfois, dans le passé, entraîné des augmentations plutôt que des réductions de coûts, des fonctionnaires dont l'Organisation avait besoin dans des domaines prioritaires ayant pris leur retraite pour aussitôt après être invités à reprendre le travail ou être remplacés. Le Secrétaire général devrait également s'attacher à résoudre les problèmes que pose la réintégration des fonctionnaires ayant été affectés à des missions de grande envergure dans le cadre des propositions qu'il formulera en ce qui concerne les principes de gestion applicables à plus long terme à la cessation de service ou au maintien en fonctions visés au paragraphe 8 de la section I de la résolution 49/222 A. En d'autres termes, des réductions d'effectifs devront être opérées de façon à éviter de perdre les fonctionnaires les mieux qualifiés, en particulier dans les domaines hautement prioritaires.

Procédures et normes régissant la création, la suppression, le reclassement, la conversion ou le transfert de poste

98. En examinant le rapport du Secrétaire général sur le sujet (A/49/339 et Corr.1), le Comité consultatif savait que ce document venait d'être examiné par le Comité du programme et de la coordination, qui en avait pris note et avait recommandé qu'il soit examiné de façon plus détaillée par la Grande Commission pertinente de l'Assemblée générale¹².

99. On trouvera un historique de la question dans les paragraphes 1 à 5 du document A/49/339, qui expose également, aux paragraphes 11 à 13, les critères applicables à la création, la suppression et le transfert des postes. Comme il y est indiqué, au paragraphe 10, "le fait qu'avant de demander des postes supplémentaires les directeurs de programme ne procèdent pas à un réexamen systématique des activités, en particulier en vue d'une réorientation éventuelle des programmes de travail et de la définition de priorités constitue une faiblesse des procédures actuelles".

100. Le Comité consultatif approuve les critères proposés et compte qu'ils seront, comme l'indique le Secrétaire général, systématiquement appliqués.

101. Le classement des postes est examiné dans les paragraphes 16 à 31 du rapport du Secrétaire général. Ces paragraphes représentent pour une bonne part des propositions visant à appliquer la résolution 48/228 C de l'Assemblée générale en date du 29 juillet 1994, par laquelle l'Assemblée a, notamment, fait sienne la recommandation formulée par le Comité consultatif au paragraphe 8 de son douzième rapport sur le budget-programme de l'exercice biennal 1994-1995¹³. Dans ledit paragraphe 8, le Comité avait recommandé de donner au Secrétaire général le pouvoir de reclasser les postes jusqu'à la classe P-5, tout en veillant à ce que les proportions soient maintenues pour chaque classe et à ce que les crédits ouverts ne soient pas dépassés. Le Comité avait aussi voulu s'assurer que des procédures adéquates de contrôle par le Secrétariat et de suivi par l'Assemblée générale soient mises en place, dont des procédures pour informer le Comité consultatif et l'Assemblée des mesures prises par le Secrétaire général en vertu du pouvoir qui lui est conféré. Le Comité avait enfin estimé que le nouveau système qui serait proposé par le Secrétaire général pourrait initialement être appliqué pour une période d'essai de deux exercices biennaux.

102. Le tableau 2 du rapport du Secrétaire général (A/49/339) donne la répartition par classe des postes permanents et des postes temporaires d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur inscrits au budget ordinaire de l'ONU. Le Comité consultatif relève dans la répartition pour 1994-1995 que les postes classés à D-2 ou à un rang supérieur représentaient 3 % du total, ce qui représentait une diminution par rapport au taux de 3,6 % de l'exercice 1984-1985. Comme on l'a vu plus haut, au paragraphe 62, le pourcentage pour 1996-1997 est aussi de 3 %. Le Comité consultatif remarque que la pyramide à laquelle on a abouti est le résultat des efforts que lui-même et l'Assemblée générale déploient depuis des années pour inciter à la prudence et prévenir ce que l'on a souvent qualifié d'"inflation hiérarchique".

103. Le Comité consultatif souscrit au point de vue exprimé par le Secrétaire général au paragraphe 28 de son rapport (A/49/339), à savoir qu'il conviendrait de l'autoriser :

"à maintenir le rapport entre le nombre total de postes dans chaque classe au niveau du budget-programme dans son ensemble, ... ce rapport

[étant] défini comme une fourchette correspondant à la répartition actuelle, en pourcentage, des postes entre les différentes classes, ainsi qu'il est indiqué au tableau 3 ci-dessus. En pareil cas, le nombre total de postes d'administrateur inscrits au budget ordinaire et les proportions relatives dans chaque classe ne varieraient qu'avec la création ou la suppression de postes."

104. Étant donné qu'il souscrit à ce point de vue, le Comité consultatif recommande d'approuver les propositions formulées aux alinéas a) et b) du paragraphe 30 du rapport du Secrétaire général, et ce à titre expérimental comme il le recommandait au paragraphe 8 de son précédent rapport¹³. Toutefois, il n'estime pas nécessaire que le Secrétaire général fasse rapport chaque année comme il est indiqué à l'alinéa c) du paragraphe 30 susmentionné. Les changements qui se traduiraient par des rapports extérieurs aux limites des fourchettes indiquées par le Secrétaire général pourraient être signalés dans le cadre du rapport sur l'exécution du budget, l'Assemblée générale pouvant alors, si nécessaire, exiger les mesures correctives qui s'imposent. Tous les changements apportés au tableau d'effectifs pendant un exercice biennal, y compris les reclassements de postes, devraient être expliqués par le Secrétaire général dans le projet de budget-programme de l'exercice biennal suivant.

Fonds extrabudgétaires

105. Comme on l'a vu plus haut au paragraphe 3, selon les prévisions, les fonds extrabudgétaires dépasseront 4,4 milliards de dollars en 1996-1997.

Fonds extrabudgétaires en 1996-1997

	<u>Pourcentage</u>	<u>Milliers de dollars</u>	
A. <u>Programmes dotés de leur propre organe directeur</u>			
HCR		2 416 885,8	
UNRWA		894 987,0	
PNUCID		151 172,1	
PNUE		242 938,5	
CNUEH		19 669,9	
	84,0		3 725 653,2
B. <u>Fonds pour la coopération technique</u>			
PNUD		182 465,2	
FNUAP		28 761,7	
Autres sources		170 491,5	
	8,6		381 718,4
C. <u>Remboursement de services d'appui fournis</u>			
Compte d'appui pour les opérations de maintien de la paix		74 958,1	
Coopération technique		43 678,4	
Organismes des Nations Unies		41 121,8	
Fonds d'affectation spéciale		17 241,5	
	4,0		176 999,8
D. <u>Fonds d'affectation spéciale finançant des activités de fond</u>			
	3,4		150 138,3
Total	100,0		4 434 509,7

Il ressort du tableau ci-dessus que le HCR, l'UNRWA, le PNUCID, le PNUE et le CNUEH regroupent l'essentiel des fonds extrabudgétaires. Le Comité consultatif établit des rapports distincts pour chacun des budgets administratifs correspondants, à l'intention des organes directeurs de ces différents programmes (voir la préface au présent document). Le Comité consultatif fait aussi rapport aux organes directeurs du PNUD, du FNUAP et des autres programmes des Nations Unies qui fournissent des fonds pour la coopération technique (voir également la préface au présent document). Le Comité consultatif examine aussi d'autres fonds extrabudgétaires inscrits à des comptes spéciaux, essentiellement dans le cadre de l'examen du projet de budget-programme présenté par le Secrétaire général. Le Comité reçoit également chaque semestre des renseignements sur l'état des fonds d'affectation spéciale. Comme il est indiqué plus haut, au paragraphe 67, en vertu du paragraphe 2 de la section II de la résolution 35/217 de l'Assemblée générale, le Comité consultatif examine toutes les propositions de nouveaux postes classés à D-1 ou à un rang supérieur qui sont financés au moyen de fonds extrabudgétaires et ne sont pas par ailleurs examinés dans le détail par un organe intergouvernemental; de même, le Comité est d'avis que tous les postes extrabudgétaires de ce type devraient être gérés avec le même soin que les postes inscrits au budget ordinaire. Le Comité compte examiner plus avant cette question lorsqu'il examinera les fonds d'affectation spéciale.

106. Ces dernières années, le Comité consultatif a régulièrement formulé dans ses rapports des observations sur les fonds extrabudgétaires. Dans ses rapports sur les projets de budget-programme présentés par le Secrétaire général pour 1988-1989 et 1990-1991¹⁴, le Comité consultatif a fait un certain nombre d'observations concernant le versant extrabudgétaire des dépenses de l'Organisation, notamment sur la nécessité de définir précisément le rôle du financement extrabudgétaire dans la structure globale de l'Organisation. Le Comité a aussi appelé l'attention sur la nécessité d'améliorer les mécanismes d'approbation et d'établissement des rapports afin que les dépenses extrabudgétaires "fassent l'objet d'un examen et d'un contrôle plus stricts"¹⁵.

107. Au paragraphe 16 de son huitième rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1990-1991¹⁶, le Comité consultatif a fait part de son intention de se pencher sur la question des arrangements relatifs à l'examen des aspects administratifs et budgétaires de grands fonds et programmes extrabudgétaires comme le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues ou l'UNRWA.

108. Au paragraphe 13 du même rapport, le Comité consultatif a recommandé que :

"les informations sur les ressources extrabudgétaires données dans les projets de budget-programme soient structurées de manière à lui permettre de procéder à l'examen des fonds d'affectation spéciale et des programmes extrabudgétaires et de formuler des observations concrètes sur les propositions concernant les dépenses d'administration et d'appui relatives aux activités considérées, y compris les créations de postes. Ces informations devraient indiquer clairement le rôle qui revient aux ressources extrabudgétaires considérées dans l'exécution des programmes de travail approuvés ou dans le lancement d'activités nouvelles; elles devraient d'autre part être assez précises, du point de vue des programmes et des activités de fond, pour que le Comité du programme et de la coordination puisse procéder à une analyse des fonds d'affectation spéciale dans le cadre de son examen de l'ensemble du budget-programme. Parallèlement, les organes intergouvernementaux concernés auraient accès aux informations

dont ils ont besoin pour procéder à l'examen des fonds extrabudgétaires relevant de leur compétence¹⁶."

109. Dans son premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993¹⁷, le Comité consultatif a appelé l'attention sur la nécessité d'une plus grande précision dans la prévision du montant des fonds extrabudgétaires. Il a également rappelé la demande qu'il avait précédemment faite au Secrétaire général de mettre au point un moyen de communiquer des informations relatives aux incidences des fonds extrabudgétaires supplémentaires reçus en cours d'exercice biennal.

110. Dans son dixième rapport sur le budget-programme de l'exercice biennal 1992-1993¹⁸, le Comité consultatif a estimé que le Secrétaire général devait avancer des propositions plus précises touchant l'examen détaillé et le contrôle des dépenses extrabudgétaires. Le Comité estimait en outre que la question de l'incidence des ressources extrabudgétaires sur l'ordre de priorité des programmes demeurait peu clair.

111. Comme on l'a vu plus haut, au paragraphe 10, le projet de budget-programme contient des informations supplémentaires sur les fonds extrabudgétaires. Chaque chapitre du budget-programme contient, outre une ventilation des fonds extrabudgétaires en fonction de leur origine, un tableau ventilant ces ressources par grand objet de dépense, en montants effectifs pour l'exercice biennal précédent et en montants estimatifs pour l'exercice en cours et l'exercice suivant.

112. S'agissant des fonds d'affectation spéciale, le Comité consultatif a été informé que les directeurs de programme sont tenus d'établir et de soumettre à l'examen de la Division de la planification des programmes et du budget un plan annuel de dépenses pour chaque fonds d'affectation spéciale. Ces plans doivent indiquer clairement le lien entre les prévisions de dépense et des activités inscrites au budget-programme, le sous-programme dont elles relèvent et les produits ou services correspondants. Les crédits sont ensuite alloués en conséquence. Les directeurs de programme sont aussi tenus d'établir et de présenter à la même division des rapports techniques annuels sur l'exécution des activités ou services financés au moyen de chaque fonds général d'affectation spéciale. Le Comité consultatif fait toutefois remarquer que la fonction précise de ces activités et des ressources correspondantes n'est pas toujours décrite de manière cohérente dans les descriptifs du projet de budget-programme pour 1996-1997.

113. Le Comité consultatif relève, à propos des programmes qui sont dotés de leur propre organe directeur et où l'emploi des fonds est soumis à examen et approbation par lesdits organes, que les informations qui figurent dans le projet de budget-programme se fondent sur les estimations fournies par les directeurs de ces programmes.

114. Selon le Secrétaire général, il est difficile d'inclure des informations plus précises sur les ressources et activités extrabudgétaires financées par ces sources, en raison du caractère imprévisible des annonces de contributions et du versement ultérieur des sommes correspondantes. Ces contributions sont, pour la plupart, versées au coup par coup, sans lien avec le processus de programmation biennale qui régit l'établissement du budget. Le Comité consultatif rappelle à cet égard les paragraphes 31 à 34 de l'annexe à la résolution 48/162 de l'Assemblée générale. Il a été informé que, dans le cadre de la préparation du projet de budget pour 1996-1997, il a été procédé à une comparaison systématique des montants estimatifs et effectifs des dépenses pour les exercices biennaux précédents, afin de déterminer dans quels cas les prévisions des directeurs de

programme s'écartaient des montants effectifs des dépenses et de faire en sorte que les projections figurant dans le budget-programme soient aussi précises que possible.

115. Abstraction faite de la nécessité de décrire convenablement l'emploi des fonds d'affectation spéciale et leur lien avec les priorités des programmes, et de fournir suffisamment d'informations pour permettre un examen et un contrôle convenables, il faut aussi veiller à ce que les activités inscrites au budget ordinaire ne subventionnent pas des activités extrabudgétaires et vice versa. Les observations du Comité consultatif sur le remboursement au budget ordinaire du coût des locaux affectés à des postes relevant d'activités extrabudgétaires sont formulées plus loin, au chapitre II, dans le cadre de l'examen du chapitre 26D du projet de budget-programme.

116. Pour ce qui est des contributions à des fins déterminées, le Comité consultatif réitère le point de vue qu'il a maintes fois exprimé, à savoir que lorsque des donateurs posent des conditions qui sont contraires à la politique de l'ONU, ce sont les règles et règlements de l'Organisation qui doivent prévaloir.

117. Incidemment, le Comité consultatif est conscient de la charge que représentent souvent les exigences des donateurs en matière d'établissement de rapports; il recommande que soit mis au point un mode de présentation et des procédures standard pour l'établissement des rapports sur les fonds d'affectation spéciale destinés aux donateurs desdits fonds, afin de réduire la charge administrative qui en résulte et d'éviter des frais généraux excessifs.

118. Le Comité consultatif insiste sur la nécessité de désigner des fonctionnaires de l'ONU qui soient qualifiés et expérimentés pour superviser, gérer et coordonner les fonds et activités extrabudgétaires, au Siège, dans les bureaux extérieurs et dans le cadre des opérations de maintien de la paix. Le Comité consultatif recommande que ce principe soit appliqué sans exception.

Conférences mondiales

119. La seule conférence mondiale prévue dans le projet de budget-programme pour 1996-1997 est la deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), qui devrait se tenir en juin 1996 et coûter, en ce qui concerne le budget ordinaire, 646 400 dollars aux prix révisés de 1994-1995. Les ressources nécessaires pour la tenue de la dixième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ont été prévues dans le projet de budget-programme pour 1994-1995.

Nature des dépenses imputées au fonds de réserve

120. Au paragraphe 10 de son rapport sur le plan général du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997 (A/49/796 et Corr.1), le Comité consultatif a prié le Secrétaire général de présenter, dans le projet de budget-programme pour 1996-1997, des informations sur la nature des dépenses qui, jusque-là, avaient été imputées sur le fonds de réserve, de façon qu'il puisse revoir les procédures régissant l'utilisation, le fonctionnement et le montant du fonds. Cette demande a été reprise par l'Assemblée générale au paragraphe 7 de sa résolution 49/217. Les informations demandées n'ont pas été fournies; le Comité consultatif s'attend à recevoir ce rapport au début de la cinquantième session de l'Assemblée générale.

COOPÉRATION AVEC D'AUTRES ORGANES DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES

121. Le Comité consultatif a présenté des rapports aux organes suivants :

- a) Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire, sur l'exécution du budget du Programme alimentaire mondial pour 1992-1993;
- b) Conseil d'administration de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, sur le budget-programme de l'Institut pour 1994;
- c) Conseil d'administration de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, sur le projet de programme de travail et le projet de budget pour 1995;
- d) Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, sur les activités du HCR financées par des contributions volontaires en 1993-1994 et les projets de programmes et de budget pour 1995;
- e) Conseil d'administration de l'UNICEF, sur les services de conférence, le recouvrement des coûts des postes autorisés au prorata du coût des postes financés au titre des projets, l'autofinancement de la Division des fournitures et l'opération Cartes de vœux de l'UNICEF;
- f) Conseil d'administration du PNUD, sur les prévisions budgétaires révisées pour l'exercice biennal 1994-1995, les fonds d'affectation spéciale et une récapitulation d'informations financières sur les fonds d'affectation spéciale;
- g) Conseil d'administration du PNUD, sur le Bureau des services d'appui aux projets;
- h) Conseil d'administration du PNUD, sur les prévisions budgétaires révisées pour l'exercice biennal 1994-1995 et le projet de budget pour l'exercice biennal 1996-1997;
- i) Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire, sur le financement à long terme du Programme alimentaire mondial, les comptes vérifiés de l'exercice biennal 1992-1993, le rapport financier et la réserve opérationnelle;
- j) Conseil d'administration du PNUD, sur le règlement financier du Bureau des services d'appui aux projets et la proposition visant à transférer de Genève à Bonn le siège du programme des Volontaires des Nations Unies;
- k) Conseil d'administration de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, sur le budget-programme de l'Institut pour 1995;
- l) Commission des stupéfiants, sur les prévisions révisées pour l'exercice biennal 1994-1995 et les propositions générales concernant les dépenses administratives et les dépenses d'appui aux programmes du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID) pour l'exercice biennal 1996-1997;
- m) Conseil d'administration de l'UNICEF sur le renforcement de la gestion de l'UNICEF, l'utilisation des fonds d'action générale, les recommandations budgétaires pour l'exercice biennal 1994-1995 et les dépenses d'appui aux programmes pour l'exercice biennal 1996-1997;

n) Conseil d'administration du PNUÉ, sur les prévisions révisées concernant les dépenses du programme et d'appui aux programmes du Fonds pour l'environnement pour l'exercice biennal 1993-1994 et sur le projet de budget pour l'exercice biennal 1996-1997;

o) Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire, sur la stratégie de financement du Programme alimentaire mondial pour 1992-1993;

p) Conseil d'administration de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, sur le projet de programme de travail et le projet de budget de l'Institut pour 1996;

q) Commission des établissements humains, sur le projet de budget de la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains pour l'exercice biennal 1996-1997.

Tableau récapitulatif des propositions du Secrétaire général comparées
aux recommandations du Comité consultatif

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Montants prévus par le Secrétaire général pour 1996-1997	Montants recommandés par le Comité consultatif
<u>Prévisions de dépenses</u>		
TITRE I. <u>Politique, direction et coordination d'ensemble</u>		
1. Politique, direction et coordination d'ensemble	39 885,6	39 885,6
TITRE II. <u>Affaires politiques</u>		
2. Affaires politiques	59 330,5	59 330,5
3. Opérations de maintien de la paix et missions spéciales	90 394,1	88 149,4
4. Affaires spatiales	4 477,6	4 477,6
TITRE III. <u>Justice internationale et droit international</u>		
5. Cour internationale de Justice	21 575,0	20 369,6
6. Activités juridiques	31 107,3	31 107,3
TITRE IV. <u>Coopération internationale pour le développement</u>		
7A. Département de la coordination des politiques et du développement durable	43 032,1	43 032,1
7B. Afrique : situation économique critique, redressement et développement	4 020,4	4 020,4
8. Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques	48 364,3	48 233,7
9. Département des services d'appui et de gestion pour le développement	25 832,7	25 832,7
10A. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	116 783,1	116 783,1
10B. Centre du commerce international CNUCED/GATT	21 642,0	21 642,0
11. Programme des Nations Unies pour l'environnement	9 986,1	9 986,1
12. Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)	14 800,4	14 800,4
13. Lutte contre la criminalité	4 913,4	4 793,3
14. Contrôle international des drogues	16 409,4	16 307,6

	Montants prévus par le Secrétaire général pour 1996-1997	Montants recommandés par le Comité consultatif
TITRE V. <u>Coopération régionale pour le développement</u>		
15. Commission économique pour l'Afrique	79 524,8	79 524,8
16. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	67 720,6	67 720,6
17. Commission économique pour l'Europe	50 792,7	50 792,7
18. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	90 645,8	90 645,8
19. Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale	38 457,4	38 457,4
20. Programme ordinaire de coopération technique	49 227,4	49 227,4
TITRE VI. <u>Droits de l'homme et affaires humanitaires</u>		
21. Droits de l'homme	49 717,7	49 597,4
22. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	52 057,2	52 057,2
23. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	23 611,7	23 611,7
24. Département des affaires humanitaires	20 300,2	19 912,8
TITRE VII. <u>Information</u>		
25. Information	137 911,7	137 911,7
TITRE VIII. <u>Services communs d'appui</u>		
26. Administration et gestion	952 683,5	943 373,8
TITRE IX. <u>Activités financées en commun et dépenses spéciales</u>		
27. Activités administratives financées en commun	27 447,4	27 447,4
28. Dépenses spéciales	40 899,6	40 899,6
TITRE X. <u>Bureau des services de contrôle interne</u>		
29. Bureau des services de contrôle interne	15 821,8	15 689,6
TITRE XI. <u>Dépenses d'équipement</u>		
30. Innovations technologiques	21 876,5	21 876,5
31. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	46 438,6	42 782,7
TITRE XII. <u>Contributions du personnel</u>		
32. Contributions du personnel	368 603,2	367 510,4
TITRE XIII. <u>Autorité internationale des fonds marins</u>		
33. Autorité internationale des fonds marins	776,0	776,0
Montant total des prévisions de dépenses	2 687 067,8	2 668 566,9
<u>Prévisions de recettes</u>		
1. Recettes provenant des contributions du personnel	373 607,0	372 514,2
2. Recettes générales	81 832,4	81 832,4
3. Services destinés au public	5 982,0	5 982,0
Montant total des prévisions de recettes	461 421,4	460 328,6
Montant total net des dépenses	2 225 646,4	2 208 238,3

Notes

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquantième session, Supplément No 6 (A/50/6/Rev.1), vol. I et II.

² Ibid., vol. I.

³ Ibid., quarante-huitième session, Supplément No 7 (A/48/7).

⁴ Ibid., vingt-huitième session, Supplément No 8A (A/9008/Add.1 à 34), Add.16.

⁵ Ibid., quarante-deuxième session, Supplément No 7 (A/42/7).

⁶ Ibid., quarantième session, Supplément No 7 (A/40/7), par. 66.

⁷ Ibid., quarante-quatrième session, Supplément No 7 (A/44/7), par. 80.

⁸ Ibid., quarante-sixième session, Supplément No 7 (A/46/7), par. 67.

⁹ Ibid., trente-troisième session, Supplément No 7 (A/33/7 et Add.1 à 39), document A/33/7/Add.39.

¹⁰ Ibid., quarante-sixième session, Supplément No 7 (A/46/7 et Add.1 à 16), document A/46/7/Add.8.

¹¹ Ibid., quarante-septième session, Supplément No 7 (A/47/7 et Add.1 à 7), document A/47/7/Add.10.

¹² Ibid., quarante-neuvième session, Supplément No 16 (A/49/16), partie II, par. 115 à 119.

¹³ Ibid., quarante-huitième session, Supplément No 7 (A/48/7 et Add.1 à 17), document A/48/7/Add.11.

¹⁴ Ibid., quarante-deuxième session, Supplément No 7 (A/47/7); et ibid., quarante-quatrième session, Supplément No 7 (A/44/7 et Corr. 1 et 2).

¹⁵ Ibid., quarante-deuxième session, Supplément No 7 (A/42/7), par. 2.

¹⁶ Ibid., quarante-quatrième session, Supplément No 7A (A/44/7/Add.1 à 8), document A/44/7/Add.7.

¹⁷ Ibid., quarante-sixième session, Supplément No 7 (A/46/7), par. 72.

¹⁸ Ibid., quarante-septième session, Supplément No 7 (A/47/7 et Add.1 à 17), document A/47/7/Add.9, par. 24 à 28.

Chapitre II

RECOMMANDATIONS DÉTAILLÉES SUR LE PROJET DE BUDGET-PROGRAMME

A. PRÉVISIONS DE DÉPENSES

TITRE I. POLITIQUE, DIRECTION ET COORDINATION D'ENSEMBLE

Chapitre 1. Politique, direction et coordination d'ensemble

I.1. Le titre I du projet de budget-programme porte sur le chapitre 1er (Politique, direction et coordination d'ensemble – 39 885 600 dollars)

I.2. Le Comité consultatif constate, d'après le tableau 1.7 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997¹, qu'un montant de 1 121 100 dollars, avant réévaluation des coûts, a été prévu pour couvrir les frais de voyage au titre des ressources nécessaires à l'Assemblée générale, ce qui représente une baisse de 200 000 dollars, soit 15,1 %, par rapport à l'exercice biennal précédent. À ce propos, le Comité consultatif a été informé que cette réduction découlait du fait que, par le passé, le montant des dépenses avait été systématiquement inférieur à celui des ressources prévues.

I.3. Le Comité consultatif a demandé des renseignements sur les ressources mises à la disposition du Bureau du Président de l'Assemblée générale, mais aucune réponse ne lui était parvenue au moment de l'élaboration du présent rapport. À ce propos, le Comité consultatif estime qu'il faut faire en sorte que le Bureau du Président de l'Assemblée générale dispose de ressources suffisantes.

I.4. Comme l'indique le tableau 1.11 du projet de budget-programme, le montant prévu des dépenses du Comité des commissaires aux comptes de l'ONU (et son secrétariat) s'élève à 3 616 800 dollars, avant réévaluation des coûts, ce qui représente une augmentation de 2,9 % par rapport à l'exercice précédent. À sa demande, le Comité consultatif a été informé que les dépenses afférentes à la vérification externe des comptes comprenaient également 1,4 million de dollars environ au titre des opérations de maintien de la paix et 3,8 millions de dollars au titre d'autres programmes tels que l'ONUDI, l'UNICEF, le HCR, etc.

I.5. Le Comité consultatif constate que les ressources nécessaires au Comité des commissaires aux comptes ont été sous-estimées ces dernières années étant donné l'augmentation de sa charge de travail. Par ailleurs, le Comité consultatif rappelle les dispositions de la résolution 48/218 B de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée soulignait la nécessité de renforcer les mécanismes de contrôle. À ce propos, le Comité consultatif a été informé que les prévisions de dépenses reçues du Comité des commissaires aux comptes ont été inscrites dans les projets de budget-programme sans aucune modification.

I.6. En ce qui concerne la prévision de dépenses pour le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (y compris la participation de l'ONU aux dépenses du secrétariat de la Caisse), le Comité consultatif note que le rapport du Comité permanent du Comité mixte sur les dépenses administratives de la Caisse (A/50/___) sera présenté à l'Assemblée générale à sa cinquantième session. Le Comité consultatif reprendra l'étude de cette question à ce moment-là.

I.7. Comme l'indique le tableau 1.20 du projet de budget-programme, les postes nécessaires pour le Cabinet du Secrétaire général consistent en 76 postes permanents (29 postes d'administrateur et 47 postes d'agent des services généraux et d'autres catégories) et 4 postes temporaires financés au moyen de

fonds extrabudgétaires (3 postes d'administrateur et 1 poste d'agent des services généraux). Le Comité consultatif a demandé des renseignements sur l'ensemble des ressources en personnel dont dispose le Cabinet du Secrétaire général en dehors du budget ordinaire, mais aucune réponse ne lui était parvenue au moment de l'élaboration du présent rapport. À ce propos, le Comité consultatif recommande que la source de financement soit indiquée en même temps que les effectifs dont dispose le Cabinet.

I.8. Le Comité consultatif rappelle l'observation faite au paragraphe I.8 de son premier rapport sur le projet de budget-programme pour 1994-1995² ainsi que le paragraphe 8 de la deuxième partie de la résolution 48/228 A de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général de veiller à ce qu'il n'y ait pas double emploi avec les travaux d'autres services du Secrétariat. Le Comité tient à souligner à nouveau ce point concernant les activités du Cabinet du Secrétaire général.

I.9. Un montant de 180 300 dollars, avant réévaluation des coûts, a été prévu pour couvrir les dépenses afférentes aux services de consultants et d'experts, au titre des dépenses du Cabinet du Secrétaire général. À ce propos, le Comité consultatif a demandé des renseignements sur le nombre actuel d'experts et de consultants engagés par le Cabinet du Secrétaire général, mais aucune réponse ne lui était parvenue au moment de l'élaboration du présent rapport.

TITRE II. AFFAIRES POLITIQUES

II.1. Le titre II du projet de budget-programme porte sur le chapitre 2, Affaires politiques (59 330 500 dollars), le chapitre 3, Opérations de maintien de la paix et missions spéciales (90 394 100 dollars) et le chapitre 4, Affaires spatiales (4 477 600 dollars).

Chapitre 2. Affaires politiques

II.2. Comme il est indiqué au tableau 2.1 1) du projet de budget-programme pour 1996-1997, les dépenses prévues par le Secrétaire général au chapitre 2 pour 1996-1997 s'élèvent à 56 313 800 dollars avant réévaluation des coûts, ce qui représente une diminution de 5 845 900 dollars par rapport aux crédits ouverts pour l'exercice 1994-1995.

II.3. Comme il est indiqué au tableau 2.3, le nombre de postes nécessaires s'élève au total à 283, dont un SGA, deux SSG, 28 D-2/D-1 et 12 agents des services généraux (1re classe). Le Comité consultatif a été informé qu'en raison de la restructuration en cours, il n'était pas possible d'établir une comparaison rigoureuse entre les ressources proposées pour l'exercice 1996/1997 et celles des périodes biennales antérieures.

II.4. Le Comité consultatif estime que, malgré les très gros efforts de rationalisation entrepris, le Département comporte trop de postes aux échelons supérieurs. Il recommande à ce propos que le Secrétaire général revoie une fois encore la structure par classe de ce département.

II.5. Au paragraphe 2.5 du projet de budget-programme, il a été proposé de supprimer les ressources allouées au Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour l'aide à la reconstruction et au développement du Liban, en raison de l'amélioration de la situation dans ce pays. Le Comité consultatif a été informé que ces ressources concernaient sept postes permanents et que les activités relevant du Bureau seraient confiées au coordonnateur résident du PNUD. Il rappelle qu'après avoir examiné le rapport du Secrétaire général daté du 22 septembre 1994 (A/49/388), l'Assemblée générale n'a pas donné suite à la recommandation visant à mettre fin au programme.

II.6. Au tableau 2.10 du projet de budget-programme, un montant de 96 000 dollars, avant réévaluation des coûts, a été proposé pour le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, ce qui représente une diminution de 10 500 dollars (9,8 %) par rapport à la période biennale en cours. Le Comité consultatif note qu'au paragraphe 2.114 du projet de budget-programme, il est proposé de transférer de la Division des droits des Palestiniens un poste P-3 au Service du secrétariat de l'Assemblée générale et un poste P-3 au Service du secrétariat des organes subsidiaires de l'Assemblée. Le Comité consultatif estime que cette réduction proposée aurait dû être pleinement expliquée. À cet égard, il note qu'au paragraphe 2.25 du projet de budget-programme, il est prévu que le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien continuera d'exister jusqu'à ce que l'on parvienne à un règlement global, juste et durable de la question de Palestine. Par conséquent, le Comité consultatif estime que le Secrétaire général doit pleinement justifier la réduction envisagée avant que l'Assemblée générale n'approuve les ressources demandées pour le sous-programme relatif au Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien.

II.7. Comme il est indiqué au tableau 2.19 du projet de budget-programme, il est proposé que le nombre de postes attribués à la diplomatie préventive et au rétablissement de la paix passe de 46 (32 administrateurs et fonctionnaires de

rang supérieur et 14 agents des services généraux) à 91 (59 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 32 agents des services généraux). En réponse à ses questions, le Comité consultatif a été informé que cet accroissement devait être entièrement absorbé par le transfert, à l'intérieur du Département, de postes de l'ancien Service des procédures de règlement pacifique en Afrique, du Bureau de la recherche et de la collecte d'informations et de la Division de la coopération régionale et de l'autodétermination. Cette mesure fait suite à la nouvelle restructuration du Département en mars 1994, qui a abouti au regroupement des activités concernant la diplomatie préventive et le rétablissement de la paix, à la création de deux nouvelles divisions régionales, Afrique I et II, et à l'augmentation du nombre des divisions régionales du Département qui est maintenant de six. Cet accroissement s'explique également par le transfert de postes attribués aux anciennes activités relatives à l'apartheid (1 P-5, 1 P-4, 1 P-3 et 4 agents des services généraux).

II.8. Au tableau 2.21 du projet de budget-programme, il est demandé que les postes attribués aux affaires de l'Assemblée générale soient augmentés de 16 (8 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 8 agents des services généraux). En réponse à ses questions, le Comité consultatif a été informé que cette augmentation provenait du transfert de postes au sein du Département à la suite du regroupement des deux entités du Département en mars 1994 et de la réorganisation de la Division des affaires de l'Assemblée générale, des ressources étant demandées pour deux unités administratives, le Service du secrétariat de l'Assemblée générale et le Service de secrétariat – décolonisation. À cet égard, il note au paragraphe 2.64 du projet de budget-programme que la restructuration de la Division a été initialement proposée par le Secrétaire général à l'annexe III de son rapport (A/C.5/49/44), puis approuvée par l'Assemblée générale.

II.9. Le Comité consultatif note qu'au tableau 2.23 du projet de budget-programme, il est demandé pour le sous-programme Affaires du Conseil de sécurité que soient maintenus six postes temporaires (1 P-5, 1 P-4 et 4 agents des services généraux) et que soient portés à six les postes permanents (2 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 4 agents des services généraux) et à trois les postes temporaires de la catégorie des services généraux. En ce qui concerne le maintien demandé des six postes temporaires, le Comité consultatif a été informé que ces postes devaient permettre de fournir des services aux divers comités des sanctions, dont on ne connaissait pas à l'heure actuelle la durée des mandats. S'agissant de la proposition visant à ajouter six postes, il a appris que cette augmentation était jugée nécessaire afin de répondre au surcroît de travail du Conseil de sécurité, qui devait maintenant tenir des réunions quotidiennes et des consultations à titre permanent. Le Comité consultatif recommande que ces deux propositions soient approuvées.

II.10. Un montant de 459 100 dollars avant réévaluation des coûts a été prévu au tableau 2.18 du projet de budget-programme pour les voyages, ce qui représente une augmentation de 446 100 dollars par rapport à la période biennale en cours. En réponse à ses questions, le Comité consultatif a été informé qu'à la suite du fusionnement des deux entités du Département et de sa restructuration ultérieure, toutes les ressources destinées aux voyages accomplis dans le cadre des activités relatives à la diplomatie préventive et au rétablissement de la paix avaient été regroupées sous cette rubrique. Il note, au paragraphe 2.53 du projet de budget-programme, que 71,1 % de l'augmentation envisagée, soit 317 400 dollars, proviennent du regroupement des ressources transférées de la direction exécutive et de l'administration (230 900 dollars) et de l'appui aux programmes (86 500 dollars). Il a été informé que l'augmentation des frais de voyage au titre de la diplomatie préventive et du rétablissement de la paix

était due aux missions d'établissement des faits entreprises par le personnel du Département afin de fournir un appui aux représentants spéciaux du Secrétaire général. Le Comité consultatif recommande que ces demandes de ressources soient approuvées.

II.11. Comme il est indiqué au paragraphe 2.51 du projet de budget-programme, il est proposé de transformer un poste temporaire P-3 et quatre postes temporaires d'agent des services généraux (autres classes) en postes permanents "en raison du caractère durable des activités qui s'y rattachent". Eu égard à l'observation faite au paragraphe II.15 ci-après, le Comité consultatif recommande que ces propositions ne soient pas approuvées.

II.12. Comme il est indiqué au paragraphe 2.74 du projet de budget-programme, il est proposé de supprimer un poste P-5 du Service de la recherche sur la pratique du Conseil de sécurité et sur la Charte et de maintenir six postes temporaires (1 P-5, 1 P-4 et 4 postes d'agent des services généraux) approuvés pour l'exercice biennal 1994-1995. Le Comité consultatif recommande que cette proposition soit approuvée.

II.13. À sa demande, le Comité consultatif a été informé de la répartition des postes dans les centres régionaux pour le désarmement, qui est la suivante : un poste P-5 et cinq postes d'agent local (G-6, G-4, G-2, 2 G-1A) pour Lomé; un poste P-5 et un poste d'agent local (G-6) pour Lima; 1 poste P-5 pour Katmandou. Il a été informé qu'en raison du manque de ressources extrabudgétaires pour les activités opérationnelles, le directeur du Centre de Katmandou était toujours à New York et que les postes P-5 destinés aux directeurs des centres de Lomé et de Lima étaient actuellement utilisés à titre temporaire pour effectuer des travaux relatifs au Registre des armes classiques, bien que le processus de recrutement soit en cours pour pourvoir ces postes. En ce qui concerne le fait que le directeur du Centre de Katmandou est à New York, le Comité consultatif rappelle que, dans sa résolution 44/117 F du 15 décembre 1989, l'Assemblée générale a prié "le Secrétaire général de créer dès que possible un poste de directeur dans chacun des trois centres régionaux de manière à en assurer le bon fonctionnement". À cet égard, il rappelle la recommandation qu'il a déjà faite au paragraphe 4 de son quatrième rapport sur le budget-programme de l'exercice 1992-1993³ à propos des prévisions révisées au titre du chapitre 37, visant à ce "le Secrétaire général, dans le cadre de son projet de budget-programme pour 1994-1995, présente ses propositions à long terme en ce qui concerne ces centres régionaux, et plus particulièrement leur viabilité financière". Le Comité consultatif réitère cette recommandation. Il a l'intention de se pencher sur la question lorsqu'il examinera le rapport sur le financement des centres régionaux que le Secrétaire général doit présenter à l'Assemblée générale à sa cinquantième session.

II.14. Au paragraphe 2.128 du projet de budget-programme, il est proposé, au titre de l'appui aux programmes, de supprimer un poste D-1 et un poste d'agent des services généraux (autres classes) et de transférer un poste P-5, un poste P-2 et un poste d'agent des services généraux (autres classes) à la Division des affaires du Conseil de sécurité en échange d'un poste P-4. À cet égard, le Comité consultatif a été informé que le tableau d'effectifs actuel pour l'appui aux programmes reflétait le fait que le Département avait été créé en 1992 par le regroupement des cinq services existants, chacun d'eux apportant son service administratif. Le Comité consultatif recommande que cette proposition soit approuvée.

II.15. En ce qui concerne la coopération entre le Département des affaires politiques et le Département des opérations de maintien de la paix, le Comité consultatif a été informé que le premier collaborait sur le plan politique aux

rapports présentés par le second. Au sujet du rôle du Département des affaires politiques dans la nomination des spécialistes des questions politiques pour les opérations de maintien de la paix, le Comité consultatif a été informé que, dans la plupart des cas, ce département était représenté au groupe consultatif chargé de la sélection. Toutefois, dans d'autres cas, le Département des affaires politiques procédait uniquement à un examen et entérinait le choix des candidats. À cet égard, le Comité consultatif prie le Secrétaire général de passer en revue les critères applicables à la répartition des tâches entre le Département des affaires politiques et le Département des opérations de maintien de la paix, de manière à délimiter clairement le rôle de chacun des deux départements et à assurer une coopération étroite dans l'exercice de leurs fonctions; en particulier, afin d'éliminer les doubles emplois et d'assurer la coordination, il conviendrait de revoir les arrangements concernant les effectifs des bureaux géographiques des deux départements (voir chap. 1 ci-dessus et par. II.35 ci-après).

II.16. Il est proposé de verser une subvention de 440 000 dollars à l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) au titre de l'exercice biennal 1996-1997 (voir par. 2.99 du projet de budget-programme). Le Comité consultatif recommande d'approuver l'octroi à l'Institut de la subvention proposée pour 1996-1997, sous réserve de confirmation annuelle par l'Assemblée générale. Il recommande à nouveau "qu'aucun effort ne soit épargné pour obtenir des contributions non liées et pour imputer sur les contributions liées une part acceptable des dépenses d'appui de l'Institut, de façon à réduire le plus possible le montant des dépenses à inscrire au budget ordinaire⁴.

Chapitre 3. Opérations de maintien de la paix et missions spéciales

II.17. Les prévisions de dépenses du Secrétaire général au titre du chapitre 3 pour l'exercice biennal 1996-1997 s'élèvent à 80 097 200 dollars avant réévaluation des coûts. Comme le montre la partie 1) du tableau 3.1, les ressources prévues sont réduites de 52 124 700 dollars par rapport à l'exercice biennal 1994-1995, essentiellement du fait qu'aucun crédit n'est demandé au titre des missions ad hoc (voir plus bas, par. II.33).

II.18. Pour les raisons qu'il expose au paragraphe 3.9 du projet de budget-programme, le Secrétaire général demande que 19 postes (1 D-1, 8 P-5, 2 P-3 et 8 agents des services généraux) soient transférés du compte d'appui au chapitre 3 du budget ordinaire et qu'un poste D-1 soit transféré du chapitre 2 (Affaires politiques) au chapitre 3. Il a été indiqué au Comité consultatif que l'on visait, à terme, à faire approuver l'imputation de 122 postes sur le budget ordinaire. Des renseignements supplémentaires ont été fournis au Comité, à sa demande, sur les 19 postes dont il est question ici.

II.19. Compte tenu des vues exprimées plus haut, au chapitre I, sur le rapport entre le nombre de postes de personnel d'appui et le nombre de postes d'administrateur inscrits au budget ordinaire, et compte tenu également de la poursuite des efforts menés en vue d'alléger encore la structure de l'Organisation (voir plus haut, chap. I), le Comité consultatif ne recommande pas, pour le moment, qu'aucun des postes d'agent des services généraux soit transféré du compte d'appui au budget ordinaire.

II.20. Il est proposé de changer l'imputation de deux postes d'agent des services généraux (un poste de 1re classe et un poste des autres classes) du Bureau du Secrétaire général adjoint. Le titulaire du premier poste tient le registre du Département et est chargé des travaux de planification, de mise au point et d'organisation relatifs à son système de gestion des dossiers. Le titulaire du second exécute des travaux de secrétariat pour le Secrétaire

général adjoint. En vertu de la recommandation qui figure au paragraphe II.19 ci-dessus, et tout en considérant que les fonctions du titulaire du poste d'agent de 1re classe (travaux de planification, de mise au point et d'organisation relatifs au système de gestion des dossiers) sembleraient devoir être financées au moyen du budget ordinaire, le Comité consultatif ne recommande pas d'approuver le changement d'imputation de ces deux postes d'agent des services généraux.

II.21. Au Service administratif, il est proposé de changer l'imputation de deux postes (1 P-5 et un poste d'agent des services généraux). Le premier est celui du Chef du Service administratif, qui est responsable, pour le Département, de toutes les questions financières, administratives et relatives au personnel. Le second a pour mission de concourir à l'administration du personnel du Département stationné au Siège. Le Comité consultatif recommande d'approuver le changement d'imputation proposé en ce qui concerne le poste P-5 du Chef du Service administratif, mais, pour les raisons exposées plus haut au paragraphe II.19, il se prononce contre l'approbation du changement d'imputation du poste d'agent des services généraux.

II.22. Au Groupe des politiques et de l'analyse, il est proposé d'imputer sur le budget ordinaire un poste P-5 précédemment imputé sur le compte d'appui. Le titulaire de ce poste a pour mission de procéder à des études et analyses approfondies, de rédiger des rapports et de formuler des recommandations sur les grandes orientations et les questions de principe concernant les opérations de maintien de la paix de l'ONU, et enfin d'assurer des services fonctionnels et techniques à l'intention du Comité spécial des opérations de maintien de la paix. Le Comité consultatif recommande que le changement d'imputation de ce poste de P-5 soit approuvé.

II.23. Il est proposé d'imputer sur le budget ordinaire trois postes (2 P-5 et un poste d'agent des services généraux) du Bureau des opérations précédemment imputés sur le compte d'appui. Les titulaires des deux postes P-5 (dont l'un est affecté à la Division de l'Afrique et l'autre à la Division de l'Asie et du Moyen-Orient) remplissent les fonctions d'officier de secteur des opérations de maintien de la paix et sont responsables de la gestion administrative des opérations. La fonction de l'agent des services généraux consiste à exécuter des travaux de secrétariat à l'intention du Sous-Secrétaire général. Le Comité consultatif recommande de ne pas approuver le changement d'imputation de ces deux postes P-5 et de ce poste d'agent des services généraux.

II.24. Au Bureau de la planification et de l'appui, il a été proposé d'imputer sur le budget ordinaire deux postes (1 P-3 et un poste d'agent des services généraux) précédemment imputés sur le compte d'appui. Les fonctions attachées au poste P-3 consistent à coordonner les activités relatives à la rédaction de manuels et de directives en matière de formation militaire et à concourir à l'organisation et à l'animation de séminaires et ateliers de formation aux opérations de maintien de la paix. La fonction de l'agent des services généraux consiste à exécuter des travaux de secrétariat à l'intention du Sous-Secrétaire général. Le Comité consultatif recommande que le changement d'imputation du poste P-3 soit approuvé et que celui du poste d'agent des services généraux soit rejeté.

II.25. Au Bureau du Directeur de la Division de l'administration et de la logistique des missions, il est proposé d'imputer sur le budget ordinaire un poste d'agent des services généraux précédemment imputé sur le compte d'appui. Il s'agit d'un poste d'Assistant administratif chargé d'effectuer des travaux administratifs et de secrétariat à l'intention du Directeur. Pour les raisons

indiquées au paragraphe II.19 ci-dessus, le Comité consultatif recommande que le changement d'imputation de ce poste soit refusé.

II.26. Au Service de gestion financière, il est proposé d'imputer sur le budget ordinaire trois postes (1 P-5, 1 P-3 et un poste d'agent des services généraux) précédemment imputés sur le compte d'appui. Le titulaire du poste P-5, en tant que Chef de la Section de l'examen et de l'analyse, centralisera tout ce qui concerne les questions d'audit et de contrôle interne, assurera le traitement systématique des demandes de remboursement des gouvernements concernant les services et fournitures, les indemnités en cas de décès ou d'invalidité et le matériel appartenant aux contingents, et coordonnera et fera circuler dans le Département l'information relative à la situation financière des missions. Le titulaire du poste P-3, un spécialiste de la planification financière, sera chargé de se tenir au courant des travaux des organes délibérants et de la documentation y afférente afin de faire en sorte que les crédits demandés soient calculés en tenant bien compte des activités prescrites. Le poste d'agent des services généraux consiste à effectuer des travaux administratifs et de secrétariat à l'intention du Chef du Service de gestion financière. Le Comité consultatif considère que les besoins relatifs aux fonctions assurées par les titulaires de ces postes varient en fonction de l'intensité de l'activité déployée dans le domaine du maintien de la paix; aussi les postes en question doivent-ils continuer d'être financés au moyen du compte d'appui. En conséquence, le Comité ne recommande pas de changer l'imputation des trois postes en question du Service de la gestion financière.

II.27. Il a été demandé d'imputer sur le budget ordinaire trois postes (1 D-1, 1 P-5 et un poste d'agent des services généraux) du Service de la logistique et des communications précédemment imputés sur le compte d'appui. Le poste D-1 est celui du Chef dudit service, qui assumera la responsabilité des problèmes de génie logistique, de transport, de santé et de transmissions posés par les opérations de maintien de la paix. Le titulaire du poste P-5 aura la charge des travaux de génie nécessités par les missions, notamment de maintien de la paix, administrées par la Division. Le titulaire du poste d'agent des services généraux sera un Assistant administratif effectuant des travaux administratifs et de secrétariat à l'intention du Chef du Service de la logistique et des communications. Le Comité consultatif recommande d'approuver le changement d'imputation des deux postes d'administrateur ou de fonctionnaire de rang supérieur (1 D-1 et 1 P-5) et, pour les raisons indiquées plus haut au paragraphe II.19, de rejeter celui du poste d'agent des services généraux.

II.28. Au Service de la gestion du personnel, il a été proposé d'imputer sur le budget ordinaire deux postes P-5 précédemment imputés sur le compte d'appui. Le titulaire de l'un de ces postes sera chargé, en tant que Chef de la Section de l'administration des dossiers, de coordonner et de superviser le travail de la section qui administre les activités du personnel hors siège. Le titulaire de l'autre poste P-5 est le Chef de la Section du recrutement et des affectations, qui coiffe le Groupe du recrutement et des affectations et le Groupe des voyages et dont il assure la gestion. De l'avis du Comité, les tâches à accomplir par les titulaires de ces postes doivent varier en fonction de l'intensité de l'activité déployée dans le domaine du maintien de la paix. C'est pourquoi le Comité consultatif se prononce contre l'approbation du changement d'imputation des deux postes P-5 du Service de la gestion du personnel.

II.29. Le Comité consultatif a été informé que les militaires détachés sans prise en charge auprès de l'ONU par des gouvernements étaient, au 31 mai 1995, au nombre de 95. À ce propos, il regrette que les prévisions n'aient pas été accompagnées de renseignements complets sur les ressources mises à la disposition de l'Organisation sans prise en charge. Il rappelle que l'Assemblée

générale a pris note, au paragraphe 7 de sa résolution 48/226 C du 29 juillet 1994, du fait qu'il avait demandé au Secrétaire général de présenter un rapport sur les différents aspects de la question du détachement, sans frais pour l'ONU, auprès du Département des opérations de maintien de la paix de personnel militaire et civil par un certain nombre d'États Membres.

II.30. Il a été indiqué au Comité consultatif, en réponse à sa question, que les affectations à l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST) et au Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan (UNMOGIP) ne faisaient pas partie des missions déconseillées aux familles. Le Comité a également appris qu'aucun crédit n'était prévu pour l'ONUST et l'UNMOGIP au titre du personnel temporaire (non requis pour les réunions).

II.31. Le Comité consultatif se félicite des efforts déployés par le Secrétaire général pour rationaliser la structure administrative et les activités de l'ONUST, efforts qui ont permis de réduire de 8 614 500 dollars le montant des ressources nécessaires. Ayant demandé des précisions, il a été informé que ces économies avaient été réalisées grâce à la fermeture de trois antennes en Égypte (El Arish, Ste. Catherine et El Melize) et du Bureau de liaison d'Amman, au regroupement des zones d'inspection du Golan et à la suppression d'un des deux postes d'observateur militaire mis à la disposition de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) par l'ONUST. Il a été indiqué au Comité que l'effectif proposé de ce dernier comportait 125 postes de personnel international et 129 postes de personnel local, dont la ventilation par fonction lui a été communiquée. Le Comité recommande que l'on continue d'examiner les ressources de l'ONUST, notamment ses ressources humaines, en vue d'obtenir les meilleurs résultats au moindre coût, et que l'on étudie la possibilité de réaliser des économies supplémentaires.

II.32. Au paragraphe 3.33 du projet de budget-programme, le Secrétaire général a proposé, les communications ayant été améliorées, de supprimer un poste P-3, de transformer sept postes d'agent du Service mobile en postes d'agent local et de supprimer 25 postes d'agent du Service mobile et 19 postes d'agent local. Le Comité consultatif recommande d'approuver cette mesure.

II.33. Au paragraphe 3.52 du projet de budget-programme, le Comité consultatif note qu'un montant de 3 540 900 dollars avant réévaluation des coûts est prévu au titre des autres dépenses de personnel pour continuer de financer les 29 postes (3 P-4, 1 P-3, 3 postes d'agent des services généraux, 4 postes d'agent du Service mobile, 4 postes d'agent de sécurité et 14 postes d'agent local) approuvés par l'Assemblée générale dans sa résolution 49/220 du 23 décembre 1994. S'étant renseigné à ce sujet, le Comité consultatif a appris que la raison pour laquelle il était proposé que ces postes restent des postes temporaires était que le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies dans les territoires occupés était une nouvelle unité. Le Comité recommande d'approuver cette prévision de dépense. Cela dit, il considère que les postes en question auraient dû figurer dans le tableau d'effectifs (tableau 3.19).

II.34. Au paragraphe 3.59 du projet de budget-programme, le Comité consultatif note que pour le moment il n'est pas demandé de crédit pour les missions ad hoc, car les activités y afférentes auront été achevées d'ici à 1996 ou présentent un caractère extraordinaire qui fait qu'on ne peut pas en prévoir la prorogation. Le Comité note par ailleurs que les crédits ouverts au titre de cette partie de chapitre pour l'exercice 1994-1995 s'élevaient à 48 963 500 dollars (voir la partie 1) du tableau 3.1 qui accompagne la vue d'ensemble du chapitre 3 du projet de budget-programme¹).

II.35. En ce qui concerne la répartition des tâches entre le Département des opérations de maintien de la paix et le Département des affaires politiques, le Comité consultatif est d'avis qu'il faut éviter les doubles emplois entre ces deux départements (voir le par. II.15 ci-dessus).

Chapitre 4. Affaires spatiales

II.36. Comme il est rappelé au paragraphe 4.8 du projet de budget-programme, les montants estimatifs pour 1994-1995 prévoyaient le transfert du Bureau des affaires spatiales à Vienne et ce programme a été initialement examiné dans le cadre du chapitre 3 (Affaires politiques), dont il constituait la partie 3D.

II.37. Aux paragraphes 4.10 et 4.16 du projet de budget-programme, il est proposé de transférer à ce chapitre les ressources destinées au programme spatial qui, lors de l'examen des prévisions pour 1994-1995, figuraient au chapitre du Département des affaires politiques : personnel temporaire (non requis pour les réunions) (6 200 dollars), heures supplémentaires (6 700 dollars) et achat et remplacement de matériel de bureautique (30 200 dollars). Le Comité consultatif recommande que cette proposition soit approuvée.

TITRE III. JUSTICE INTERNATIONALE ET DROIT INTERNATIONAL

III.1. Le titre III du projet de budget-programme comprend le chapitre 5, Cour internationale de Justice (21 575 000 dollars) et le chapitre 6, Activités juridiques (31 107 300 dollars).

Chapitre 5. Cour internationale de Justice

III.2. Comme cela ressort du tableau 5.1 du projet de budget-programme, les crédits demandés par le Secrétaire général au titre du chapitre 5 pour l'exercice 1996-1997 s'élèvent à 20 501 400 dollars avant réévaluation des coûts, ce qui représente une augmentation de 1 185 400 dollars par rapport au budget de l'exercice 1994-1995.

III.3. Comme il est dit au paragraphe 5.8 du projet de budget-programme, la prochaine révision des conditions d'emploi et de la rémunération des membres de la Cour aura lieu à la cinquantième session de l'Assemblée générale; c'est pourquoi les crédits demandés au titre des dépenses communes relatives aux juges et des traitements et indemnités des juges sont calculés sur la base des taux existants.

III.4. Le Comité consultatif note que, selon le paragraphe 5.13 du projet de budget-programme, un montant de 57 000 dollars, avant réévaluation des coûts, est demandé pour couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance du Président de la Cour quand il vient assister aux sessions de l'Assemblée générale, ainsi que les frais de voyage et indemnités de subsistance des membres de la Cour à l'occasion d'autres missions. Sur sa demande, le Comité a été informé que les commissaires aux comptes s'étaient penchés sur diverses questions ayant trait aux crédits demandés pour les frais de voyage de la Cour et qu'un rapport en voie d'élaboration abordait ce point, ainsi que d'autres questions, notamment les frais généraux encourus par l'ONU dans des affaires d'arbitrage. Le Comité estime que tous les voyages doivent être conformes au règlement financier et aux règles de gestion financière, ainsi qu'aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale. Il a l'intention de se saisir de ces questions lorsqu'il examinera le rapport que le Comité des commissaires aux comptes doit présenter au Comité et à l'Assemblée générale.

III.5. Au paragraphe 5.15 du projet de budget-programme, il est demandé un montant de 8 221 200 dollars avant réévaluation des coûts pour financer 54 postes permanents existants (22 postes d'administrateur et 32 postes d'agent des services généraux), transformer en postes permanents trois postes temporaires d'agent des services généraux et financer quatre postes temporaires existants (2 postes P-4 et 2 postes d'agent des services généraux).

III.6. Le Comité a été informé que la demande visant à transformer en postes permanents trois postes temporaires concernait deux secrétaires de juges et un assistant financier chargé d'aider à l'entretien, à l'installation et à la gestion des systèmes informatiques de la Cour.

III.7. Le Comité ne voit pas très bien comment un assistant financier peut aider à l'entretien d'un système informatique. Il rappelle qu'il avait été proposé sept postes temporaires pour la Cour, y compris les trois postes qu'il est proposé à présent de transformer en postes permanents, pour l'exercice biennal 1994-1995. Le Comité avait recommandé d'accepter ces sept postes. Toutefois, au paragraphe III.4 de son premier rapport sur le projet de budget-programme de l'exercice 1994-1995², il estimait que l'utilisation de techniques de pointe "devrait permettre à la Cour de traiter un volume de travail plus considérable et d'améliorer sa productivité". Ayant cette

considération à l'esprit et tenant compte du fait que des ressources ont été demandées pour la poursuite de l'informatisation des services de la Cour en 1996-1997, le Comité recommande de ne pas accepter la proposition visant à transformer lesdits postes en postes permanents.

III.8. S'agissant de la proposition visant à financer quatre postes temporaires existants, le Comité consultatif a été informé que l'accroissement du volume de travail de la Cour justifiait le maintien des deux postes temporaires de P-4 destinés à des traducteurs et des deux postes destinés à des commis dactylographes qui exécutaient des travaux de secrétariat pour tout le personnel de la catégorie des administrateurs du Greffe. Le Comité estime que le maintien de ces postes ne se justifie pas. Les services correspondants devraient être financés sur le montant proposé de 1 113 600 dollars, avant réévaluation des coûts, au titre des autres dépenses de personnel, tel qu'il a été demandé pour le Greffe (tableau 5.5).

III.9. Comme il est indiqué au paragraphe 5.18 du projet de budget-programme, le montant de 56 500 dollars (soit 60 200 dollars aux taux de 1996-1997) est proposé pour couvrir les frais de voyage du personnel du Greffe envoyé en mission. En réponse à ses questions, le Comité consultatif a été informé que le montant demandé doit permettre au Greffier de se rendre à New York pour accompagner le Président de la Cour et avoir des discussions sur le budget, les conditions d'emploi et la rémunération des membres de la Cour. Le Comité recommande un montant de 40 000 dollars et compte que ces fonds seront gérés avec un souci d'économie.

III.10. Le Comité consultatif note que, selon le paragraphe 5.19 du projet du budget-programme, l'accroissement des ressources de 20 000 dollars est destiné à couvrir les dépenses de représentation liées à la célébration du cinquantième anniversaire de la Cour. Le Comité estime qu'il pourrait être fait face à ces dépenses à l'aide des ressources disponibles.

III.11. Au paragraphe 5.22 du projet de budget-programme, un montant de 457 400 dollars est prévu pour fournir à la Cour des locaux supplémentaires. En réponse à ses questions, le Comité consultatif a été informé que la Cour avait besoin d'un grand nombre de locaux supplémentaires, compte tenu de l'accroissement du volume de travail et du nombre de juges ad hoc. Le Comité estime que les précisions qui lui ont été fournies ne lui permettent pas de se prononcer sur la question dans l'état actuel. Aussi recommande-t-il d'omettre ce montant jusqu'à la présentation, au début de la cinquantième session de l'Assemblée générale, d'un rapport spécial où devrait être envisagée une coopération éventuelle avec d'autres organisations établies à La Haye.

III.12. Un montant de 256 900 dollars, avant réévaluation des coûts, est demandé pour couvrir, entre autres, les dépenses relatives aux communications téléphoniques interurbaines et internationales. Le Comité consultatif estime que ce montant est élevé et souhaite que des mesures soient prises pour réduire les coûts correspondants. En conséquence, il recommande de ramener ce montant à 200 000 dollars, avant réévaluation des coûts.

III.13. En ce qui concerne le montant de 7 500 dollars, avant réévaluation des coûts, demandé pour l'achat de trois ordinateurs portables devant permettre aux membres de la Cour de travailler à la maison, le Comité consultatif compte que l'on veillera à éviter tout double emploi lors de l'achat de matériel.

III.14. À propos de la coopération entre la Cour et le Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de

l'ex-Yougoslavie depuis 1991, le Comité rappelle qu'au paragraphe 37 de son treizième rapport sur le budget-programme de l'exercice 1994-1995⁵, il a estimé que les négociations entre les entités des Nations Unies à La Haye devraient se poursuivre, en vue de réaliser des économies dans les services administratifs. Il rappelle également que l'Assemblée générale, dans sa résolution 49/242 B du 20 juillet 1995, a prié le Tribunal et la Cour de justice de poursuivre les négociations relatives à des arrangements administratifs communs, en vue de réaliser des économies sur le plan administratif. En réponse à ses questions, le Comité a été informé que les discussions se poursuivaient sur la possibilité d'une utilisation en commun du matériel et de la bibliothèque.

Chapitre 6. Activités juridiques

III.15. Comme cela ressort du tableau 6.2 1) du projet de budget-programme, les crédits demandés par le Secrétaire général pour le chapitre 6 de l'exercice 1996-1997 s'élèvent à 29 370 000 dollars avant réévaluation des coûts, soit une diminution de 2 062 500 dollars par rapport au budget de l'exercice 1994-1995.

III.16. Comme il est indiqué au paragraphe 6.8 du projet de budget-programme, la Commission du droit international se réunit chaque année pendant 12 semaines et fait rapport à l'Assemblée générale. En réponse à ses questions, le Comité consultatif a été informé que la Commission tient huit séances par semaine pendant les 11 premières semaines de la session, et 10 séances pendant la dernière semaine. Le Comité recommande d'expliquer les tenants et les aboutissants de cette pratique dans le projet de budget-programme pour 1998-1999.

III.17. En ce qui concerne la résorption de l'arriéré accumulé dans la publication du Recueil des Traités des Nations Unies, le Comité a été informé qu'à la fin de 1994, il y avait au total 1 732 pages manuscrites enregistrées auprès du Secrétariat et que 1 404 volumes avaient été publiés au 1er juin 1995. Sur les 169 volumes qui sont en cours d'impression, 129 (qui couvrent les années allant de 1986 à 1989) se trouvent à la Section de préparation de copie et correction d'épreuves du Bureau des services de conférence et services d'appui. Par ailleurs, la Section des traités a entamé les préparatifs en vue de la publication de 159 autres volumes, dont 136 ne sont pas encore entièrement traduits. Le Comité consultatif a été informé également que l'arriéré s'expliquait par des problèmes liés à la traduction et à la correction d'épreuves des traités. Les mesures prises ou envisagées pour faciliter la résorption de l'arriéré consistent en un programme d'informatisation, y compris un système de déroulement des opérations qui devrait aboutir à éliminer pratiquement toutes les opérations manuelles répétitives à la Section des traités. Il sera fait appel également à des services contractuels de traduction et à la publication assistée par ordinateur. Le Comité accueille avec satisfaction ces mesures qui, dès lors qu'elles sont appliquées correctement, devraient se traduire par des économies considérables et permettre au Secrétaire général de s'acquitter de ses obligations au titre de l'Article 102 de la Charte avec beaucoup plus de ponctualité et dans de meilleures conditions d'économie et d'efficacité.

III.18. Les paragraphes 6.35 à 6.37 du projet de budget-programme contiennent des informations sur le programme d'informatisation en cours, qui prévoit l'installation et l'application à la Section des traités du système de suivi en réseau local des opérations relatives au Recueil des Traités (RLE/SIT). En réponse à ses questions, le Comité consultatif a été informé que la Division des services électroniques étudiait actuellement deux systèmes susceptibles de garantir la sécurité du Recueil des Traités des Nations Unies informatisé. Le premier système, du type "barrière de feu", était unidirectionnel et devait

permettre de fournir des informations aux utilisateurs de l'extérieur et d'empêcher tout accès non autorisé; le second système consistait à utiliser un serveur distinct physiquement de la base de données pour fournir un accès à l'extérieur.

III.19. Comme il est indiqué au tableau 6.1 2) du projet de budget-programme, les fonds extrabudgétaires destinés aux activités juridiques, qui s'élevaient à 4 819 000 dollars pour l'exercice 1994-1995, devraient être ramenés à 3 894 100 dollars pour l'exercice 1996-1997. Sur ce montant, 3 453 600 dollars sont destinés à des services d'appui à des organismes des Nations Unies et à des activités extrabudgétaires, et 440 500 dollars à des activités de fond. À cet égard, le Comité consultatif demande au Secrétaire général d'examiner le point de savoir si le montant prévu pour les remboursements au titre des activités extrabudgétaires est suffisant pour faire face aux demandes.

III.20. Comme il est indiqué au paragraphe 6.13 du projet de budget-programme, le montant de 196 100 dollars, avant réévaluation des coûts, doit permettre de couvrir, entre autres, les frais d'impression à l'extérieur de l'Annuaire de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international. À cet égard, le Comité consultatif rappelle, estimant qu'elle garde toute son actualité, l'observation qu'il avait faite au paragraphe 9.6 de son premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993⁶, en notant qu'étant donné les vastes avantages commerciaux tirés de ces publications, il conviendrait de demander à certains abonnés non gouvernementaux d'appuyer les travaux de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI), ce qui pourrait produire des économies substantielles. En réponse à ses questions, le Comité a été informé qu'un certain nombre d'abonnés reçoivent l'Annuaire de la CNUDCI en échange de revues juridiques ou d'autres publications dont le Service a besoin. D'autres abonnés figurent sur la liste d'expédition générale de la CNUDCI au motif qu'ils sont en mesure de contribuer à la diffusion des informations ayant trait à la CNUDCI. Les représentants du Secrétaire général estiment néanmoins que des abonnés comme des cabinets d'avocats et des bibliothèques devraient payer l'Annuaire. Le Comité partage cette opinion.

III.21. Le Comité consultatif note, à la lecture du paragraphe 6.19 du projet de budget-programme, que le versement d'honoraires aux membres du Tribunal administratif se fait sur la base des taux fixés par l'Assemblée générale dans sa résolution 35/218. La question des honoraires est abordée au chapitre I.

III.22. Il est proposé de créer un poste P-3 à la Division des questions juridiques générales et de reclasser à P-3 un poste (actuellement de classe P-2) de bibliothécaire à la Division des affaires maritimes et du droit de la mer. En ce qui concerne la demande de création du poste P-3, le Comité consultatif a été informé que la Division devait faire face à une augmentation du volume de travail découlant de l'accroissement de la demande de services juridiques dans le cadre des activités d'achat, accords concernant les biens et autres activités commerciales de l'Organisation. Tenant compte de la résolution 48/228 C de l'Assemblée générale en date du 29 juillet 1994, le Comité recommande de reclasser à P-3 un poste (actuellement de classe P-2) de bibliothécaire. Il recommande aussi d'accepter la création d'un poste P-3 à la Division des affaires juridiques générales.

III.23. Le Comité consultatif note, à la lecture du tableau 6.18 du projet de budget-programme que, nonobstant le fait que la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer est entrée en vigueur et que l'Assemblée générale a adopté, dans sa résolution 48/263 du 28 juillet 1994, l'Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention en 1994, un montant de 6 505 900 dollars, avant

réévaluation des coûts, est demandé pour la Division des affaires maritimes et du droit de la mer. En réponse à ses questions, le Comité a été informé que ces ressources continuaient d'être nécessaires pour permettre au Secrétaire général de s'acquitter du mandat qui lui avait été confié en vertu de la Convention sur le droit de la mer et par l'Assemblée générale dans sa résolution 49/28 du 6 décembre 1994. Ce mandat consiste à mettre en place la Commission des limites du plateau continental et à en assurer le service, ainsi qu'à promouvoir une large acceptation de la Convention et l'application uniforme et cohérente de celle-ci.

III.24. En réponse à ses questions, le Comité consultatif a été informé que le Secrétariat comptait, en dehors du Bureau des affaires juridiques, 67 juristes exerçant des fonctions de caractère juridique, 29 d'entre eux étant affectés à des missions de maintien de la paix. Le Comité veut croire qu'il existe des procédures pour garantir que les avis juridiques fournis par ces juristes sont compatibles avec la pratique du Conseiller juridique du Secrétariat de l'ONU.

TITRE IV. COOPÉRATION INTERNATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT

IV.1. Le titre IV du projet de budget-programme regroupe les chapitres 7 à 14, soit le chapitre 7A, Département de la coordination des politiques et du développement durable (43 032 100 dollars); le chapitre 7B, Afrique : situation économique critique, redressement et développement (4 020 400 dollars); le chapitre 8, Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques (48 364 300 dollars); le chapitre 9, Département des services d'appui et de gestion pour le développement (25 832 700 dollars); le chapitre 10A, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (116 783 100 dollars); le chapitre 10B, Centre du commerce international CNUCED/GATT (21 642 000 dollars); le chapitre 11, Programme des Nations Unies pour l'environnement (9 986 100 dollars); le chapitre 12, Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) (14 800 400 dollars); le chapitre 13, Lutte contre la criminalité (4 913 400 dollars); et le chapitre 14, Contrôle international des drogues (16 409 400 dollars).

Chapitre 7A. Département de la coordination des politiques et du développement durable

IV.2. Comme il est indiqué au paragraphe 7A.1 du projet de budget-programme, les attributions du Département de la coordination des politiques et du développement durable sont définies dans le rapport du Secrétaire général publié sous la cote A/C.5/47/88 et dans la résolution 47/212 B de l'Assemblée générale en date du 6 mai 1993. Le paragraphe 7A.2 précise que sa principale responsabilité est d'apporter son appui aux fonctions centrales de coordination et d'élaboration des politiques qui incombent au Conseil économique et social et à ses organes subsidiaires, ainsi qu'à la Deuxième Commission et à la Troisième Commission de l'Assemblée générale. L'alinéa c) du même paragraphe ajoute que le Département a principalement pour tâche d'aider le Secrétaire général à s'acquitter de ses responsabilités de coordination à l'échelle du système et, avec d'autres entités administratives, à assurer la cohérence des politiques, la coordination et la gestion efficace des activités de l'Organisation elle-même dans les secteurs économique et social". Dans son rapport sur le budget biennal du PNUD pour 1996-1997, le Comité consultatif a noté la création par l'Administrateur, à la demande du Secrétaire général, d'un bureau d'appui au système des Nations Unies chargé, entre autres, d'apporter un appui à l'Administrateur dans l'accomplissement de ses tâches visant à aider le Secrétaire général à assurer la coordination et la cohérence des politiques à l'échelle du système. Étant donné la responsabilité confiée au Département en la matière, le Comité consultatif a demandé que ce point soit clarifié lors de l'examen de l'analyse que le Secrétaire général soumettra à l'Assemblée générale à sa cinquantième session dans le cadre de l'examen triennal des orientations des activités opérationnelles de développement, comme l'Assemblée générale l'a demandé au paragraphe 55 de sa résolution 47/199 du 22 décembre 1992.

IV.3. Le montant des ressources prévues pour ce chapitre du budget s'établit à 40 822 600 dollars, avant réévaluation des coûts et compte tenu d'une diminution de 7 266 900 dollars imputable au caractère non renouvelable des activités décrites au paragraphe 7A.9. La suppression de ces activités non renouvelables se traduira par une réduction de 10 postes sur l'effectif total du Département. Le nombre total de postes proposé pour 1996-1997 s'établit donc à 210, soit 115 administrateurs et 95 agents des services généraux. Comme on peut le voir au tableau 7A.3 du projet de budget-programme, les fonds extrabudgétaires permettraient le maintien d'un poste de classe P-7 et d'un poste d'agent des services généraux. En réponse à ses demandes de renseignements, le Comité consultatif a été informé que ces deux postes sont financés par les fonds extrabudgétaires provenant du FNUAP indiqués dans le tableau 7A.10.

IV.4. Il ressort de l'alinéa c) du paragraphe 7A.59 qu'un poste P-3 doit être créé pour renforcer les moyens dont la Division du développement durable dispose pour coordonner les contributions apportées par les organisations gouvernementales, intergouvernementales et non gouvernementales ainsi que par les grands groupes dans le cadre de la mise en oeuvre d'Action 21, notamment en permettant l'organisation d'ateliers et d'autres activités. Le Comité consultatif recommande d'accepter cette demande. Comme il est indiqué au paragraphe 7A.60 du document budgétaire, le crédit de 150 500 dollars, avant réévaluation des coûts, au titre du personnel temporaire (autre que celui affecté aux réunions), que l'Assemblée générale avait approuvé à sa quarante-neuvième session pour assurer le suivi de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement, n'a pas besoin d'être renouvelé compte tenu de la création proposée d'un poste P-5 et d'un poste P-4. Dans ces conditions, le Comité consultatif recommande d'approuver ces deux postes.

IV.5. Le Comité consultatif relève le volume important de la documentation destinée aux organes délibérants et des autres publications produites par le Département. Le Comité se félicite à cet égard des observations de la Commission du développement social sur le projet de programme de travail de la Division des politiques sociales et du développement social pour l'exercice biennal 1996-1997 (E/AC.51/1995/4, par. 7). Le Comité croit comprendre qu'hormis la Commission du développement social, aucun autre organe intergouvernemental compétent n'a examiné le programme de travail du Département, en raison des dates des sessions respectives desdits organes. Le Comité estime que l'examen par les organes intergouvernementaux de l'ensemble du programme de travail devrait devenir une pratique naturelle (voir plus haut, chap. I).

IV.6. Le Comité consultatif relève au paragraphe 7A.31 du projet de budget-programme qu'un montant de 500 000 dollars, avant réévaluation des coûts, a été prévu au titre de la contribution de l'ONU au financement des activités du Service de liaison avec les organisations non gouvernementales pour 1996-1997. Les autres contributeurs au sein du système sont les organismes, fonds et programmes des Nations Unies. Le Comité rappelle que, pour l'exercice biennal 1994-1995, l'Assemblée générale, au paragraphe 18 de la section II de sa résolution 48/228 A, avait accepté que les activités du Service soient provisoirement financées par imputation sur le budget ordinaire de l'Organisation, étant entendu que ces fonds ne serviraient pas à financer les traitements, ni les frais de voyage et les frais de représentation des membres du personnel des organisations non gouvernementales et que le Secrétaire général demanderait au Service de rendre compte de l'utilisation du montant qui lui serait versé, les comptes correspondants étant également vérifiés par les organes compétents. Le Comité demande que cette information soit fournie avant que l'Assemblée générale n'approuve la demande de 500 000 dollars.

IV.7. Le Comité consultatif a été informé qu'outre ses activités permanentes d'information et activités connexes, le Service de liaison avec les organisations non gouvernementales continuera durant l'exercice biennal 1996-1997 à fournir appui et assistance aux grandes conférences, réunions et manifestations du système des Nations Unies – Habitat II, neuvième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Sommet mondial sur l'alimentation qui doit se tenir au siège de la FAO en mars 1996, réunions de la Commission du développement durable, du Conseil économique et social et de ses commissions, etc. – et à assurer le suivi d'autres grandes conférences tenues ces dernières années.

IV.8. Le Comité consultatif estime aussi que la question de la liaison avec les organisations non gouvernementales, dont le nombre ne cesse de croître, doit être suivie de près afin de s'assurer que les services fournis à cet égard sont suffisants. Le Comité relève à cet égard, au paragraphe 7A.40 du projet de budget-programme, que 1 550 organisations non gouvernementales sont actuellement dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social et que le Département aide à la coordination de leurs activités.

IV.9. Le Comité consultatif relève au paragraphe 7A.29 qu'il est prévu de créer un service d'appui à l'information une fois que les activités dans ce domaine auront été fusionnées et centralisées, les ressources à cet effet étant transférées d'autres sections du Département. Le Comité croit comprendre que ce service sera chargé de rassembler, de coordonner et de diffuser l'information technique et électronique relative aux attributions du Département. Le Comité se félicite de cette initiative; étant donné la multiplication des organes et mécanismes intergouvernementaux, ce service permettra au Département de suivre l'état d'exécution des différents mandats intergouvernementaux.

Chapitre 7B. Afrique : situation économique critique, redressement et développement

IV.10. Comme il est indiqué dans le paragraphe 7B.2 du document budgétaire, l'Assemblée générale, par sa résolution 46/185 B du 20 décembre 1991, a approuvé la création pour l'Afrique d'une unité distincte, identifiable et bien définie au sein de l'ancien Bureau du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale, ainsi que la proposition tendant à ce que l'exécution d'un certain nombre d'activités spécifiques soit confié à la CEA et au Département de l'information. Depuis la restructuration du Secrétariat, cette fonction revient au Département de la coordination des politiques et du développement durable où elle relève du Coordonnateur spécial pour l'Afrique et les pays les moins avancés. La CEA assure la coordination et la coopération sur le plan régional pour la mise en oeuvre du programme et le Département de l'information est chargé d'un programme spécial qui met l'accent sur les problèmes économiques de l'Afrique.

IV.11. Dans la section V de sa résolution 49/219, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de rédiger un chapitre du projet de budget contenant les propositions relatives à l'exécution, en 1996-1997, des activités prescrites dans le programme 45 du plan à moyen terme pour la période 1992-1997. Les textes portant autorisation des activités à entreprendre dans le cadre du chapitre 7B, et les activités elles-mêmes, sont décrits dans les paragraphes 7B.1 à 7B.4 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997.

IV.12. Comme on peut le voir dans le document budgétaire, les activités prévues pour l'exercice biennal au titre de ce programme viseront à aider le Secrétaire général à exécuter le nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90; à entreprendre les activités décrites dans le programme 45 du plan à moyen terme; à coordonner la mise en oeuvre du Plan d'action à l'échelle du système pour le redressement et le développement économique de l'Afrique; et à aider l'Assemblée générale à procéder, en 1996, à l'examen et l'évaluation à mi-parcours du nouvel Ordre du jour.

IV.13. Les crédits demandés se montent à 3 787 600 dollars, avant réévaluation des coûts et après inclusion d'une augmentation de 320 500 dollars correspondant à deux postes P-3 supplémentaires destinés à renforcer le programme. Comme on peut le voir dans le tableau 7B.6, les ressources demandées au titre de ce

chapitre du budget seraient réparties sur les trois sous-programmes qui seraient menés à bien par le Département de la coordination des politiques et du développement durable, la CEA et le Département de l'information, respectivement. La répartition des effectifs existants et prévus est également indiquée dans le tableau 7B.6 du document budgétaire. Le Comité consultatif relève que l'un des postes P-3 doit aller au Département tandis que l'autre serait utilisé au sein de la CEA. Les fonctions qui seraient assurées par ces deux postes P-3 supplémentaires sont indiquées dans le paragraphe 7B.16 du projet de budget-programme. Le Comité consultatif recommande d'approuver la proposition tendant à créer ces deux postes P-3.

IV.14. Le Comité consultatif relève aussi, au paragraphe 7B.17, qu'il est également proposé de transférer un poste d'agent des services généraux du Département de la coordination des politiques et du développement durable (chap. 7A) au Bureau du Coordonnateur spécial; au total, 16 postes financés au moyen du budget ordinaire sont prévus pour ce chapitre pour l'exercice 1996-1997. Le tableau 7B.2 du document budgétaire fait également apparaître un poste P-4/3 qui serait financé au moyen de fonds extrabudgétaires.

IV.15. En outre, le Comité consultatif relève au paragraphe 7B.18 du projet de budget-programme qu'un montant de 192 700 dollars, avant réévaluation des coûts, incluant un accroissement de ressources de 30 000 dollars, est demandé au titre du personnel temporaire (autre que celui affecté aux réunions) pour le Bureau du Coordonnateur spécial (59 600 dollars) et la CEA (133 100 dollars) afin de leur permettre de faire face à la charge de travail supplémentaire qui leur incombera durant la préparation de l'examen à mi-parcours du nouvel Ordre du jour, en 1996. Un montant de 102 200 dollars, faisant apparaître une diminution de 4 700 dollars, serait requis pour couvrir des dépenses au titre de services spécialisés extérieurs de recherche, de rédaction et de conception du document d'information pour la publication d'Africa Recovery par le Département de l'information; le Comité consultatif recommande que des moyens internes soient mis en place à cette fin.

IV.16. En réponse à ses demandes de renseignements, le Comité consultatif a été informé que les fonctions attachées au poste D-2 (Coordonnateur spécial pour l'Afrique et les pays les moins avancés) pendant la longue période au cours de laquelle le titulaire du poste a été dépêché en mission spéciale ont été assurées par le Secrétaire général adjoint et par le titulaire du poste D-1 relevant du bureau en question. Le Comité consultatif déplore cette situation et recommande qu'il y soit remédié aussi rapidement que possible.

Chapitre 8. Département de l'information économique et de l'analyse des politiques

IV.17. Le montant demandé à ce chapitre du budget est de 45 881 800 dollars, avant réévaluation des coûts et après la prise en compte d'une diminution de 344 100 dollars essentiellement imputable à des activités non renouvelables comme la Conférence internationale sur la population et le développement, diminution contrebalancée par des augmentations correspondant à des propositions de reclassement de postes ainsi que de création de cinq postes supplémentaires.

IV.18. Le Secrétaire général a proposé un total de 148 postes financés au moyen du budget ordinaire, dont trois postes supplémentaires d'administrateur (1 D-2 et 2 P-5), cette augmentation de l'effectif étant compensée par la suppression de deux postes (1 D-1 et 1 P-4/3). En outre, 17 postes extrabudgétaires sont proposés, ce qui porte le total général à 165 postes d'administrateur. Les postes d'agent des services généraux, financés au moyen du budget ordinaire et de fonds extrabudgétaires, sont au nombre de 138 au total. Le Comité

consultatif croit comprendre que 26 % seulement du nombre total d'agents des services généraux effectuent des tâches "de secrétariat, mais il estime néanmoins que ce pourcentage, ainsi que le rapport global entre le nombre de postes de la catégorie des services généraux et de la catégorie des administrateurs, demeure élevé.

IV.19. Le Comité consultatif rappelle que l'Assemblée générale, au paragraphe 22 de la section II de sa résolution 48/228, avait prié le Secrétaire général "de redéployer les postes voulus pour assurer le bon développement des activités ayant trait aux questions micro-économiques". Le Comité constate cependant que quatre postes supplémentaires (1 D-2, 1 P-3 et 2 P-2/1) ont été demandés pour la nouvelle Division de l'analyse des politiques micro-économiques et sociales. Le Comité relève au paragraphe 8.45 du projet de budget-programme qu'un effectif total de 29 postes est proposé pour cette nouvelle division (20 administrateurs et 9 agents des services généraux), dont les quatre postes d'administrateur supplémentaires.

IV.20. Comme on peut le voir au paragraphe 8.45 du projet de budget-programme, le nouveau poste D-2 proposé serait destiné au Directeur de cette division nouvellement créée, les postes P-3 et P-2/1 supplémentaires étant affectés aux activités de recherche dans les domaines pertinents. Le Comité consultatif a demandé, et obtenu, un complément d'information sur les attributions assignées à ces quatre postes. En l'occurrence, le Comité recommande d'approuver la demande de création de ces quatre postes supplémentaires.

IV.21. Le Comité consultatif relève au paragraphe 8.66 du document budgétaire qu'un poste P-5 supplémentaire a été demandé pour effectuer des activités concernant essentiellement les problèmes des migrations internationales dans le cadre du suivi de la Conférence internationale sur la population et le développement. Le Comité compte que cette activité sera gérée dans le cadre des ressources disponibles et il recommande que le poste P-5 en question soit mis en place par transfert.

Chapitre 9. Département des services d'appui et de gestion pour le développement

IV.22. Comme il est indiqué au paragraphe 9.1 du projet de budget-programme, les fonctions et attributions du Département des services d'appui et de gestion pour le développement sont définies dans le rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées pour l'exercice biennal 1992-1993 présenté dans le cadre de la deuxième phase de la restructuration du Secrétariat (A/C.5/47/88) et dans la résolution 47/212 B de l'Assemblée générale.

IV.23. L'Assemblée générale, dans sa résolution 49/136 du 19 décembre 1994, a décidé de reprendre, en mars-avril 1996, sa cinquantième session, afin d'examiner la question de l'administration publique et du développement, le but étant d'échanger des données d'expérience et d'examiner les activités menées par l'ONU dans ce domaine. Le Département sera chargé de préparer cette reprise de la cinquantième session, dont il assurera le service.

IV.24. Le Comité consultatif relève dans le tableau 9.1 du document budgétaire que les crédits demandés au titre du budget ordinaire se montent à 25 832 700 dollars pour l'exercice biennal 1996-1997, alors que les fonds extrabudgétaires représentent au total 182 992 000 dollars, dont 145 millions de dollars provenant du PNUD et du FNUAP. Les ressources nécessaires au titre de ce chapitre pour l'exercice biennal 1996-1997 en ce qui concerne le budget ordinaire se montent à 24 539 200 dollars, avant réévaluation des coûts et compte tenu d'une réduction de 1 422 200 dollars. Cette réduction correspond à

une diminution du nombre total de postes inscrits au budget ordinaire, qui est passé de 160 pour l'exercice 1994-1995 à 158 pour l'exercice 1996-1997. S'agissant des fonds extrabudgétaires, 121 postes sont prévus pour 1996-1997, contre 145 postes extrabudgétaires pour l'exercice biennal 1994-1995.

IV.25. Le Comité consultatif relève au tableau 9.2 du projet de budget-programme que, si le montant total des dépenses inscrites au budget ordinaire fait apparaître une diminution de 1 422 200 dollars, les frais de voyage sont en augmentation de 52 000 dollars et représentent au total 952 500 dollars pour l'exercice biennal 1996-1997. Le Comité consultatif estime que les prévisions au titre des frais de voyage sont plutôt élevées et recommande que les déplacements, surtout pour la collecte de données et d'informations, soient réduits au minimum, compte tenu de l'existence de services d'information en accès direct.

IV.26. Le Comité consultatif relève au paragraphe 9.8 du projet de budget-programme qu'il est prévu de créer, à Vienne, un groupe d'appui à la reconstruction et au développement. Le Secrétaire général propose de transférer à l'Office des Nations Unies à Vienne les tâches correspondantes qui étaient effectuées par le personnel de Genève; il est proposé à cet égard de transférer 17 postes de Genève à Vienne et New York, de supprimer trois postes et de créer un poste P-3 supplémentaire à Vienne, ce qui représente au total une diminution de 1 422 200 dollars. En d'autres termes, le tableau d'effectifs proposé pour le groupe à Vienne se compose d'un poste P-5 et six postes d'agent des services généraux, auxquels il faut ajouter le poste P-3 nouvellement créé. Le Comité consultatif recommande d'approuver cette demande.

IV.27. L'alinéa e) du paragraphe 9.8 du projet de budget-programme n'indique pas clairement dans quelle mesure les services d'achat sont assurés, mais le Comité consultatif note que ce type de services est assuré aussi bien par le Département des services d'appui et de gestion pour le développement que par le Département de l'administration et de la gestion. Le Comité recommande au Secrétaire général de revoir cette situation en vue de fusionner les services d'achat des deux départements et d'assurer la coordination voulue avec les autres services d'achat des Nations Unies.

Chapitre 10A. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

IV.28. Comme il est indiqué dans l'introduction du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997, un grand facteur a influé sur les ressources proposées pour la CNUCED, en particulier ses sous-programmes ayant trait au commerce : les nouvelles responsabilités que le Conseil du commerce et du développement lui a confiées en 1994, notamment en liaison avec l'achèvement des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay et avec la création de l'Organisation mondiale du commerce le 1er janvier 1995.

IV.29. Les représentants du Secrétaire général ont précisé au Comité consultatif que, si l'Organisation mondiale du commerce avait pour fonction essentielle de servir d'instrument d'application pour ce qui est des obligations contractuelles de ses États membres, l'Assemblée générale a réaffirmé, au paragraphe 12 de sa résolution 49/99 du 19 décembre 1994, qu'il incombait à la CNUCED de "jouer, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, le rôle de centre de coordination pour ce qui est du traitement intégré du problème du développement et des problèmes interdépendants concernant le commerce, les questions financières, la technologie, les investissements, les services et le développement durable".

IV.30. On estime à 110 593 700 dollars, avant réévaluation des coûts, les ressources nécessaires pour 1996-1997; ce montant s'entend après une diminution de 2 986 100 dollars qui correspond essentiellement à la suppression proposée de sept postes d'agent des services généraux, que rendent obsolètes les améliorations technologiques et l'automatisation.

IV.31. Le Comité consultatif note qu'au paragraphe 10A.7 (et au tableau correspondant) du projet de budget-programme, il est proposé plusieurs transferts de postes entre divers programmes. En réponse à ses questions, le Comité consultatif a toutefois été informé que ces transferts avaient déjà été effectués pendant l'exercice biennal 1994-1995 dans le cadre de la restructuration et qu'il en était rendu compte a posteriori. Le Comité consultatif note également que, dans ce même paragraphe, il est proposé de transformer en poste permanent le poste temporaire de la classe D-2 au titre des activités des sociétés transnationales. Le Comité consultatif recommande que cette proposition soit acceptée.

IV.32. Le Comité consultatif a été informé, en réponse à ses questions, qu'il n'avait pas encore été nommé de secrétaire général de la CNUCED et qu'un fonctionnaire chargé de la Conférence assumait l'intérim. Qui plus est, en ce qui concerne le nombre des postes de haut niveau vacants à la CNUCED, le Comité consultatif a été informé qu'au cours de l'exercice biennal 1994-1995, quatre postes D-2, deux postes D-1 et un poste P-5 avaient été vacants ou avaient été occupés, pendant des périodes de durées variables, par des fonctionnaires de classe inférieure, auxquels était versée une indemnité de fonctions. Le Comité consultatif est préoccupé des conséquences que cette situation pourrait avoir pour le programme de travail. Il recommande que cette situation soit étudiée et qu'il y soit remédié, en tenant compte des impératifs du programme de travail de la CNUCED.

IV.33. Le Comité consultatif rappelle que le Secrétaire général avait présenté un état des incidences sur le budget-programme du projet de résolution, figurant dans le rapport de la Deuxième Commission, relatif au développement durable des petits États insulaires en développement (A/C.5/49/52), d'où il ressortait qu'il faudrait créer pour la CNUCED, pour donner suite aux recommandations contenues dans ledit projet de résolution, jusqu'à sept postes, dont un poste P-4. Le Comité consultatif avait alors recommandé que les ressources nécessaires soient mises à la disposition du Secrétariat pour couvrir en 1995 les coûts afférents à des postes temporaires et que l'Assemblée générale envisage la création de postes permanents dans le cadre du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997. En réponse à ses questions, le Comité consultatif a été informé que la question du statut du poste P-4 pour la CNUCED avait été omise, par inadvertance, dans la présentation du projet de budget de la CNUCED. Dans ces circonstances, le Comité consultatif recommande que le financement de ce poste soit imputé sur les ressources existantes.

IV.34. Le Comité consultatif constate que, d'après le projet de budget, outre la documentation prévue à l'intention des organes délibérants, la CNUCED comptait produire une profusion de publications, dont un certain nombre de publications périodiques et non périodiques, ainsi que de matériels d'information tels que circulaires, bulletins, manuels, fiches récapitulatives et brochures. Le Comité consultatif dit à nouveau sa préoccupation devant le risque de doubles emplois, notamment en ce qui concerne les publications, entre la CNUCED et d'autres organes du système des Nations Unies.

IV.35. Le Comité consultatif rappelle qu'au début de l'exercice biennal 1994-1995, il avait été informé que la CNUCED continuait à s'efforcer de rationaliser son programme de publications⁷. À l'époque, le Comité consultatif

avait recommandé que les résultats de ces efforts, y compris les économies d'échelle, soient portés à l'attention de l'Assemblée générale. Il n'apparaît guère dans le projet de budget actuellement présenté que le programme de publications ait fait l'objet d'un examen pour déterminer s'il y avait double emploi entre des publications émanant de sources diverses au sein du système des Nations Unies ou pour s'assurer que les publications de la CNUCED présentent toutes une valeur intrinsèque suffisante, au vu de la demande et de l'appréciation des lecteurs, qui justifie leur maintien.

IV.36. Le Comité consultatif a reçu du Président du Conseil du commerce et du développement une communication contenant les observations que le Groupe de travail du plan à moyen terme et du budget-programme (TD/B/EX(8)/L.6) a formulées sur le projet de budget-programme de la CNUCED pour l'exercice biennal 1996-1997. Au vu des informations fournies, le Comité consultatif note que les conclusions et les recommandations du Groupe de travail n'indiquent pas que le programme de publications de la CNUCED ait fait l'objet d'un examen. Le Comité consultatif recommande que cette question soit examinée sans tarder et que les organes intergouvernementaux de la CNUCED s'emploient activement à une étude approfondie du programme de publications de la CNUCED (voir chap. I ci-dessus).

IV.37. Le Comité consultatif note qu'au paragraphe 10A.13 du projet de budget, un montant de 109 100 dollars a été prévu pour couvrir les frais généraux relatifs à la neuvième session de la Conférence, qui doit avoir lieu en Afrique du Sud en avril 1996. À ce propos, le Comité consultatif a été informé que le gros des préparatifs de cette session aura été effectué au cours de l'exercice biennal 1994-1995.

Chapitre 10B. Centre du commerce international CNUCED/GATT

IV.38. Le Comité consultatif note au paragraphe 10B.1 du projet de budget-programme que les dépenses prévues pour le Centre du commerce international (CCI) pour l'exercice biennal 1996-1997 s'élèveront à 44 048 000 dollars, après réévaluation des coûts. Sur ce montant, 764 000 dollars proviendront des recettes, ce qui laisse un solde de 43 284 000 dollars qui doit être financé par l'ONU et le GATT à parts égales. La part de l'ONU dans le budget-programme proposé pour le CCI serait donc de 21 642 000 dollars. Le Comité consultatif a été informé que des discussions sont en cours entre le secrétariat du CCI et l'Organisation des Nations Unies et que toute modification des arrangements en vigueur qui résulterait de la création de l'Organisation mondiale du commerce fera l'objet d'un rapport distinct.

IV.39. Le Comité consultatif a été informé que le poste de directeur exécutif du CCI, qui était vacant au début de l'exercice biennal 1994-1995, a été pourvu, au niveau de sous-secrétaire général, et que les ressources correspondantes avaient été indiquées dans les prévisions budgétaires. Le Comité consultatif note au paragraphe 10B.26 du projet de budget que les ressources nécessaires au titre du sous-programme 10 (mise en valeur des ressources humaines pour la promotion du commerce) comprennent une augmentation proposée de 285 800 dollars destinés à couvrir le coût d'un nouveau poste P-4 pour les activités de suivi des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay. Ce poste serait établi à Genève et son coût serait compensé par des diminutions à d'autres rubriques du budget ordinaire du Centre. Le Comité consultatif note que les objets de dépenses correspondants apparaissent au tableau 10B.3 du projet de budget. Le Comité consultatif recommande que soit acceptée la proposition visant à créer un nouveau poste P-4.

Chapitre 11. Programme des Nations Unies pour l'environnement

IV.40. Le mandat et les attributions du PNUE sont présentées aux paragraphes 11.1 à 11.4 du budget-programme. Comme il est indiqué au tableau 11.2 1) de ce document, les ressources nécessaires s'élèvent à 8 903 500 dollars, avant réévaluation des coûts, chiffre qui accuse une baisse de 784 900 dollars correspondant à une réduction des ressources nécessaires pour les réunions du Conseil d'administration du PNUE et du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants ainsi qu'à la suppression proposée d'un poste p-5.

IV.41. En ce qui concerne les fonds extrabudgétaires indiqués au tableau 11.1 2) du projet de budget-programme, et notamment le montant de 105 millions de dollars prévu pour le Fonds pour l'environnement, le Comité consultatif note, dans le rapport du Conseil d'administration du PNUE sur sa dix-huitième session (A/50/25, annexe, décision 18/40), que ce dernier a approuvé "l'ouverture d'un crédit minimum de 90 millions de dollars au titre des activités du programme du Fonds pour 1996-1997, ainsi que des crédits supplémentaires de 15 millions de dollars, sous réserve de disponibilité de fonds".

IV.42. Le Comité consultatif note également dans ce même rapport du Conseil d'administration du PNUE que ce dernier approuve les initiatives du Directeur exécutif tendant à limiter à quatre pages maximum la longueur des documents du Conseil d'administration (décision 18/45). Le Comité consultatif se félicite de cette prise de position. Le Comité consultatif a été informé que le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies s'était efforcé, dans toute la mesure du possible, de la prendre en compte lors de l'établissement du budget du PNUE.

IV.43. Le Comité consultatif note au paragraphe 11.6 du projet de budget-programme que l'appui administratif précédemment fourni séparément au Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) et au PNUE constitue maintenant un tout, visé au chapitre 26H, Administration, Nairobi. Les crédits ouverts, qui s'élèvent à 4 589 500 dollars en 1994-1995 au titre de l'appui au programme dans le chapitre 12A (Programme des Nations Unies pour l'environnement), sont inclus dans ledit chapitre 26H pour 1996-1997. Le Comité consultatif a été informé que le poste P-5 d'expert en énergie, qu'il est proposé de supprimer au paragraphe 11.59 du projet de budget-programme, est vacant depuis quatre ans.

Chapitre 12. Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)

IV.44. Comme l'indique le tableau 12.2 du projet de budget-programme, le montant des ressources prévues s'élève à 13 131 900 dollars, avant réévaluation des coûts, et fait apparaître une diminution de 426 200 dollars due au fait que la plus grande partie des travaux préparatoires de la Conférence Habitat II, qui doit se tenir en juin 1996, a été réalisée pendant l'exercice biennal 1994-1995.

IV.45. Pour ce qui est des postes financés par des fonds extrabudgétaires, le Comité consultatif constate que le tableau 12.3 fait apparaître un total de 88 postes. Le Comité fait toutefois observer que, dans le projet de budget de la Fondation des Nations Unies pour l'Habitat et les établissements humains pour l'exercice biennal 1996-1997 (HS/C/15/8), 33 postes étaient inscrits au tableau des effectifs. Ayant demandé des éclaircissements sur ces chiffres, le Comité a été informé que le nombre total (88 postes) comprenait aussi bien les 33 postes de la Fondation que des postes destinés aux projets opérationnels.

IV.46. Le Comité consultatif note qu'au paragraphe 12.11 du projet de budget, un montant de 373 300 dollars est prévu pour couvrir le coût du personnel temporaire nécessaire à l'occasion de la Conférence Habitat II, soit un coordonnateur de la classe D-1, un chef des opérations de la classe P-5 et un attaché de liaison de la classe P-3, pour huit mois de travail chacun, et 30 mois de travail d'agents locaux. Le Comité est d'avis qu'Habitat II devant prendre fin à la mi-juin 1996, le nombre de mois de travail et, par conséquent, le montant prévu au titre du personnel temporaire sont un peu élevés et il compte que des économies pourront être réalisées.

Chapitre 13. Lutte contre la criminalité

IV.47. Le montant total des ressources prévues à ce chapitre pour l'exercice biennal 1996-1997 s'élèverait à 4 448 100 dollars, avant réévaluation des coûts, faisant apparaître une diminution de 391 600 dollars, qui correspond à un montant non renouvelable approuvé pour financer la tenue, en 1995, du neuvième Congrès pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, diminution en partie contrebalancée par certains agencements, comme la proposition de reclasser le poste de chef de service à la classe D-2 et de créer deux nouveaux postes de la classe P-3.

IV.48. Le Comité consultatif note qu'aux paragraphes 13.1 et 13.2 du projet de budget-programme, conformément à la Déclaration de principes et au Programme d'action adoptés par l'Assemblée générale dans sa résolution 46/152 du 18 décembre 1991, et aux thèmes prioritaires retenus par le Conseil économique et social dans sa résolution 1992/22, il est proposé que le Service de la prévention du crime et de la justice pénale devienne une division. À cet égard, le Comité indique qu'il était recommandé au Secrétaire général, au paragraphe 32 de la Déclaration de principes énoncée dans l'annexe de la résolution 46/152, qu'un tel reclassement soit effectué aussitôt que possible, "sans perdre de vue la structure de l'Office des Nations Unies à Vienne".

IV.49. Le Comité consultatif rappelle qu'au paragraphe IV.51 de son premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995², il avait recommandé que le Secrétaire général précise le rôle assigné au Directeur général de l'Office des Nations Unies à Vienne dans la gestion de diverses unités spécialisées, telles que le Service de la prévention du crime et de la justice pénale, et les fonctions d'encadrement qu'il exerce pour les questions administratives et les questions de fond. Il estimait qu'il faudrait réexaminer la localisation du Service à Vienne en tenant compte du fait que le PNUCID avait également son siège dans cette ville.

IV.50. Aucun renseignement concernant les fonctions du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Vienne intéressant ce chapitre du projet de budget-programme n'a été présenté dans le projet de budget pour l'exercice biennal 1996-1997. Le Comité a certes reçu des précisions concernant les fonctions et les responsabilités du titulaire du poste de la classe D-2 mais, faute d'informations sur les fonctions de supervision du Directeur général, il est difficile d'évaluer si le reclassement d'un poste à la classe D-2 pour continuer à diriger cette activité est justifié. Le Comité recommande en conséquence de ne prendre aucune décision sur cette question avant la cinquantième session de l'Assemblée générale, en attendant les précisions et justifications supplémentaires qui seront apportées à cette session.

IV.51. Le Comité consultatif constate qu'au paragraphe 13.18 du projet de budget-programme, il est proposé de créer deux postes à la classe P-3 dont les titulaires seraient chargés d'activités relevant du sous-programme 4 (Normes et règles en matière de prévention de la criminalité et de justice pénale). Le

Comité estime que les fonctions devant être exécutées par le titulaire de chaque poste auraient dû être décrites plus précisément et ne pas avoir pour seul objet de renforcer les capacités de la Division. Dans ces conditions, le Comité ne recommande que la création d'un seul poste de la classe P-3.

IV.52. Le Comité note qu'au paragraphe 11 de sa résolution 49/158 du 23 décembre 1994, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de renforcer davantage la coopération entre le Service de la prévention du crime et de la justice pénale et le PNUCID. Or, le projet de budget ne lui a pas permis de déterminer si des mesures avaient été prises pour faire suite à cette demande.

Chapitre 14. Contrôle international des drogues

IV.53. Le montant des ressources prévues s'élève à 14 844 000 dollars, avant réévaluation des coûts, faisant apparaître une augmentation de 150 100 dollars; deux nouveaux postes de la classe P-3 sont proposés, portant ainsi le nombre total de postes financés sur le budget ordinaire de 71, pour l'exercice biennal 1994-1995, à 73, pour l'exercice biennal 1996-1997.

IV.54. Comme l'indique le tableau 14.3, 208 postes au total devraient être financés à l'aide de fonds extrabudgétaires pendant l'exercice biennal 1996-1997; ce chiffre était le même pour l'exercice 1994-1995. Le Comité consultatif a constaté que, si les fonds extrabudgétaires pour 1996-1997 avaient diminué, le nombre de postes qu'ils devraient servir à financer restait inchangé. Il a été informé que les propositions budgétaire concernant le Fonds du PNUCID n'étaient pas disponibles au moment de l'établissement du projet de budget-programme pour l'exercice 1996-1997, c'est le tableau d'effectifs, tel qu'approuvé pour 1994-1995, qui avait été utilisé.

IV.55. Le Comité consultatif est convaincu que le nombre de postes financés à l'aide de fonds extrabudgétaires pour l'exercice 1996-1997 tiendra compte du niveau effectif de ces fonds; il étudiera cette question, ainsi que certains autres points touchant les réserves de fonds extrabudgétaires, lorsqu'il procédera à l'examen du budget du Fonds en automne 1995.

IV.56. Comme l'indique le paragraphe 14.30 du projet de budget-programme, les deux nouveaux postes de la classe P-3 qu'il est prévu de créer correspondent à des activités du sous-programme 8 [Surveillance internationale et évaluation des modifications apportées au champ d'application du régime de contrôle des substances institué par la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes (1988)]. Le Comité estime que les fonctions devant être exercées par le titulaire de chaque poste auraient dû être davantage précisées et ne pas avoir pour seul objet de renforcer les capacités du PNUCID. Dans ces conditions, il ne recommande que la création d'un seul poste de la classe P-3.

IV.57. Le Comité consultatif fait observer que le projet de budget ne justifie pas suffisamment les propositions de transfert de postes. Faute de disposer de ces renseignements, il est difficile de savoir si les transferts envisagés correspondent à des exigences de la programmation ou s'ils sont destinés à accroître les possibilités d'avancement du personnel.

IV.58. Le Comité consultatif constate, au tableau 14.2 du projet de budget-programme, qu'un montant de 1 279 600 dollars, après réévaluation des coûts, est prévu pour couvrir les frais de voyage. Cette somme s'ajoute au montant de 4 837 200 dollars prévu au titre des frais de voyage financés par des fonds extrabudgétaires figurant au même tableau. Le Comité consultatif croit comprendre que des propositions détaillées concernant les frais de voyage

financés par des fonds extrabudgétaires seront présentées dans le cadre du projet de budget du Fonds pour l'exercice 1996-1997. Il a, par ailleurs, reçu des précisions sur les frais de voyage au titre des projets financés par des fonds extrabudgétaires. Il estime néanmoins que le montant total prévu pour couvrir ces frais, tels qu'il apparaît au tableau susmentionné (sous les rubriques budget ordinaire et fonds extrabudgétaires), est élevé et qu'il faudrait exercer un contrôle strict à cet égard.

IV.59. Le Comité consultatif recommande que, dans toute la mesure du possible, l'exposé justificatif du projet de budget-programme indique clairement la source de financement des différentes activités. À titre d'exemple, l'exposé de ce chapitre ne permet pas de savoir clairement quelle partie des activités d'information sera financée sur le budget ordinaire et quelle autre le sera à l'aide de fonds extrabudgétaires.

TITRE V. COOPÉRATION RÉGIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT

V.1. Le titre V du projet de budget-programme couvre les chapitres 15 à 20, à savoir la CEA (78 422 700 dollars), le Bureau des commissions régionales à New York (1 102 100 dollars), la CESAP (67 720 600 dollars), la CEE (50 792 700 dollars), la CEPALC (90 645 800 dollars), la CESAO (38 457 400 dollars) et le programme ordinaire de coopération technique (49 227 400 dollars).

V.2. En examinant les propositions budgétaires concernant les commissions régionales, le Comité consultatif a constaté l'existence d'un certain nombre d'éléments communs à toutes les demandes de crédits budgétaires.

V.3. Le Comité consultatif a eu un échange de vues avec des représentants du Secrétaire général sur les structures administratives des commissions économiques régionales eu égard au programme de travail qui était confié à celles-ci. S'appuyant sur les renseignements qui lui ont été fournis tant oralement que par écrit, le Comité consultatif est parvenu à la conclusion que, à l'exception de la CEE, il reste beaucoup d'améliorations à apporter à cet égard. La situation est beaucoup plus claire à la CEE, où l'exécution des programmes incombe à des directeurs de programmes travaillant dans des unités administratives identifiables. Dans les autres commissions économiques régionales, le rôle des directeurs de programmes et de leurs unités administratives respectives en matière d'exécution des programmes n'est pas toujours bien précisé. La complexité des structures administratives de ces commissions peut entraîner un chevauchement des activités. À cet égard, le Comité consultatif se félicite des mesures qui ont été prises ou sont en voie de l'être pour rationaliser les structures administratives des commissions régionales. Le Comité compte que la modalité d'exécution des programmes retenue par telle ou telle commission régionale, comme l'approche thématique suivie, par exemple, par la CESAP et celle des équipes spéciales retenue, par exemple, par la CEA, permettra d'utiliser d'une façon rentable les ressources disponibles en personnel et autres ressources sans nuire au contrôle de l'exécution des programmes. S'agissant d'éviter les doubles emplois, il faut également tenir compte des programmes régionaux exécutés par les institutions spécialisées.

V.4. Le Comité consultatif a été informé que dans un certain nombre de commissions régionales, il est également proposé de mener à bien certaines activités de fond à la rubrique direction exécutive et administration. Le Comité estime que cette pratique devrait être reconsidérée car, si elle était poursuivie, elle risquerait de compromettre le rôle de la direction exécutive et de l'administration en matière de suivi et de supervision.

V.5. Le Comité consultatif constate qu'un transfert de ressources en personnel entre les différents sous-programmes a été proposé dans toutes les commissions régionales. Toutefois, le Comité estime que le projet de budget-programme aurait dû justifier ces transferts ainsi que l'impact éventuel qu'ils pourraient avoir sur les services qui rendent ces postes disponibles et les services qui les reçoivent.

V.6. Le Comité consultatif renouvelle sa recommandation tendant à ce que les programmes de publication de toutes les commissions régionales soient réexaminés afin d'évaluer, dans chaque cas, les questions telles que le public cible, le volume, la périodicité et l'intérêt pratique des publications, sur la base d'une enquête de lectorat et d'une étude de marché, et de rationaliser ces programmes afin d'éviter les doubles emplois et d'en promouvoir l'efficacité.

V.7. Le Comité consultatif constate qu'à la rubrique appui aux programmes, le volume de ressources demandé est exceptionnellement élevé dans plusieurs commissions régionales. Compte tenu de l'utilisation des techniques modernes et des innovations technologiques telles que celles relevant du secteur de la bureautique, le Comité estime que le montant des ressources demandées au titre de l'appui aux programmes aurait dû être très inférieur et que les ressources ainsi rendues disponibles auraient pu financer des activités de fond. Comme indiqué au paragraphe 17.7 du projet de budget-programme, les ressources au titre de l'administration, des services de conférence et des services généraux pour la CEE ne sont pas, contrairement aux autres commissions régionales, inscrites à son propre budget-programme, mais au chapitre 26E.

V.8. S'agissant des prévisions de dépenses au titre des voyages, le Comité consultatif reconnaît qu'une partie des voyages sont prévus pour aider les gouvernements à rassembler des données et à réaliser des études. Toutefois, le Comité se déclare à nouveau convaincu que les innovations techniques et la possibilité de disposer d'informations en ligne devraient permettre de diminuer considérablement le volume des dépenses dans ce secteur.

V.9. Le Comité consultatif a reçu des informations concernant les pourcentages actuels des postes vacants dans chacune des commissions régionales. Il a été informé que, pour la catégorie des administrateurs, ces pourcentages étaient, en mars 1995, de 26,92 % à la CESAO, de 6,52 % à la CESAP, de 9,48 % à la CEE et de 2,86 % à la CEPALC. Sans recommander une réduction au stade actuel, le Comité consultatif est convaincu que des mesures seront prises pour régulariser la situation de la CESAO en matière d'effectifs.

V.10. Le Comité consultatif constate une baisse spectaculaire du montant total des ressources extrabudgétaires reçues par toutes les commissions régionales. Il comprend que la baisse des financements en provenance du PNUD est partiellement imputable à la tendance au financement direct au titre de l'exécution nationale des projets. Le Comité consultatif recommande toutefois que les autres causes de cette baisse soient précisées et examinées de façon à pouvoir analyser les facteurs qui y contribuent. Par ailleurs, il conseille de limiter les activités financées à l'aide de fonds extrabudgétaires dans les commissions régionales, et en particulier le nombre de postes nécessaires à ces activités, à un niveau qui puisse être financé par lesdites ressources.

V.11. Lorsqu'il a examiné le projet de budget-programme, le Comité consultatif a également pris en considération et a accueilli favorablement le rapport présenté par le Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne concernant les programmes et les pratiques administratives des secrétariats de la CEA, de la CESAO et de la CEE (A/49/891).

V.12. Le Comité consultatif est convaincu que les commissions régionales continueront de s'en tenir strictement aux résolutions et décisions de l'Assemblée générale en ce qui concerne la possibilité d'organiser les sessions en dehors de leurs sièges respectifs. Le Comité constate qu'à l'exception de la CEPALC et, éventuellement, de la CESAO (deux commissions qui pourraient connaître des difficultés en ce qui concerne les bâtiments de conférences), les bâtiments disponibles au siège de la CEE et les nouvelles installations des sièges de la CEA et de la CESAP rendront inutile d'organiser des sessions en des lieux différents de leurs sièges respectifs. Le Comité recommande que la règle du Siège soit appliquée à la CEA et à la CESAP et compte que les bâtiments de conférence de ces deux commissions régionales seront utilisés au maximum. Dans le prochain projet de budget-programme, le Secrétaire général devrait fournir des statistiques concernant les programmes de réunions de toutes les commissions économiques régionales.

Chapitre 15A. Commission économique pour l'Afrique

V.13. Les prévisions de dépenses de la CEA sont régies par un certain nombre de questions telles que la réorganisation du secrétariat ainsi que la révision du programme de travail, comme indiqué au paragraphe 15A.19 du projet de budget-programme. Le Comité consultatif constate que le nombre des sous-programmes a été ramené de 24 à 9 dans le cadre de l'exercice biennal 1994-1995.

V.14. Le Comité consultatif observe que les ressources extrabudgétaires de la CEA ont accusé une baisse spectaculaire. À cet égard, le Comité appelle l'attention sur les observations qu'il a faites au paragraphe V.10 ci-dessus et prie la CEA d'appliquer les recommandations indiquées en analysant les raisons de cette baisse.

V.15. Comme l'indiquent les tableaux 15A.1 et 15A.2 du projet de budget-programme, le montant total des crédits demandés est de 70 999 900 dollars avant réévaluation des coûts et compte d'une augmentation de 386 900 dollars, soit un taux d'accroissement des ressources de 0,5 %. Ce montant comprendrait la création de trois postes d'administrateur supplémentaires (1 P-4, 2 P-3) et de trois postes supplémentaires d'agent local. Comme indiqué au paragraphe 15A.22 b) du projet de budget-programme, il est proposé de créer un poste P-4 en transformant un poste de personnel temporaire, afin de doter la Commission des moyens nécessaires pour suivre la mise en oeuvre de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement. Comme indiqué au paragraphe 15A.75 a) du projet de budget-programme, le poste d'électricien et le poste d'ingénieur mécanicien (classe P-3), ainsi que les trois postes de la catégorie des services généraux d'agent local qu'il est proposé de créer doivent permettre de fournir l'appui technique et les services d'entretien nécessaires aux nouveaux bâtiments des conférences. Le Comité consultatif ne voit aucune objection à la création de ces postes.

V.16. S'agissant de la demande de renseignements formulés par le Comité consultatif en ce qui concerne les dépenses de personnel associées au poste de Secrétaire exécutif, la réponse qui lui a été fournie est indiquée au chapitre 1er ci-dessus.

V.17. Le Comité consultatif relève au paragraphe 15A.6 du projet de budget-programme qu'afin d'être mieux à même de mener ses activités, qui revêtent de plus en plus un caractère multisectoriel, la CEA envisage de recourir à des équipes spéciales où seront représentées plus d'une unité administrative. Par ailleurs, il est proposé de réaffecter un certain nombre de postes entre les différents sous-programmes "compte tenu des changements apportés à la nouvelle approche de l'exécution des programmes". Toutefois, le Comité consultatif estime qu'il aurait fallu mieux expliquer, à chaque rubrique, les raisons justifiant la réaffectation de postes entre différentes unités et divisions; il aurait notamment fallu donner des informations sur l'impact que les réaffectations proposées peuvent avoir sur le service qui reçoit les postes en question et, dans certains cas, sur celui qui les libère.

V.18. Le Comité consultatif a demandé dans quelle mesure les recommandations du Bureau des services de contrôle interne, qui figurent dans le document A/49/891, avaient été prises en considération par la CEA lors de l'établissement des demandes de crédit et quelle suite leur avait été donnée, ce d'autant plus que la restructuration de la CEA était encore récente.

V.19. Le Comité consultatif a pris note des réponses fournies par la CEA aux recommandations du Bureau des services de contrôle interne figurant à l'appendice de l'annexe du document A/49/891, surtout en ce qui concerne la question de la centralisation des fonctions d'autorisation financière pour tous les fonds au sein de la Division de l'administration de la CEA. Toutefois, à en juger par la récente circulaire du Secrétaire général sur les fonctions et l'organisation du secrétariat de la CEA (ST/SG/Organization datée du 20 avril 1995), on ne voit pas bien dans quelle mesure cette fonction a été centralisée.

V.20. S'agissant de la recommandation du Bureau des services de contrôle interne tendant à ce que les fonctionnaires d'administration reçoivent la formation voulue grâce à une assistance du Siège, le Comité consultatif est convaincu que les mesures nécessaires ont été prises à cet égard. D'un autre côté, il recommande à la CEA de mettre en place sa propre capacité administrative à long terme.

V.21. Le Comité consultatif note qu'au sous-programme 2 (Commerce, coopération et intégration économiques en Afrique) (par. 15A.28 à 15A.35), des crédits sont demandés pour les centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC). À cet égard, le Comité rappelle qu'au paragraphe V.11 de son premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995², il avait demandé que soit mieux précisé le rôle qui revient respectivement au secrétariat de la CEA et aux MULPOC dans la formulation et l'exécution des programmes, ainsi que le rôle revenant, dans la supervision des MULPOC, au Secrétaire exécutif de la CEA, d'une part, et aux comités d'experts intergouvernementaux des MULPOC, d'autre part. Le Comité constate, en le déplorant, que ces questions n'ont pas été précisées dans la présentation de l'actuel projet de budget-programme.

V.22. Le Comité consultatif relève au paragraphe 15A.27 du projet de budget-programme pour l'exercice 1996-1997 qu'il est proposé de proroger en 1996-1997 la subvention de 942 400 dollars qui avait été octroyée à l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) pour la période 1994-1995.

V.23. Le Comité consultatif relève au paragraphe 15A.50 du projet de budget-programme qu'il est prévu d'octroyer une subvention de 204 800 dollars à l'Institut régional africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants; l'Assemblée générale avait affecté un montant équivalent au titre de l'exercice biennal 1994-1995 pour alléger les difficultés financières que connaissait l'Institut. À cet égard, le Comité consultatif rappelle que dans sa résolution 49/156 du 23 décembre 1994, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de veiller à ce que soient allouées à l'Institut des ressources suffisantes dans les limites du crédit global ouvert à ce titre dans le budget-programme ainsi que par prélèvement sur des fonds extrabudgétaires et de soumettre des propositions concernant les ressources financières supplémentaires nécessaires. Le Comité consultatif rappelle également la décision 49/480 de l'Assemblée générale, en date du 6 avril 1995, dans laquelle celle-ci a décidé que les demandes futures de crédits concernant les instituts régionaux ne devraient être examinées que sur la base de critères proposés par le Secrétaire général et approuvés par l'Assemblée générale afin de déterminer si ces instituts devaient être financés par imputation sur le budget ordinaire. Le Comité consultatif a été informé qu'en attendant que l'Assemblée générale ait reçu et approuvé le rapport sur les critères en question, le montant de 204 800 dollars avait été inclus dans le projet de budget-programme pour 1996-1997.

Chapitre 15B. Bureau des commissions régionales à New York

V.24. Les activités du Bureau des commissions régionales à New York sont décrites aux paragraphes 15B.1 et 15B.2 du projet de budget-programme. Le Comité consultatif a été informé qu'il ne fallait voir aucune signification particulière au fait que ce chapitre du budget soit publié à la suite du chapitre 15A. Le montant des ressources nécessaires, qui correspond au maintien des programmes, correspond à trois postes de la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur et à trois postes d'agent des services généraux.

V.25. Un montant de 34 800 dollars, avant la réévaluation des coûts, apparaît à la rubrique voyages en mission. Toutefois, comme dans le cas des exercices biennaux précédents, le Comité consultatif croit savoir que ce montant ne représente pas l'ensemble du programme de voyages du Bureau, étant donné que le coût de certains voyages est assumé, parfois, par une ou plusieurs commissions régionales. Le Comité consultatif est convaincu que les mesures seront prises pour veiller à ce que les voyages en mission du personnel de ce Bureau ne fassent pas double emploi avec les voyages entrepris avec les fonctionnaires des commissions régionales.

Chapitre 16. Commission économique pour l'Asie et le Pacifique

V.26. Comme l'indiquent les tableaux 16.1 et 16.2 du projet de budget-programme, le montant total des ressources demandé s'établit à 61 565 400 dollars, compte tenu d'une augmentation de 287 000 dollars, soit un taux d'accroissement des ressources de 0,4 %.

V.27. Comme l'indique le paragraphe 16.37 du projet de budget-programme, il est proposé de créer un poste P-5 destiné au Chef de la Section du développement rural, "qui est appelé à mettre en oeuvre, gérer et coordonner le programme de travail concernant la dépaupérisation rurale dans la région et le développement agricole et rural durable". Comme l'indique le paragraphe 16.43 du projet de budget-programme, il est proposé de transformer un poste temporaire P-3 en poste permanent pour veiller à l'application continue du plan d'action de New Delhi pour le développement infrastructurel dans l'Asie et dans le Pacifique. Comme l'indiquent les paragraphes 16.56 et 16.57 du projet de budget-programme, il est proposé de créer un poste P-4 pour assurer le suivi de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement; les ressources prévues (53 400 dollars) au titre du personnel temporaire, qui avaient été demandées à cette fin en 1995, deviendraient sans objet. Il a également été proposé de créer un poste de fonctionnaire du service des bâtiments (P-2); le Comité consultatif relève au paragraphe 16.61 du projet de budget-programme que cette proposition a été faite à la suite de l'opération de reclassement effectuée à la CESAP. Le Comité recommande d'approuver la proposition tendant à créer ces quatre postes.

V.28. Le Comité consultatif constate que la CESAP a retenu l'approche thématique pour exécuter son programme de travail et envisage de modifier dans ce sens la structure de son secrétariat. Le Comité a été informé que la structure du secrétariat serait réexaminée par la Commission en 1997 et il est convaincu que les observations qu'il a formulées sur cette question au paragraphe V.3 ci-dessus seront prises en considération.

V.29. En ce qui concerne le programme de publications de la CESAP, le Comité consultatif estime que le nombre de publications est excessif et il appelle l'attention sur le paragraphe V.6 et le chapitre 1er ci-dessus.

Chapitre 17. Commission économique pour l'Europe

V.30. Comme indiqué au tableau 17.1 du projet de budget-programme, le montant total des ressources demandées au titre de la CEE s'élève à 47 719 400 dollars, avant réévaluation des coûts, faisant apparaître une augmentation de 340 100 dollars (soit 0,7 %) qui s'explique pour l'essentiel par la création projetée de deux postes d'administrateur supplémentaires (P-5 et P-3).

V.31. Il ressort du paragraphe 17.45 du projet de budget-programme que la proposition tendant à créer un poste P-5 répond à la nécessité de renforcer la capacité de la CEE d'entreprendre des analyses économiques dans les pays en transition, et du paragraphe 17.31 que la création d'un poste P-3 au titre du sous-programme 3 (Statistiques) s'explique par le surcroît de travail qu'entraîne l'accroissement du nombre des membres de la Commission. Le Comité consultatif recommande d'approuver la création de ces deux postes.

V.32. Il est indiqué au paragraphe 17.2 du projet de budget-programme que le nombre des pays membres de la CEE est passé de 34 à 55 dans un laps de temps relativement court et que, ces nouveaux membres étant pour moitié au moins des pays en transition, la Commission se trouve confrontée à des besoins nouveaux et à des tâches nouvelles.

V.33. Comme il ressort du tableau 17.1 2) et comme c'est le cas pour les autres commissions régionales, les fonds extrabudgétaires mis à la disposition de la CEE ont diminué, en particulier ceux qui proviennent de sources telles que le PNUD. Le Comité consultatif a toutefois été informé qu'on avait appris, après l'établissement du projet de budget-programme, que la CEE recevrait du PNUD des fonds extrabudgétaires supplémentaires à hauteur d'environ 3 millions de dollars.

V.34. Le Comité consultatif a pris note des mesures adoptées par la CEE en réponse aux recommandations du Bureau des services de contrôle interne relatives à la CEE, telles que décrites dans l'appendice de l'annexe du document A/49/891. Il a également été informé par les représentants de la CEE que ses recommandations avaient été appliquées dans la mesure du possible.

Chapitre 18. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

V.35. Comme indiqué au tableau 18.1 du projet de budget-programme, le montant des ressources demandées, qui fait apparaître une réduction de 1 648 900 dollars, s'élève à 77 330 500 dollars avant réévaluation des coûts. Cette réduction correspond au résultat net de la baisse des loyers que la Commission devrait avoir à verser, grâce à une renégociation du bail et à la réduction de la superficie occupée à Mexico, et de l'augmentation qu'entraînerait la création du poste P-4 proposé. Il ressort des paragraphes 18.74 et 18.75 du projet de budget-programme que ce poste permettrait d'assurer le suivi des activités relatives à la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement et que le crédit de 43 800 dollars ouvert en 1995 au titre du personnel temporaire ne serait pas renouvelé. Le Comité consultatif recommande d'approuver cette proposition.

V.36. Il est indiqué au paragraphe 18.2 du projet de budget-programme que la CEPALC a approuvé son programme de travail à sa vingt-cinquième session, tenue en avril 1994. Le Comité consultatif a été informé que la Commission se proposait d'exécuter ce programme en adoptant une démarche sectorielle avec des

apports interdisciplinaires; elle envisage également de coordonner étroitement les activités de ses divisions.

V.37. Le Comité consultatif a par ailleurs été informé que, pendant l'exercice biennal en cours, la Commission, tout en restant dans la limite des ressources qui lui avaient été accordées, avait augmenté la production de son programme de publications et de ses missions de coopération technique, le taux de progression ayant atteint, dans certains cas, jusqu'à 40 à 50 %. Le nombre des bourses qu'elle a accordées est passé de 1 000 à 3 000. Le Comité croit comprendre que ces résultats s'expliquent en partie par l'utilisation de technologies modernes et par l'automatisation.

V.38. Il ressort des paragraphes 18.87 à 18.90 du projet de budget-programme que des ressources importantes ont été prévues au titre de divers services et matériels de traitement de l'information, ainsi qu'au titre du matériel de bureautique. Comme il l'a indiqué plus haut dans ses remarques générales, le Comité consultatif estime que le recours croissant à l'automatisation et aux technologies modernes devrait permettre non seulement de produire davantage, mais aussi de réduire les effectifs et l'utilisation d'autres ressources d'appui.

V.39. La CEPALC est la seule commission régionale à ne disposer que d'un nombre limité de salles de conférence; le montant de 207 700 dollars, spécifié au paragraphe 18.11 au titre de la location de salles de conférence, est donc justifié. Le Comité consultatif compte toutefois que la situation sera suivie de près en ce qui concerne le nombre de réunions et le taux de participation à ces réunions.

Chapitre 19. Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale

V.40. Le Comité consultatif est conscient que les principales difficultés de la CESAO viennent du fait que son secrétariat a été plusieurs fois déplacé. En 1982, il avait été transféré de Beyrouth à Bagdad mais, en 1991, en raison de la crise dans la région du Golfe, il a été installé à Amman. Le Comité consultatif a été informé que le personnel de la Commission avait considérablement pâti de cette situation et que l'on avait enregistré, de ce fait, un pourcentage élevé de postes vacants au cours de l'exercice biennal 1994-1995.

V.41. Le Comité consultatif a été informé que, en application de la résolution 1994/43 du Conseil économique et social, le secrétariat de la CESAO pourrait être réinstallé à Beyrouth. Une déclaration relative aux incidences de ce transfert sur le budget-programme (E/1994/50/Add.2) a été présentée par le Secrétaire général au Conseil conformément à l'article 31 du règlement intérieur du Conseil. Il ressort de cette déclaration que le coût du transfert du secrétariat d'Amman à Beyrouth est évalué à 4,5 millions de dollars et que les dépenses annuelles de personnel à Beyrouth dépasseraient d'un million de dollars environ celles encourues à Amman. Il s'agit là d'estimations préliminaires qui devront être précisées en fonction du résultat des négociations entre le Secrétaire général et le Gouvernement libanais. Aucune ressource n'a été prévue à ce titre dans le projet de budget-programme pour 1996-1997 puisque, selon les informations communiquées au Comité consultatif, les consultations avec le Gouvernement libanais n'étaient pas terminées au moment de l'établissement du présent rapport. Le Comité consultatif recommande au Secrétaire général d'étudier si nécessaire, à l'issue de ces consultations, les incidences administratives et budgétaires d'un transfert éventuel, conformément aux procédures existantes.

V.42. Comme indiqué aux paragraphes 19.2 et 19.3 du projet de budget-programme, en raison des rapides changements politiques, économiques et sociaux que la région a connus, la CESAO a réorienté son programme et restructuré et rationalisé ses activités, en abandonnant l'approche sectorielle et en consolidant ses 15 sous-programmes en 5 sous-programmes thématiques. Elle a également ramené de ce fait de neuf à sept le nombre de ses divisions administratives.

V.43. Il ressort du paragraphe 19.8 du projet de budget-programme que plusieurs comités de la Commission assurent la direction d'ensemble des travaux du secrétariat. Le Comité consultatif a été informé qu'à sa dix-huitième session, tenue du 22 au 25 mai 1995, la CESAO avait recommandé au Conseil économique et social d'approuver la création de deux nouveaux comités intergouvernementaux, à savoir le Comité de l'énergie et le Comité des ressources en eau. Le Comité consultatif a également été informé qu'un document détaillant le programme de travail et les objectifs prioritaires de la CESAO avait été présenté à la Commission. À son avis, le texte explicatif présenté dans le projet de budget-programme aurait pu comporter davantage de précisions, puisqu'il sert à justifier les ressources demandées.

V.44. Le crédit demandé s'élève à 35 758 400 dollars avant réévaluation des coûts, faisant apparaître une augmentation de 545 300 dollars, soit un taux d'accroissement de 1,5 %. Cette augmentation est le résultat net des réductions et des augmentations proposées dans les ressources demandées au titre des différents objets de dépense, comme indiqué au tableau 19.2 du projet de budget-programme. Il ressort du paragraphe 19.6 que l'augmentation demandée au titre des dépenses de personnel est due à l'effet-report de cinq reclassements de poste approuvés pour l'exercice biennal 1994-1995, ainsi qu'au reclassement d'un poste d'agent local dans la catégorie des administrateurs proposé pour 1996-1997. Le Comité consultatif ne voit pas d'objection à ce projet de reclassement.

Chapitre 20. Programme ordinaire de coopération technique

V.45. Comme indiqué au paragraphe 20.1 du projet de budget-programme, le programme ordinaire de coopération technique complète l'assistance offerte aux pays en développement dans le cadre d'autres programmes. Des rapports annuels sur le programme sont présentés, selon qu'il convient, au Conseil d'administration du PNUD. Les paragraphes 20.2 à 20.9 donnent le détail des activités menées au titre du présent chapitre et indiquent la façon dont les ressources sont réparties. Les trois principaux types de coopération technique sont : services consultatifs à court terme, projets sur le terrain et formation. Le crédit demandé s'élève à 44 814 700 dollars avant réévaluation des coûts.

V.46. En examinant ce chapitre du projet de budget-programme, le Comité consultatif constate que, faute de statistiques sur l'utilisation des ressources, il est malaisé de déterminer dans quelle mesure les crédits demandés se justifient. C'est pourquoi le Comité consultatif recommande de renforcer le suivi, l'évaluation et le contrôle de l'utilisation des ressources dans chacune des entités d'exécution responsables d'une activité de coopération technique particulière. Le montant des ressources allouées à chacune des entités de l'ONU, tel qu'indiqué au tableau 20.2 du projet de budget-programme, pourrait également faire l'objet de renvois dans les chapitres pertinents du budget.

V.47. À toutes fins utiles, le Comité consultatif communique à l'Assemblée les prévisions de dépenses présentées dans le chapitre 20.

TITRE VI. DROITS DE L'HOMME ET AFFAIRES HUMANITAIRES

VI.1. Les crédits demandés par le Secrétaire général sous le titre VI (Droits de l'homme et affaires humanitaires) s'élèvent à 145 686 800 dollars, dont 49 717 700 dollars pour le chapitre 21 (Droits de l'homme), 52 057 200 dollars pour le chapitre 22 (Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés), 23 611 700 dollars pour le chapitre 23 (Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient), et 20 300 200 dollars pour le chapitre 24 (Département des affaires humanitaires).

Chapitre 21. Droits de l'homme

VI.2. Le Secrétaire général propose, pour l'exercice biennal 1996-1997, un tableau d'effectifs comprenant 160 postes permanents imputés sur le budget ordinaire (101 postes d'administrateur et 59 postes d'agent des services généraux) pour le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et pour le Centre pour les droits de l'homme. Le Comité note au tableau 21.3 et aux paragraphes 21.23 et 21.34 que cette proposition comprend a) la création d'un poste P-5 pour renforcer le Groupe administratif du Centre, conformément à la recommandation du Bureau des services de contrôle interne concernant le programme et les pratiques administratives du Centre [A/49/892, annexe, par. 26 a)]; b) la création d'un poste P-3 pour assister le Haut Commissaire; c) la transformation de 21 postes temporaires approuvés pour 1994-1995 sur le budget ordinaire en postes permanents financés sur ce même budget, y compris le poste de Sous-Secrétaire général (qui est celui du Haut Commissaire), quatre postes d'administrateur et quatre postes d'agent des services généraux pour le Bureau du Haut Commissaire; et d) le transfert d'un poste D-2 relevant du Bureau du Haut Commissaire, qui sera déclassé à D-1 et dont le titulaire dirigera le Service des instruments internationaux.

VI.3. Le Comité consultatif note au tableau 21.1 2) que les fonds extrabudgétaires qui devraient être disponibles pour 1996-1997 s'élèvent à 17 733 600 dollars. Il est prévu que le nombre des postes financés sur fonds extrabudgétaires devrait passer de six à huit. Le Comité consultatif note, comme il est indiqué au paragraphe 25 du rapport du Bureau des services de contrôle interne (A/49/892, annexe), que le Centre a fait l'objet de rapports établis par des vérificateurs externes qui ont recensé un certain nombre de faiblesses et de lacunes de caractère administratif. Le Comité consultatif estime qu'il faudrait également renforcer le suivi et le contrôle financier des fonds extrabudgétaires, indépendamment des mesures recommandées par le Bureau des services de contrôle interne en vue d'améliorer l'administration et la gestion financière du Centre.

VI.4. Le Comité consultatif note, au paragraphe 35 du rapport du Bureau des services de contrôle interne, que ce dernier estime indispensable et urgent de revoir et de restructurer le programme de travail du Centre. Comme il est indiqué au chapitre 10 de ce rapport, le programme de travail pour 1994-1995 est pratiquement le même que celui qui avait été adopté pour 1992-1993, même si le montant des ressources qui lui ont été affectées a augmenté de 20 %. En ce qui concerne le programme de travail proposé pour 1996-1997, le Comité consultatif a été informé, en réponse à ses questions, que le Centre a entrepris une redéfinition de son programme de travail visant à améliorer son efficacité et son efficience, conformément aux recommandations du Bureau; de surcroît, le Haut Commissaire a engagé les services d'une entreprise de consultants pour l'aider dans cette restructuration. Il a été indiqué que, vu qu'il faudra trois mois aux consultants externes pour mener à bien leur tâche, la restructuration devrait être achevée d'ici la fin d'octobre 1995. Le Comité consultatif note aux paragraphes 14 et 35 du rapport du Bureau que cette restructuration est

indispensable pour pouvoir déterminer le niveau des ressources additionnelles requises par le Centre en 1996-1997.

VI.5. Le Comité consultatif note, comme il est indiqué aux paragraphes 11 et 16 du rapport du Bureau des services de contrôle interne, qu'une proportion croissante des effectifs du Centre accomplissent des tâches de secrétariat, aux dépens de la recherche et de l'analyse technique, lesquelles sont le plus souvent confiées à des consultants et à des experts recrutés pour des contrats de courte durée. Au vu du programme de travail proposé au chapitre 21 du document, le Comité consultatif est amené à conclure que le programme du Centre proposé pour 1996-1997 continue à être organisé de sorte à assurer en premier lieu le service des organes qui s'occupent des droits de l'homme (par exemple, Commission des droits de l'homme, Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, organes de suivi des traités, rapporteurs spéciaux, etc.).

VI.6. Le Comité consultatif note au paragraphe 23 du rapport du Bureau des services de contrôle interne que le Centre ne possède aucun dispositif central assurant un contrôle d'ensemble du programme au niveau de la formulation, de l'application et de la coordination et que chacun des cinq services et sections du Centre fonctionne comme une entité quasi autonome. En réponse à ses questions, le Comité consultatif a reçu un organigramme du Centre et a été informé que la question de la réorganisation du secrétariat du Centre serait abordée sur la base des résultats de la restructuration du programme de travail du Centre.

VI.7. Le Comité consultatif note au paragraphe 31 du rapport du Bureau des services de contrôle interne qu'il y avait, depuis juin 1994, 116 stagiaires au Centre, dont la plupart participaient à des travaux importants et confidentiels au Centre. En réponse à ses questions, le Comité consultatif a été informé qu'au 3 juillet 1995, il y avait 60 stagiaires au Centre. Le Comité consultatif a fait sienne la préoccupation exprimée par le Bureau des services de contrôle interne dans son rapport, à savoir que le programme des stages devrait être géré adéquatement et coordonné centralement par le Bureau des Nations Unies à Genève, dans le plein respect des règles et conditions régissant les programmes de stage des Nations Unies.

VI.8. Le Comité consultatif note aux paragraphes 32 et 34 du rapport du Bureau des services de contrôle interne que la question de la délimitation des responsabilités respectives du Haut Commissaire et du Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme a été abordée dans ce même rapport où on s'est efforcé de présenter les fonctions respectives de ces deux fonctionnaires afin d'éviter un chevauchement des responsabilités (A/49/892, annexe, appendice II). Le Comité consultatif a demandé, sans obtenir de réponse, comment les fonctions respectives présentées dans le rapport du Bureau sont exercées dans la réalité.

VI.9. En ce qui concerne la question de la gestion des projets de coopération technique, le Comité consultatif note, au paragraphe 9 de l'appendice I du rapport du Bureau des services de contrôle interne, que le Centre n'a pas encore tenu compte des principales observations formulées par le Comité des commissaires aux comptes en avril 1994. Le Comité consultatif note qu'une part croissante du programme de travail du Centre consiste en des services consultatifs et des activités de coopération technique (sous-programme 3). Toutefois, le Comité note, aux paragraphes 21 et 39 du rapport, que le Centre ne dispose pas des compétences techniques nécessaires pour fournir des conseils de qualité aux gouvernements et pour appliquer des projets dans ce domaine. Le chapitre 21 du projet de budget-programme ne précise pas clairement les ressources nécessaires pour pallier ces insuffisances en 1996-1997. En réponse

à ses questions, le Comité consultatif a été informé que l'on procède actuellement à une réorganisation du Service des services consultatifs et de l'assistance technique afin d'en redéfinir les objectifs, les priorités et le programme de travail; on a mis au point de nouvelles lignes directrices concernant la formulation des projets, ainsi qu'un manuel de suivi et d'évaluation de la gestion des projets; en outre, le Centre a lancé un programme de formation destiné à son personnel.

VI.10. En ce qui concerne le programme de publication du Centre, le Comité consultatif estime qu'il y a une surproduction considérable de publications, tant périodiques que non périodiques. En outre, les coûts de production et de distribution de ces publications ne sont pas clairement précisés au chapitre 21 du projet de budget-programme. Le Comité consultatif note que seules sont clairement indiquées, au paragraphe 21.39, les ressources nécessaires pour couvrir le coût de l'impression à l'extérieur de publications du Centre (421 800 dollars). À ce sujet, le Comité consultatif recommande au Centre de réexaminer, en toute priorité et dans le cadre de la restructuration de son programme de travail, son programme de publications, afin de veiller à ce que chaque publication corresponde à un besoin identifiable et que le rapport coût-utilité en soit satisfaisant.

VI.11. En ce qui concerne les problèmes de gestion du personnel, le Comité consultatif note au paragraphe 13 du rapport du Bureau des services de contrôle interne que des lacunes graves ont été signalées dans ce domaine critique. Le Comité consultatif fait sienne la recommandation formulée par le Bureau au paragraphe 4 de l'appendice de son rapport, selon laquelle les postes vacants de chef de service et chef de section ne devraient pas être pourvus tant que la restructuration n'aura pas été menée à bien, que les besoins n'auront pas été évalués et que les compétences nécessaires n'auront pas été déterminées. En réponse à ses questions, le Comité consultatif a été informé que le poste P-5 et le poste D-1 vacants au Centre ne seraient pas pourvus tant que n'auront pas été menées à terme la réévaluation et la réorganisation du programme de travail. Dans ces circonstances, le Comité consultatif pense que, à l'exception du poste de sous-secrétaire général (qui est celui du Haut Commissaire), d'un poste P-5 et de deux postes d'agent des services généraux relevant du Bureau du Haut Commissaire, la décision de transformer les 17 postes temporaires restants, approuvée en 1994-1995, en postes permanents pour 1996-1997 devrait être reportée jusqu'à ce que l'on connaisse les résultats de la restructuration du programme de travail et que l'on ait identifié les priorités. En ce qui concerne la proposition visant à créer deux postes nouveaux permanents en 1996-1997, le Comité consultatif n'approuve pas la création du nouveau poste P-3, mais recommande la création du nouveau poste P-5, dont le titulaire devrait exercer les attributions d'un service administratif, pour les raisons avancées par le Bureau des services de contrôle interne dans son rapport.

Chapitre 22. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

VI.12. Il est rappelé au paragraphe 22.22 que, conformément à l'article 20 du statut du HCR, aucune dépense en dehors des dépenses d'administration motivées par le fonctionnement du HCR n'est imputée sur le budget de l'ONU et toutes les dépenses afférentes à l'activité du HCR sont couvertes par des contributions volontaires. En conséquence, le Secrétaire général propose que les dispositions actuelles soient maintenues pour l'exercice biennal 1996-1997, à savoir que 244 postes permanents (89 postes d'administrateur ou de fonctionnaire de rang supérieur et 155 postes d'agent des services généraux) continueraient d'être imputés sur le budget ordinaire.

VI.13. Le Comité consultatif note au tableau 22.1 2) du projet de budget-programme que les ressources émanant de contributions volontaires devraient s'élever à 2 416 885 800 dollars pour l'exercice biennal 1996-1997. Le Comité consultatif examinera le projet de budget-programme du Haut Commissariat financé sur fonds volontaires pour 1996 au cours de sa session d'automne commençant en septembre 1995.

VI.14. Le Comité consultatif rappelle qu'au paragraphe 36 de la section II de sa résolution 48/228 A, l'Assemblée générale avait prié "le Secrétaire général et le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés d'examiner les arrangements existants en ce qui concerne le financement du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés au moyen de crédits inscrits au budget ordinaire et de fonds extrabudgétaires, en tenant pleinement compte de la multiplication des tâches confiées au Haut Commissariat depuis 1989, et, le cas échéant, de lui présenter des propositions à sa quarante-neuvième session". À cet égard, des représentants du Secrétaire général ont informé le Comité consultatif qu'un examen des arrangements existants sera mené à terme en 1996 et que les résultats en seront communiqués à l'Assemblée générale.

Chapitre 23. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

VI.15. Comme indiqué aux paragraphes 23.2 et 23.3 du projet de budget-programme, la stratégie d'ensemble de l'UNRWA pour l'exercice biennal 1996-1997 est axée sur les préparatifs de la remise définitive de ses installations, services et programmes aux autorités palestiniennes en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, tout en continuant à fournir des services à des réfugiés palestiniens remplissant les conditions requises et se trouvant en Jordanie, au Liban, en République arabe syrienne, ainsi qu'en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Les fonds extrabudgétaires nécessaires aux projets opérationnels de l'UNRWA sont estimés à 894 987 000 dollars pour 1996-1997.

VI.16. En ce qui concerne l'application de la décision du Secrétaire général de transférer de Vienne à la bande de Gaza le siège de l'Office, qui a été entérinée par l'Assemblée générale dans sa résolution 49/35 A du 9 décembre 1994, le Comité consultatif a été informé que, comme prévu, le transfert avait déjà commencé. Il a été signalé que le Commissaire général avait inauguré son bureau à Gaza en novembre 1994. Le calendrier des opérations prévoyait le transfert de l'administration centrale (Bureau du Commissaire général et unités connexes, Administration du personnel et Services juridiques) à des installations temporaires en décembre 1995; par la suite, dans l'hypothèse où le bâtiment du siège à Gaza serait prêt en mars 1996, le Département financier y serait transféré en mars 1996. Le budget de l'opération de transfert était estimé à 13,5 millions de dollars. Le Comité consultatif a été informé qu'au 7 juin, des fonds suffisants n'avaient pas été reçus pour permettre cette opération. Pour pouvoir lancer le processus, il a été indiqué que les fonds devaient être disponibles pour couvrir les frais de construction du bâtiment du siège à Gaza. Si les fonds n'étaient pas disponibles, le plan de transfert devrait être modifié en conséquence.

VI.17. Aucune modification n'est proposée dans le nombre de postes permanents inscrits au budget ordinaire pour 1996-1997 (82 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et 10 postes d'agent des services généraux). Le Comité consultatif a été informé que le transfert du siège causerait des difficultés d'ordre opérationnel à l'Office, car on s'attendait à ce que plusieurs fonctionnaires recrutés sur le plan international en poste à Vienne ne se rendraient pas à Gaza et devraient donc être remplacés. Le Comité consultatif a pris connaissance de la répartition temporaire de 92 postes qui

seraient financés par le budget ordinaire en 1996-1997, comme suit : 40 postes à Gaza, 9 à Amman, 3 à New York et 40 dans les bureaux extérieurs. Le Comité consultatif déduit du paragraphe 23.9 et du tableau 23.3 que l'UNRWA emploie également 82 fonctionnaires recrutés sur le plan international et 20 600 agents locaux rémunérés à l'aide des contributions volontaires destinées aux projets. Le Comité consultatif a appris que presque tous les agents locaux étaient palestiniens, 70 % étant affectés aux services d'éducation (principalement en tant qu'enseignants), 16 % aux services de santé et 6 % aux services communs et opérationnels. En outre, 16 fonctionnaires étaient détachés, 10 de l'UNESCO et 6 de l'OMS, et un fonctionnaire était rémunéré par le Gouvernement suisse.

VI.18. Le Comité consultatif prie le Commissaire général de l'UNRWA d'établir un rapport sur l'état d'avancement des opérations de transfert du siège de l'UNRWA aux fins d'examen par la Commission consultative de l'UNRWA. Le Comité consultatif étudiera ce rapport en septembre 1995, au moment où il procédera à l'examen du budget administratif et des dépenses d'appui de l'UNRWA pour 1996-1997. Le Comité consultatif fera ensuite rapport à la Commission consultative de l'UNRWA.

Chapitre 24. Département des affaires humanitaires

VI.19. Le Secrétaire général propose un tableau d'effectifs de 75 postes permanents inscrits au budget ordinaire pour le Département des affaires humanitaires pour 1996-1997, tableau qui comprend trois nouveaux postes (1 P-5 et 1 P-3 à New York, et 1 P-5 à Genève). Comme indiqué aux paragraphes 24.5, 24.35 et 24.38, les nouveaux postes P-5 et P-3 proposés à New York sont demandés pour la Division des situations d'urgence complexes (le poste P-5 pour le Chef de la Section Asie, Europe et Amérique latine et le poste P-3 pour aider le Chef de la Section Afrique I qui s'occupe des situations d'urgence dans les pays d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique centrale et d'Afrique australe). Le nouveau poste P-5 proposé pour Genève correspond au poste de chef du Groupe d'appui pour les situations d'urgence complexes. Le Comité a été informé que cette unité, bien que située à Genève, fonctionne comme partie intégrante de la Division des situations d'urgence complexes de New York.

VI.20. Le Comité consultatif constate d'après le tableau 24.3 que le Département compte ajouter sept postes temporaires financés par des fonds extrabudgétaires (5 postes d'administrateur et 2 postes d'agent des services généraux), ce qui correspond à un total de 228 postes temporaires financés par des fonds extrabudgétaires (102 postes d'administrateur et 126 postes d'agent des services généraux et autres catégories) pour l'exercice biennal 1996-1997. À cet égard, le Comité consultatif a été informé que, compte tenu des fonctions essentielles actuellement confiées au Département, ce dernier comptait entreprendre en 1995 une étude de gestion pour déterminer quels postes financés précédemment par des fonds extrabudgétaires devraient être inscrits au budget ordinaire du Département, au cours du prochain exercice biennal.

VI.21. Le Comité consultatif a reçu un organigramme du Département réorganisé, montrant la répartition des postes, financés par le budget ordinaire ou par des fonds extrabudgétaires, pour toutes les unités du Département. Le Comité consultatif constate qu'un nombre élevé de postes financés par des fonds extrabudgétaires, certaines des classes D-1 et D-2, sont affectés au programme de travail ordinaire du Département, notamment à Genève. Le Comité consultatif constate également qu'il y a un fort pourcentage d'agents des services généraux par rapport aux administrateurs dans les postes extrabudgétaires à Genève (par exemple dans la Division de la prévention des catastrophes et dans le Service de la coordination des secours). Le Comité consultatif compte reprendre la question de savoir s'il faut financer un plus grand nombre des fonctions

essentielles du Département au titre du budget ordinaire, en se fondant sur les résultats de l'étude de gestion dès que ceux-ci seront disponibles et sur les propositions que le Secrétaire général pourra souhaiter faire à cet égard.

VI.22. Le Comité consultatif croit comprendre que l'étude sur la gestion aura commencé en septembre 1995. À cet égard, le Comité consultatif est d'avis que l'étude devrait également porter sur la formulation d'une stratégie financière pour le programme de travail du Département et que cette étude devrait être effectuée en consultation avec le Département de l'administration et de la gestion, le but étant de rationaliser l'utilisation des ressources. En outre, le Comité consultatif estime que l'étude devra viser à simplifier la structure par classes du Département et à préciser les liens hiérarchiques entre les diverses unités du Département afin d'améliorer la coordination. Le Comité consultatif estime qu'en attendant l'achèvement de l'étude, la proposition tendant à créer de nouveaux postes ne devrait pas être approuvée et que la question de la dotation en effectifs du Département devrait être réétudiée dès que les résultats de l'étude seront soumis à l'Assemblée générale.

VI.23. Comme indiqué au tableau 24.1 du projet de budget-programme, les fonds extrabudgétaires dont disposera le Département sont estimés à 144 684 500 dollars. En réponse à ses questions, le Comité a été informé que le Département est responsable de l'administration d'environ 150 comptes subsidiaires de fonds d'affectation spéciale, ce qui constitue une lourde charge de travail. Les fonds dont la gestion relève de la responsabilité du Bureau de Genève sont administrés par le Groupe de l'administration et des finances de ce bureau. Le Comité a été informé qu'afin de regrouper les activités et d'opérer un rapprochement avec les services organiques du Département à New York, le Département pourrait transférer la responsabilité de la gestion financière des fonds d'affectation spéciale opérationnels de Genève à New York.

VI.24. Le Comité consultatif constate, d'après le paragraphe 24.31, 2 c) ii), que le Département dispose de réserves permanentes de fournitures de secours de base qui sont stockées dans un entrepôt à Pise (Italie) et que des négociations se poursuivront avec des organismes des Nations Unies pour l'accroissement des stocks de fournitures. En réponse à ses questions, le Comité consultatif a été informé que cet entrepôt, qui est totalement financé par des contributions volontaires, a été hérité du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe. À cet égard, le Comité consultatif réaffirme qu'à son avis, le rôle principal du Département est de coordonner l'assistance humanitaire d'urgence conformément aux dispositions de la résolution 46/182 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1991.

TITRE VII. INFORMATION

Chapitre 25. Information

VII.1. Le crédit demandé pour le titre VII s'élève à 137 911 700 dollars et couvre le chapitre 25 (Information). Comme l'indique le tableau 25.1 du projet de budget-programme, le montant des dépenses prévues s'élève à 127 371 200 dollars, avant réévaluation des coûts, soit une réduction de 4 071 400 dollars qui s'explique en majeure partie par une diminution des ressources nécessaires pour le Département de l'information au Siège et pour les conférences spéciales.

VII.2. Comme le montre le tableau 25.1 2), le montant des fonds extrabudgétaires dont le Département disposera en 1996-1997 est estimé à 4 763 100 dollars, dont 2 700 000 dollars au titre du Fonds d'affectation spéciale Forum du développement. Le Comité consultatif relève au paragraphe 24 du rapport du Secrétaire général sur l'examen des publications du Département (A/AC.198/1995/3) que le Département fait paraître une publication bimensuelle intitulée Development Business, qui répond aux besoins de l'Organisation, des États Membres, des banques internationales de développement et des autres institutions s'intéressant aux appels d'offres internationaux pour des projets de développement économique financés par l'ONU. Le Comité a été informé que la vente de cette publication, qui n'est disponible que par abonnement, couvrirait entièrement les frais de production et générerait des recettes nettes qui devraient atteindre 363 071 dollars en 1994-1995. Ces recettes sont comptabilisées comme recettes accessoires, conformément au règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU. À cet égard, le Comité a été informé qu'on avait proposé, aux paragraphes 49 et 50 du document A/C.5/48/10, d'utiliser les recettes nettes provenant de la vente de publications pour financer des activités dites de "développement de produits", telles que la rédaction et la promotion de nouvelles publications et l'octroi d'une assistance aux départements auteurs. Le Comité consultatif n'approuve pas cette proposition et ne voit aucune raison de modifier les règles comptables actuelles.

VII.3. Le Comité consultatif constate, à la lecture des paragraphes 25.5, 25.7 et 25.17, que le projet de budget-programme pour 1996-1997 reflète un allègement de la structure du Département de l'information. Selon le tableau 25.3, le Secrétaire général propose d'inscrire 822 postes permanents au budget ordinaire (290 postes d'administrateur, 268 postes d'agent des services généraux, 214 postes d'agent local et 50 postes d'administrateur recruté sur le plan national), ce qui suppose de radier du tableau d'effectifs 13 postes d'administrateur et 2 postes d'agent des services généraux (dont l'un serait supprimé et l'autre retransféré au Cabinet du Secrétaire général) et de transformer 10 postes d'agent local en postes d'administrateur recruté sur le plan national.

VII.4. Le Département devrait disposer de 39 postes temporaires financés au moyen des fonds extrabudgétaires (1 poste P-4, 1 poste P-3, 10 postes d'agent des services généraux et 27 postes d'agent local financés au moyen de contributions spéciales des gouvernements), ce qui représente cinq postes extrabudgétaires de moins qu'en 1994-1995 (un poste P-5 au titre de l'appui aux opérations de maintien de la paix, un poste P-5 financé au moyen du Fonds d'affectation spéciale pour la célébration du cinquantième anniversaire, un poste P-4 financé au moyen du Fonds d'affectation spéciale pour l'information au service du redressement et du développement économiques de l'Afrique et un poste P-4 et un poste d'agent des services généraux financés au moyen du Fonds

d'affectation spéciale pour la coopération internationale pour le développement).

VII.5. Le Comité consultatif note que les postes prévus pour les activités liées au cinquantième anniversaire de l'ONU pourront être réaffectés aux services chargés d'exécuter le programme de travail du Département une fois que les célébrations auront pris fin. À cet égard, il recommande que le Secrétaire général apporte un complément d'information sur les attributions qui seraient attachées à ces postes en 1996-1997.

VII.6. Le Comité consultatif ne voit pas d'objection à ce que 10 postes d'agent local soient transformés en postes d'administrateur recruté sur le plan national dans les centres d'information des Nations Unies. Il rappelle que l'Assemblée générale a approuvé, à la section IV.B de sa résolution 49/223 du 23 décembre 1994, les critères révisés relatifs à l'emploi des administrateurs recrutés sur le plan national qui étaient proposés dans l'annexe VI au rapport de la Commission de la fonction publique internationale pour l'année 1994⁸. Il espère que les centres d'information des Nations Unies employant des administrateurs recrutés sur le plan national se conformeront scrupuleusement à ces critères, qui sont applicables dans l'ensemble du système.

VII.7. Le Comité consultatif fait observer que le projet de budget-programme ne fait pas apparaître clairement le montant des dépenses prévues pour les supports et services d'information au titre du sous-programme 1 (Services de promotion). Il tient donc à réaffirmer que le chapitre du budget consacré à l'information devrait être présenté de manière que le lecteur comprenne comment les ressources sont réparties entre les trois sous-programmes du Département.

VII.8. Le Comité consultatif rappelle que l'Assemblée générale a, dans sa résolution 49/38 B du 9 décembre 1994, prié "la direction du Département de l'information de passer en revue les publications et les propositions de publication pour veiller à ce que chaque publication corresponde à un besoin déterminé, ne fasse pas double emploi avec d'autres publications, au sein ou à l'extérieur du système des Nations Unies, et soit rentable". Il constate que les renseignements contenus dans le document A/AC.198/1995/3 du 22 mars 1995, élaboré par le Département comme suite à cette résolution, ne répondent qu'en partie à la demande de l'Assemblée. À son avis, il faudrait poursuivre l'étude pour déterminer si certaines publications pourraient être fondues et/ou produites de façon plus économique en évitant les doubles emplois.

VII.9. Les paragraphes 6 à 28 du document A/AC.198/1995/3 décrivent les publications périodiques du Département et l'annexe I contient la liste des publications non périodiques et autres supports produits en 1994. Le Comité consultatif n'est pas convaincu que "les publications répondent aux plus hautes normes de qualité et de rentabilité", comme il est affirmé au paragraphe 3 du document susmentionné, ou que leur contenu ne reprenne pas des informations dont disposent déjà les États Membres. Il recommande donc de réévaluer rigoureusement le programme de publications afin que les objectifs visés puissent être atteints au moindre coût. À cet égard, il préconise une collaboration plus étroite entre le Département de l'information et le Bureau des services de conférence.

VII.10. Le Comité consultatif note que le montant demandé au chapitre 25 (142 674 800 dollars, soit 137 911 700 dollars au titre du budget ordinaire et 4 763 100 dollars au titre des fonds extrabudgétaires) ne constitue pas la totalité des ressources allouées aux activités d'information. À sa demande, le Comité s'est vu communiquer le tableau suivant, qui présente la répartition des

ressources allouées à ces activités à d'autres chapitres du budget, ressources dont le montant total est estimé à 6 446 700 dollars (aux taux courants) :

Chapitre	Nombre de postes		Montant total des dépenses (en milliers de dollars)
	Administrateur	Agent des services généraux	
2. Affaires politiques	4	4 ^a	1 455,6
7B. Afrique : situation économique critique, redressement et développement	2	2	1 012,4
10A. CNUCED	2	2 ^b	942,2
11. PNUE	2	1	508,0
15. CEA	3	2	683,3
16. CESAP	2	4	596,6
18. CEPALC	1	4	766,8
19. CESA0	1	2	248,0
23. UNRWA	1		233,8
Total	18	21	6 446,7

^a Plus 36 mois de travail de personnel temporaire (autre que celui affecté aux réunions) de la catégorie des agents des services généraux.

^b Comprend 12 mois de travail d'un P-5 et 12 mois de travail d'un P-4.

VII.11 Le Comité relève qu'au paragraphe 37 du document A/AC.198/1995/3, il est dit que le Sous-Secrétaire général à l'information a été nommé président du Comité des publications en 1994. Comme l'indique le Secrétaire général au paragraphe 5 de son rapport sur la politique de l'ONU en matière de publications (A/C.5/48/10), en date du 13 octobre 1993, "on entend par publication des Nations Unies tout document écrit publié par ou pour les Nations Unies sous la direction du Comité des publications". Il est également précisé, au paragraphe 9 dudit rapport, qu'étant donné l'évolution rapide des technologies, le terme "publication" devrait couvrir non seulement la production de documents imprimés, mais aussi celle de documents "non imprimés", notamment la reproduction et la diffusion de documents établis sur un support exploitable par machine, comme les CD-ROM.

VII.12 Le Comité consultatif accueille avec satisfaction le rapport du Secrétaire général sur la politique en matière de publications et recommande à l'Assemblée générale d'approuver les propositions contenues dans ce rapport, à l'exception de celle qui concerne l'utilisation du produit de la vente des publications, à laquelle se réfère le paragraphe VII.2 ci-dessus.

VII.13. S'agissant du rôle du Comité des publications et de ses comités et groupes de travail (A/C.5/48/10, par. 20), le Comité consultatif a été informé que le Comité des publications n'était pas encore complètement opérationnel, ses membres ne participant pas régulièrement aux réunions. Le Comité consultatif compte que le Comité des publications et ses groupes de travail commenceront d'urgence à s'acquitter effectivement de leurs mandats respectifs.

VII.14. Le Comité consultatif note, d'après le paragraphe 14 du document A/C.5/48/10, que "si les organes intergouvernementaux revoient systématiquement et régulièrement les publications en série dont ils sont responsables, on aura l'assurance que ces publications correspondent à des mandats valides et satisfont aux critères énoncés par l'Assemblée générale" dans sa résolution 38/32 E du 29 novembre 1983. Le Comité estime que tous les programmes de

publication des départements présentés pour examen à des organes intergouvernementaux devraient comporter les renseignements suivants : titres, langues, nombre d'exemplaires, dates prévues de publication et coût. Le Comité n'a pas l'impression que ces examens aient souvent lieu dans les commissions régionales (pour plus de détails sur la question, voir chap. I).

VII.15. Au paragraphe 28 de son rapport (A/C.5/48/10), le Secrétaire général dit que "les ateliers d'imprimerie du Siège de l'ONU, de l'Office des Nations Unies à Genève et des commissions régionales disposent du matériel et du personnel qualifié qui leur permettent de produire la quasi-totalité des publications des Nations Unies, bien qu'il soit parfois nécessaire de s'adresser à l'extérieur si la publication doit répondre à des exigences spéciales ou si les délais sont très courts".

VII.16. Le Comité consultatif note que, contrairement à la politique énoncée, des crédits sont encore demandés pour l'exercice 1996-1997 au titre des travaux contractuels d'imprimerie pour des documents qui ne semblent pas répondre à des exigences spéciales ni devoir être publiés dans des délais très courts. Au paragraphe 25.45 du projet de budget-programme, par exemple, un montant de 1 251 100 dollars est demandé au titre des services contractuels pour la Division de la bibliothèque et des publications, dont 454 500 dollars pour financer les travaux d'impression à l'extérieur de publications en série comme la Chronique de l'ONU, le rapport annuel du Secrétaire général, L'ABC des Nations Unies et L'ONU en quelques mots; à l'alinéa b) du paragraphe 25.55, un montant de 655 400 dollars est demandé pour financer l'impression contractuelle de matériaux d'information préparés par la Division de la promotion et des services à l'intention du public; et, à l'alinéa b) du paragraphe 25.105, un montant de 106 200 dollars est demandé pour financer l'impression à l'extérieur de documents d'information sur la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), qui doit se tenir à Istanbul en 1996. Le Comité rappelle que, selon lui, des économies importantes pourraient être réalisées si ces travaux d'imprimerie étaient réalisés dans les ateliers de l'ONU. Le Comité recommande que l'on procède à une évaluation précise de la capacité des ateliers d'imprimerie de l'Organisation afin de déterminer, le cas échéant, quelles nouvelles mesures devraient être prises pour l'accroître.

VII.17. Le Comité consultatif note qu'à l'alinéa c) du paragraphe 25.45, un montant de 527 000 dollars est demandé pour certains services spécialisés de bases de données bibliographiques en accès direct, comme LEXIS, NEXIS et DIALOG, que l'ONU ne pourrait assurer elle-même pour un coût raisonnable. Le Comité recommande que, sur la base de la politique énoncée dans le paragraphe 43 du document A/C.5/48/10, le Département étudie à fond la possibilité de tirer des revenus de la vente des services d'accès direct à la base de données de l'ONU, ainsi que de la production et de la vente sur CD-ROM de publications en série comme par exemple l'Annuaire des Nations Unies.

VII.18. Le Comité consultatif note, d'après le tableau 25.21 2) du projet de budget-programme, que le montant des fonds extrabudgétaires destinés aux centres d'information des Nations Unies (1 472 000 dollars) ne devrait pas augmenter en 1996-1997 par rapport à 1994-1995 et devrait même diminuer par rapport aux dépenses de 1992-1993 (1 525 400 dollars); en outre, aucune ressource n'est prévue pour les projets opérationnels, que ce soit dans le budget ordinaire ou sous forme de fonds extrabudgétaires. Le Comité note, d'après le paragraphe 25.99 a), que des ressources d'un montant de 3 633 700 dollars sont demandées pour la location et l'entretien des locaux, y compris les frais d'éclairage, de chauffage, d'électricité et d'eau, dans les centres d'information où ces frais ne sont pas pris en charge par le pays hôte. Le Comité a été informé que les contributions des gouvernements hôtes pour

1994-1995 s'élevaient, au 30 avril 1995, à 850 335 dollars. Le Comité demande au Secrétaire général de suivre la situation compte tenu des accords conclus avec les pays hôtes concernant le financement de ces dépenses à l'aide de contributions volontaires.

VII.19. Comme indiqué aux paragraphes 25.89 et 25.90, l'objectif des centres d'information des Nations Unies est de mieux faire comprendre le travail et les objectifs de l'ONU, en particulier dans les pays qu'ils desservent; leurs activités couvrent toute la gamme des services de promotion et d'information. Le Comité consultatif recommande que les centres d'information, sous la conduite du coordonnateur résident de l'ONU, coordonnent leurs activités d'information dans toute la mesure du possible avec les programmes et les activités d'information des institutions spécialisées, des programmes et des fonds des Nations Unies.

VII.20. Le Comité consultatif note, d'après le paragraphe 30 du rapport du Secrétaire général sur les centres d'information des Nations Unies en 1994 (A/AC.198/1995/2), que seuls 38 centres d'information peuvent communiquer avec le Siège par messagerie électronique. Il a été informé que les centres d'information des Nations Unies sont actuellement au nombre de 62, les services d'information au nombre de 6 et les bureaux extérieurs au nombre de 8. Le Comité recommande que des mesures soient prises pour établir des liaisons électroniques entre les centres d'information et le Siège afin de faciliter les communications et d'en réduire le coût. Le Comité recommande en outre d'examiner la question de l'appui administratif fourni aux centres, en vue de réduire le montant des dépenses à ce titre et de dégager ainsi des ressources au profit des activités opérationnelles.

VII.21. À propos des activités et des programmes d'information des opérations humanitaires et des opérations de maintien de la paix, le Comité consultatif constate, après avoir examiné les propositions budgétaires et les rapports sur l'exécution des budgets des missions de maintien de la paix, que la détermination des besoins en matériel et des besoins en matière de diffusion d'informations ne fait pas l'objet d'une approche uniforme. Le Comité fait observer que, faute de critères uniformes, les efforts d'information sont souvent dispersés et les installations, dans le cas de la radiodiffusion par exemple, souvent loin d'être employées de façon optimale. Le Comité consultatif recommande que le Département de l'information, agissant en tant que coordonnateur, étudie la question sous tous ses aspects et présente à l'Assemblée générale une proposition sur les mesures à prendre, accompagnée d'un état des incidences financières.

VII.22. Le Comité consultatif a reçu des données sur la charge de travail que représente pour le Département de l'information la couverture des conférences internationales qui se tiennent en dehors du Siège et sur la structure des effectifs affectés à ces conférences (voir tableau ci-après). Le Comité observe que les chiffres n'ont pas évolué ces dernières années, malgré l'introduction de technologies modernes. Comme on le constate d'après le tableau ci-après, le nombre de fonctionnaires internationaux et d'agents locaux affectés aux conférences internationales varie de 57 à 10 suivant l'importance de la conférence. Le Comité estime que le nombre effectif d'agents affectés à une conférence devrait être déterminé en fonction des besoins de la conférence elle-même, qui ne sont pas forcément en rapport avec son envergure. Le Comité recommande que les normes soient revues et mises à jour compte tenu des enseignements tirés des conférences récentes, de l'introduction de technologies susceptibles de faire tomber certaines procédures en désuétude et de la nécessité de réaliser des économies.

Structure des effectifs affectés par le Département de l'information aux conférences internationales
tenues hors du Siège

	Grandes conférences ^a			Conférences de moyenne importance ^a			Petites conférences ^a		
	Personnel inter-national	Personnel local	Total	Personnel inter-national	Personnel local	Total	Personnel inter-national	Personnel local	Total
Coordonnateur/porte-parole	1 ^b	—		1 ^b	—		1	—	
Fonctionnaire de l'information/ directeur de projet	1	—		1	—		1	—	
Attaché de liaison (médias)	1	—		—	—		—	—	
Secrétaire	1	—		—	1		—	1	
Total partiel	4	—	4	2	1	3	2	1	3
Éditeur/attaché de presse (A, F) ^c	8	—		6	—		2	—	
Superviseur du service de dactylographie/correcteur d'épreuves (bilingue A, F) ^c	2	—		2	—		1	—	
Dactylographe (A, F) ^c	—	4		—	2		—	2	
Télétypiste	—	4		—	2		—	1	
Conducteur de ronéo/photocopieur	—	2		—	2		—	1	
Planton	—	2		—	2		—	1	
Total partiel	10	12	22	8	8	16	3	5	8
Fonctionnaire chargé des accréditations	1	—		1	—		—	—	
Commis aux accréditations	—	2		—	1		—	—	
Fonctionnaire chargé des documents	1	—		1	—		—	—	
Commis aux documents	—	2		—	1		—	—	
Total partiel	2	4	6	2	2	4	—	—	—
Fonctionnaire de la radio (A, E, F)	3	—		2	—		2	—	
Assistant de production	—	3		—	2		—	1	
Ingénieur du son	—	5		—	2		—	1	
Total partiel	3	8	11	2	4	6	2	2	4
Chargé de la production (informations télévisées)	1	—		1	—		—	—	
Caméraman	1	—		—	1		—	—	
Fonctionnaire chargé du matériel audio-visuel	1	—		1	—		—	—	
Technicien du son	1	—		—	1		—	—	
Projectionniste	—	1		—	1		—	—	
Total partiel	4	1	5	2	3	5	—	—	—
Photographe	1	—		—	1		—	— ^d	
Éditeur photo	1	—		1	—		—	—	
Technicien chambre noire	—	1		—	—		—	—	
Commis à la distribution des photos	—	1		—	—		—	—	
Total partiel	2	2	4	1	1	2	—	—	—

	Grandes conférences ^a			Conférences de moyenne importance ^a			Petites conférences ^a		
	Personnel			Personnel			Personnel		
	inter-national	Personnel local	Total	inter-national	Personnel local	Total	inter-national	Personnel local	Total
Attaché de liaison — organisations non gouvernementales	1	—		— ^e	—		— ^e	—	
Attaché de liaison — centres d'information	1	—		1	—		—	—	
Secrétaire	1	2		—	1		—	1	
Total partiel	3	2	5	1	1	2	—	1	1
Total	28	29	57	18	20	28	7	9	10

^a Grandes conférences : Comporte au moins deux séances publiques simultanées;

Conférences d'importance moyenne : Une seule séance publique mais qui réunit un grand nombre de délégués;

Petites conférences : Nombre réduit de délégués ou intérêt limité pour la presse.

^b Le Bureau du porte-parole n'interviendrait que dans le cas où le Secrétaire général en personne participerait à la conférence. Le Secrétaire général serait alors accompagné d'un membre du Bureau.

^c Lorsqu'une conférence se tient dans plus de deux langues officielles, il faut prévoir du personnel supplémentaire pour en assurer la couverture.

^d Dans le cas des petites conférences qui n'ont pas besoin d'une couverture complète et pour lesquelles une couverture ponctuelle suffit, le Département de l'information a intérêt à s'arranger avec un journal local ou les services publics locaux compétents pour acheter des clichés à leur photographie (coût estimatif : 500 dollars environ). Il est beaucoup plus avantageux de procéder de cette manière plutôt que d'engager un photographe local.

^e Lorsqu'une petite conférence ou une conférence de moyenne importance attire de nombreuses ONG, il faut prévoir un attaché de liaison ONG.

VII.23. S'agissant de la direction générale des politiques et stratégies de l'Organisation des Nations Unies en matière d'information, le Comité consultatif fait siennes les vues exprimées dans le paragraphe 25.16 du projet de budget-programme concernant le rôle joué à cet égard par le Bureau du Sous-Secrétaire général à l'information au sein du Secrétariat et de l'ensemble du système des Nations Unies. Le Comité note que, comme il est indiqué au paragraphe 25.2 du projet de budget-programme, compte tenu de l'augmentation des besoins en matière d'information et de la diminution des ressources disponibles, le Département de l'information doit s'efforcer de redéployer ses effectifs plus efficacement, de développer le recours à des technologies modernes, de renforcer sa crédibilité professionnelle et d'orchestrer efficacement l'ensemble des activités d'information de l'Organisation, afin d'éviter une dissipation et un éparpillement des efforts dans ce domaine. Le Comité estime par ailleurs que le Département doit impérativement communiquer efficacement, clairement et à un coût raisonnable le message de l'Organisation des Nations Unies sur toutes les questions qui préoccupent les États Membres.

TITRE VIII. SERVICES COMMUNS D'APPUI

VIII.1. Le titre VIII du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997 est constitué par le chapitre 26 (Administration et gestion), dont le budget est estimé à 952 683 500 dollars. Outre les prévisions relatives au budget ordinaire, les fonds extrabudgétaires destinés au chapitre 26 sont estimés à 96 067 300 dollars. Le tableau 26.1 de la vue d'ensemble sur le chapitre 26 donne la ventilation des montants demandés au titre du budget ordinaire entre les chapitres 26A à 26H, ainsi que la ventilation des ressources extra-budgétaires par origine des fonds.

Chapitre 26A. Bureau du Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion

VIII.2. Le montant de 12 548 100 dollars, avant réévaluation des coûts, prévu pour le chapitre 26A fait apparaître un accroissement de 918 000 dollars, soit 7,8 %, par rapport au montant révisé des crédits ouverts pour 1994-1995. Comme on peut le voir dans le tableau 26A.1, cet accroissement provient quasi intégralement des dépenses du sous-programme 1, Administration de la justice.

VIII.3. Comme il ressort du projet de budget-programme pour 1996-1997, les prévisions du Secrétaire général en ce qui concerne le sous-programme 1 (Administration de la justice) se montent à 2 073 700 dollars, avant réévaluation des coûts, y compris un montant de 934 000 dollars, avant réévaluation des coûts, pour réformer le système de justice interne de l'Organisation. Le Secrétaire général a par la suite publié un rapport (A/C.5/49/60/Add.1) sur la réforme du système de justice interne où il évalue le coût de cette réforme à 1 377 600 dollars pour l'exercice 1996-1997. Toutefois, selon les éclaircissements donnés par les représentants du Secrétaire général, cette augmentation des prévisions de dépenses ne nécessitera pas une révision des prévisions budgétaires au titre du chapitre 26A.

VIII.4. Il ressort du projet de budget-programme que cette réforme du système de justice interne au Secrétariat de l'ONU exigerait la création de cinq postes supplémentaires : 1 D-1 pour le Coordonnateur chargé d'organiser les groupes de médiation, 1 P-5 et 1 P-4 pour les fonctionnaires chargés de l'examen des décisions administratives, 1 P-4 pour un juriste et 1 poste d'agent des services généraux (1re classe). Le Secrétaire général a toutefois publié par la suite, le 28 juin 1995, un document (A/C.5/49/60/Add.2/Corr.1), dans lequel il rectifie en ces termes sa déclaration antérieure : "La proposition figurant dans le rapport du 18 mars 1995 (A/C.5/49/60) sera révisée de manière à couvrir toutes les modifications spécifiques qu'entraînerait la réforme sur les plans institutionnel, juridique et de procédure". Dans ces conditions, les observations et recommandations générales du Comité consultatif sur la réforme proposée seront présentées dans un rapport distinct à l'Assemblée générale, à sa cinquantième session, une fois que le Comité aura reçu la proposition révisée du Secrétaire général. Pour ce qui est de la création des cinq postes supplémentaires, le Comité recommande d'attendre pour l'examiner que le Secrétaire général révisé sa proposition de réforme du système de justice interne.

VIII.5. Le Comité consultatif est conscient de l'accroissement du volume de travail de la Cinquième Commission, les services fonctionnels correspondants étant fournis par des fonctionnaires du Bureau du Secrétaire général adjoint. Le nombre des séances de la Cinquième Commission a augmenté dans des proportions considérables depuis quelques années. Le Comité prie le Secrétaire général d'examiner si les moyens du Bureau sont suffisants et de renforcer, par transfert de ressources, sa capacité à fournir des services fonctionnels.

Chapitre 26B. Bureau de la planification des programmes,
du budget et de la comptabilité

VIII.6. Le montant prévu pour le chapitre 26B s'établit à 20 507 500 dollars, avant réévaluation des coûts. Comme il ressort du tableau 26B.1 du projet de budget-programme, ce montant comprend un accroissement de ressources de 851 400 dollars, avant réévaluation des coûts, soit 4,3 %, par rapport au montant révisé des crédits ouverts pour 1994-1995.

VIII.7. L'accroissement prévu au chapitre 26B résulte essentiellement de la création de sept postes – 1 D-2, 1 D-1, 1 P-5, 1 P-4, 1 poste d'agent des services généraux (1re classe) et deux postes d'agent des services généraux (autres classes) – pour la Division du financement du maintien de la paix, ainsi que des efforts faits pour accroître la capacité du système d'information budgétaire de la Division de la planification et de la budgétisation des programmes.

VIII.8. Les nouveaux postes proposés pour la Division du financement du maintien de la paix sont actuellement financés au titre du compte d'appui. Le Comité consultatif recommande d'approuver le transfert des quatre postes d'administrateur (1 D-2, 1 D-1, 1 P-5 et 1 P-4), sous réserve que toutes les politiques et procédures de personnel applicables, notamment lorsqu'il s'agit de classer ou de pourvoir les postes inscrits au budget ordinaire, soient suivies à la lettre. Le Comité ayant demandé un examen de la question du personnel d'appui (voir plus haut, chap. I), il est d'avis qu'il n'y a pas lieu pour le moment de transférer les trois postes d'agent des services généraux.

Chapitre 26C. Bureau de la gestion des ressources humaines

VIII.9. Le montant prévu par le Secrétaire général au titre du chapitre 26C s'établit à 38 290 100 dollars, avant réévaluation des coûts, et comprend un accroissement de ressources de 558 100 dollars, avant réévaluation des coûts, soit 1,4 %, par rapport au montant révisé des crédits ouverts pour 1994-1995. Les fonds extrabudgétaires prévus pour ce chapitre en 1996-1997 se montent au total à 7 068 500 dollars.

VIII.10. L'accroissement de ressources au titre des postes nécessaires, 436 600 dollars, avant réévaluation des coûts) correspond aux changements ci-après qu'il est proposé d'apporter au tableau d'effectifs du Bureau pour 1996-1997 :

a) Nouveaux postes : 1 D-1, 2 P-5 et 1 P-4, pour le Service des moyens de gestion et de la planification;

b) Postes transférés du chapitre 29 (Bureau des services de contrôle interne) à la Division des services de spécialistes : 1 P-5 et 2 postes d'agent des services généraux (1re classe);

c) Suppression de postes : 2 P-2 à la Division de la formation, 2 postes d'agent des services généraux à la Division des services opérationnels et 1 poste d'agent des services généraux à la Division des services de spécialistes.

En outre, 45 postes extrabudgétaires sont proposés pour l'exercice 1996-1997, dont 18 postes d'administrateur et fonctionnaire de rang supérieur et 27 postes d'agent des services généraux, ce qui représente, comme on peut le voir au tableau 26C.3, une augmentation de deux postes – 1 P-4/3 et 1 poste d'agent des services généraux (1re classe).

VIII.11. Dans l'organigramme du Bureau de la gestion des ressources humaines, tel qu'il ressort du projet de budget-programme pour 1996-1997, la Division de l'administration et de la formation du personnel et la Division du recrutement et des affectations deviennent la Division des services opérationnels et la Division des services de spécialistes, respectivement, avec les redéploiements de personnel et de ressources que cela implique. Outre la création de ces deux nouvelles divisions, le Service des moyens de gestion et de la planification, le Service de la formation, le Bureau du Responsable des questions relatives aux femmes et le Secrétariat des organes de nomination et de promotion sont désormais rattachés au Bureau du Sous-Secrétaire général.

VIII.12. Les changements apportés à l'organigramme du Bureau de la gestion des ressources humaines font suite à l'approbation par l'Assemblée générale (sect. I de la résolution 49/222 A) de la stratégie pour la gestion des ressources humaines de l'Organisation que le Secrétaire général a proposée dans son rapport publié sous la cote A/C.5/49/5. Cette stratégie est succinctement décrite dans les paragraphes 26C.1 à 26C.10 du document budgétaire.

VIII.13. Le Comité consultatif a examiné dans le détail les divers aspects de cette nouvelle stratégie pour la gestion des ressources humaines de l'Organisation, en particulier les nouveaux modes de recrutement, la notion de module/équipe chargée de fournir aux départements et bureaux des services de personnel intégré, le transfert de fonctions concernant le Manuel relatif à l'organisation du Secrétariat précédemment assurés par le Bureau des services de contrôle interne, la formation, l'aménagement des carrières, l'amélioration de l'équilibre entre les sexes au Secrétariat et le recours accru à du personnel extérieur pour certaines fonctions techniques.

VIII.14. S'agissant des nouveaux modes de recrutement, le Comité consultatif fait remarquer que si l'Assemblée générale, au paragraphe 4 de la section I de sa résolution 49/222 A, a noté que le Secrétaire général avait l'intention de recourir à d'autres modes de recrutement du personnel sur une base limitée et à titre expérimental, elle a aussi prié le Secrétaire général de veiller à ce que les projets correspondants soient suivis et évalués de près et sans tarder, afin qu'il soit possible d'en déterminer l'efficacité par rapport au coût. Le Comité consultatif insiste sur le caractère expérimental de ces nouveaux modes de recrutement et compte se pencher sur la question lorsque les résultats de leur évaluation par le Secrétaire général seront disponibles.

VIII.15. En ce qui concerne les équipes ou modules chargés de fournir des services de personnel intégrés aux départements et aux bureaux, le Comité consultatif constate que leur rôle, leurs interactions et leurs attributions fonctionnelles, ainsi que les hiérarchies dans lesquelles ils s'intègrent, ne sont pas clairement définis. Le Comité s'inquiète aussi des risques de doubles emplois, en ce sens que des communications avec les candidats à un poste ou la publication d'avis de vacances de postes, par exemple, pourraient être effectuées à la fois par une équipe de la Division des services opérationnels ou de la Division des services de spécialistes et par un autre département, celui des opérations de maintien de la paix par exemple. En outre, répondant à des questions du Comité consultatif, le représentant du Secrétaire général a précisé que les normes fixées par le Secrétaire général pour la nomenclature des services du Secrétariat ne prévoient pas actuellement la notion d'équipe ou de module. Le Comité espère que cette notion sera approfondie et affinée afin d'éviter les risques de doubles emplois et de veiller à ce que les ressources de l'Organisation soient utilisées de la manière la plus rentable possible. Le Comité recommande en outre que le Secrétaire général revoie les normes relatives à la nomenclature des services du Secrétariat afin de les modifier, en cas de besoin, pour introduire de nouveaux termes d'organisation, les modules et les

équipes notamment. Le Secrétaire général pourrait également s'en tenir à la terminologie de la nomenclature actuelle.

VIII.16. Le Comité consultatif relève au paragraphe 26C.7 du projet de budget-programme qu'une nouvelle fonction consultative organisationnelle et une capacité de conception des emplois seront créées par le redéploiement de certains postes (1 P-5 et 2 postes d'agent des services généraux, 1re classe) qui relevaient auparavant du Bureau des services de contrôle interne. Les attributions de ce groupe de l'organigramme et de la conception des emplois sont décrites à l'alinéa d) du paragraphe 3 de la section relative aux activités du sous-programme 3 (Services de spécialistes). Le Comité consultatif recommande d'approuver le transfert de ces trois fonctionnaires.

VIII.17. Les ressources que le Secrétaire général juge nécessaires pour la formation en 1996-1997 se montent à 13 492 000 dollars (tableau 26C.1), avant réévaluation des coûts, ce qui représente un accroissement de ressources de 142 900 dollars, avant réévaluation des coûts, soit 1 %, par rapport au montant révisé des crédits pour 1994-1995. Le Comité consultatif fait remarquer que les ressources consacrées à la formation ne sont pas toutes centralisées au chapitre 26C. À titre d'exemple, la formation liée au projet de SIG figure au chapitre 30 du projet de budget-programme et les ressources nécessaires pour l'apprentissage des langues dans les commissions régionales (CEE exceptée) figurent dans les chapitres du budget consacrés à ces commissions. Ayant demandé des éclaircissements à ce sujet, le Comité a été informé que le coût estimatif total de la formation pour l'ensemble du projet de budget-programme se monte à 10 123 200 dollars, soit 0,63 % du montant total des dépenses de personnel. Ceci représente une augmentation de la part des ressources consacrées à la formation dans l'ensemble du projet de budget de l'Organisation pour 1996-1997. Le Comité fait remarquer que cette évolution est conforme à la demande formulée par l'Assemblée générale au paragraphe 15 de la section I de sa résolution 49/222 A, où le Secrétaire général a été prié d'accorder à la formation le rang de priorité qui lui est dû lors de l'élaboration du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997. Le Comité prie le Secrétaire général de veiller à ce que les programmes de formation soient rentables et qu'ils soient conçus en fonction de problèmes concrets dont la solution aidera l'Organisation à mieux exécuter les activités qui lui ont été prescrites.

VIII.18. La diminution de ressources à la rubrique "Postes" du tableau 26C.12 relatif à la formation (462 000 dollars), avant réévaluation des coûts, résulte de la suppression de deux postes (P-2) de coordonnateur des cours de langues et du transfert de deux postes d'agent des services généraux (autres classes) à la Division des services opérationnels. Le Comité consultatif s'inquiète des répercussions préjudiciables que la suppression proposée des deux postes de coordonnateur des cours de langues pourrait avoir sur le programme d'apprentissage de toutes les langues officielles de l'Organisation. Le Comité recommande donc qu'une analyse et une justification des projets du Secrétaire général dans ce domaine soient fournies avant que l'Assemblée générale n'approuve le projet de budget-programme pour 1996-1997.

VIII.19. L'accroissement de ressources le plus important en ce qui concerne la formation se situe à la rubrique "Services contractuels", où l'augmentation est de 680 000 dollars, avant réévaluation des coûts, soit 7,2 %, par rapport au montant révisé des crédits pour 1994-1995. Le Comité consultatif relève au paragraphe 26C.63 que le crédit le plus important au titre des services contractuels est destiné à la formation en matière de direction, de gestion et d'administration (3,5 millions de dollars). Ce montant doit également permettre de financer la formation au nouveau système de notation. Le Comité est d'avis

que l'Organisation devrait tirer le parti maximal de ses compétences internes pour la formation du personnel. Il compte en outre que les dispositions de l'Article 101 de la Charte des Nations Unies seront dûment prises en compte lors de la mise en oeuvre de ces activités. Les observations et recommandations du Comité relatives au système de notation figurent dans le chapitre 1er du présent document.

VIII.20. Dans le paragraphe 26C.15 du projet de budget programme, le Secrétaire général donne un aperçu du rôle et des activités du Bureau du responsable des questions relatives aux femmes, qui continuera de relever directement du Bureau du Sous-Secrétaire général. Le Comité consultatif note que le Bureau du responsable susmentionné comprend actuellement deux postes – 1 D-1 et 1 agent des services généraux (autres classes) – financés au moyen de fonds extrabudgétaires. Le Comité croit comprendre qu'une interaction doit s'instaurer entre ce bureau et les autres services du Bureau de la gestion des ressources humaines pour les questions relatives à la nomination, l'affectation et la promotion des femmes, le Comité juge néanmoins préoccupant qu'un domaine d'activité aussi prioritaire demeure intégralement financé au moyen de fonds extrabudgétaires.

VIII.21. Il ressort du paragraphe 26C.53 qu'un crédit de 391 300 dollars, dont un accroissement de ressources de 93 300 dollars, est demandé "pour la publicité et la promotion concernant les campagnes publicitaires, les publicités spéciales pour des groupes professionnels et la recherche prioritaire de postes de niveau élevé". Le Comité consultatif n'est pas certain qu'une augmentation des crédits alloués à la publicité et à la promotion soit le moyen le plus efficace de trouver des candidats qualifiés susceptibles d'être recrutés. Le Comité est d'avis que le Secrétariat devrait plutôt intensifier sa collaboration avec les États Membres et leurs gouvernements pour trouver de tels candidats. Il recommande donc de supprimer l'augmentation proposée de 93 300 dollars, avant réévaluation des coûts, au titre des services contractuels pour le sous-programme 3 (Services de spécialistes).

VIII.22. Le recours accru au personnel extérieur pour certaines fonctions techniques est évoqué au paragraphe 26C.3 en tant que l'un des éléments de la nouvelle stratégie pour la gestion des ressources humaines de l'Organisation, mais le document budgétaire ne précise ni l'importance qui sera accordée à cette formule en 1996-1997 ni les critères qui seront appliqués en la matière. Le Comité a demandé des éclaircissements sur les types de fonction technique qui seraient ainsi sous-traités mais, à la date d'établissement du présent rapport, il n'avait toujours pas reçu de réponse. Le Comité a formulé quelques observations générales sur la sous-traitance au chapitre 1er du présent document.

VIII.23. Le Comité relève au paragraphe 26C.55 qu'un montant de 18 900 dollars est prévu "pour acheter du matériel de référence et d'information devant permettre d'identifier dans le monde entier des candidats à des postes de niveau élevé". Le Comité a toujours cru que les informations sur les candidats à des postes de niveau élevé étaient fournies gratuitement à l'Organisation par les États Membres. Le Comité recommande que l'on s'en tienne à cette pratique et que le crédit de 18 900 dollars soit donc supprimé.

Chapitre 26D. Services d'appui (New York)

VIII.24. Le montant de 210 024 200 dollars, avant réévaluation des coûts, demandé pour le chapitre 26D fait apparaître une diminution de ressources de 7 804 900 dollars, ou 3,5 %, avant réévaluation des coûts. Ainsi qu'il ressort du tableau 26D.1, le montant net de 7 804 900 dollars est le résultat d'une

diminution totale de 8 750 700 dollars pour les cinq sous-programmes du programme de travail, compensée en partie par une augmentation de 945 800 dollars à la rubrique "Direction exécutive et administration". Le Comité consultatif se félicite que le document budgétaire relatif au chapitre 26D comporte des informations sur les principaux indicateurs de performance et il prie le Secrétaire général de continuer à améliorer la forme et le contenu des indicateurs afin de les rendre plus utiles, et de fournir, dans la mesure du possible, ce type d'informations pour d'autres chapitres du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999.

VIII.25. Pour 1996-1997, les modifications d'effectif proposées pour le chapitre 26D sont les suivantes :

a) À la rubrique "Direction exécutive et administration" : incorporation de cinq postes permanents – 1 P-5, 1 P-3 et 3 postes d'agent des services généraux (Autres classes) provenant de l'ancien Bureau du Directeur des services d'appui – au Bureau du Sous-Secrétaire général; transfert de cinq postes – 1 SSG, 1 D-1, 1 P-4 et 2 postes d'agent des services généraux (Autres classes) précédemment affectés aux services de conférence (chap. 26E) – au Bureau du Sous-Secrétaire général (par. 26D.12);

b) Au titre du sous-programme 4 (Services commerciaux, achats et transports) : reclassement à D-2 d'un poste D-1 et transfert d'un poste P-5 au Bureau du Directeur des services de conférence (chap. 26E) (par. 26D.40);

c) Au titre du sous-programme 5 (Exploitation et entretien des installations et travaux de construction) : transfert d'un poste D-2 de ce sous-programme au sous-programme 2 (Services d'appui électronique); déclassement à P-5 d'un poste temporaire D-1 et suppression de 24 postes de la catégorie des corps de métiers (par. 26D.52).

De surcroît, le tableau d'effectifs proposé pour l'exercice biennal 1996-1997 prévoit 103 postes extrabudgétaires, dont 23 postes d'administrateur et fonctionnaire de rang supérieur, 66 postes d'agent des services généraux et 14 postes relevant des autres catégories, ce qui représente une augmentation de cinq postes d'administrateur et cinq postes d'agent des services généraux, comme indiqué au tableau 26D.3.

VIII.26. Le montant estimatif des fonds extrabudgétaires pour le chapitre 26D est de 23 827 200 dollars pour 1996-1997, contre 25 125 700 dollars pour l'exercice biennal 1994-1995. Le Comité consultatif a été informé que sur ce montant total 1,5 million de dollars proviendraient du remboursement du coût des locaux sis au 2 United Nations Plaza qu'occupe le personnel affecté à des activités de coopération technique. Le Comité souligne que le montant prévu à ce titre n'a pas changé depuis le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989 et qu'il avait recommandé, lors de l'examen du projet de budget-programme pour 1990-1991, "de mettre au point un système qui permette de répartir équitablement le remboursement du coût des locaux pour les postes ayant trait à des activités extrabudgétaires"⁹.

VIII.27. Au paragraphe 30 du document A/C.5/46/56, le Secrétaire général notait que "si l'on devait appliquer au personnel d'appui aux activités de coopération technique le prix de location demandé à d'autres utilisateurs des locaux de l'ONU, le Département de la coopération technique pour le développement devrait à lui seul rembourser environ 3,9 millions de dollars pour l'exercice biennal 1992-1993, alors que le chiffre prévu dans le projet de budget-programme pour cet exercice est de 1,5 million de dollars". Ayant demandé plus de précisions à ce sujet, le Comité consultatif a été avisé que le montant de 29 571 200 dollars

demandé au titre de la location des locaux [par. 26D.56 a) i)] comprend le remboursement d'un montant total de 3 731 900 dollars au titre de l'appui à des activités extrabudgétaires.

VIII.28. Le Comité consultatif regrette que sa recommandation de mettre au point un système qui permette de répartir équitablement le remboursement du coût des locaux pour les postes ayant trait à des activités extrabudgétaires n'ait pas encore été appliquée. Il renouvelle sa recommandation et prie le Secrétaire général de la faire appliquer sans plus tarder.

VIII.29. Les dépenses en heures supplémentaires prévues pour le sous-programme 1 (Sécurité et sûreté) s'élèvent à 2 825 000 dollars, avant réévaluation des coûts, et restent inchangées par rapport aux crédits actuels. Le Comité consultatif n'a eu de cesse de souligner l'importance d'une gestion rationnelle des fonds alloués aux heures supplémentaires. Le Comité a été informé que les dépenses en heures supplémentaires s'étaient élevées à 3 249 700 dollars au cours de l'exercice biennal 1992-1993 (soit environ 1,6 million de dollars par an), alors qu'en 1994 elles ont été ramenées à 1 004 100 dollars, par un contrôle plus strict. Le Comité consultatif pense que beaucoup peut être fait pour réduire encore les dépenses en heures supplémentaires et recommande par conséquent de réduire de 625 000 dollars (aux taux de 1996-1997) le montant demandé à la rubrique "Autres dépenses de personnel" pour 1996-1997.

VIII.30. Le Comité consultatif note que, pour le sous-programme 2 (Services d'appui électronique), le seul changement proposé pour 1996-1997 en ce qui concerne le tableau d'effectifs de la Division des services électroniques est le transfert d'un poste D-2 du sous-programme 5 (Exploitation et entretien des installations et travaux de construction) en vue de renforcer la fonction "direction exécutive et administration" au sein de la Division. Le Comité consultatif reconnaît la nécessité d'un tel renforcement, étant donné l'ampleur et la dynamique du programme d'innovations technologiques et l'importance des télécommunications, au sein de l'Organisation. Le Comité estime qu'il reste beaucoup à faire en matière de coordination des efforts d'innovation technologique au Siège et dans les bureaux régionaux; il faut normaliser davantage les matériels électroniques et les logiciels utilisés à l'ONU et faire en sorte que le Comité des innovations technologiques puisse contribuer plus efficacement à l'élaboration d'une stratégie en matière d'innovation technologique. Le Comité recommande d'approuver la proposition de transfert.

VIII.31. Le Comité note au paragraphe 26D.31 qu'un montant de 100 000 dollars est demandé au titre du sous-programme "Services d'appui électronique" pour l'achat, l'installation et la location de bases de données spécialisées utilisables en accès direct ainsi que l'accès à des bases de données extérieures intéressant divers départements et bureaux. Comme suite à sa demande de renseignements, le Comité a été informé que l'Organisation fournit à des utilisateurs extérieurs un accès aux bases de données UNPRESS, Optical Disk, GOPHER et WEB SERVER. Pour ce qui est de UNPRESS et Optical Disk, l'accès est gratuit, mais réservé aux États Membres. Les bases GOPHER et WEB SERVER contiennent des informations relatives à l'ONU destinées au grand public. Pour l'instant, ce service est gratuit mais à partir de 1996, chaque utilisateur paierait un montant forfaitaire annuel d'environ 150 dollars. Dans ces conditions, le Comité consultatif recommande que le Secrétaire général fasse tout son possible pour proposer aux utilisateurs extérieurs un accès aux bases de données de l'ONU, telles que GOPHER et WEB SERVER, à un tarif raisonnable, et que des informations complètes à ce sujet soient présentées au Comité dans le projet de budget-programme pour 1998-1999.

VIII.32. Le montant le plus élevé (22 652 800 dollars avant réévaluation des coûts) demandé au titre du sous-programme 2 (Services d'appui électronique), correspond à la rubrique "Frais généraux de fonctionnement". La répartition de ces ressources est précisée dans les paragraphes 26D.32 à 26D.34 du projet de budget-programme.

VIII.33. Le Comité consultatif relève au paragraphe 26D.33 b) du projet de budget-programme que sur ce montant total de 22 652 800 dollars demandé au titre des frais généraux de fonctionnement, 6 476 300 dollars sont prévus pour la location et l'entretien de l'ordinateur central utilisé par la Section informatique de New York. Comme il ressort du tableau des principaux indicateurs de performance qui précède le paragraphe 26D.28 du projet de budget-programme, l'ordinateur central de la Section devrait être un peu moins utilisé en 1994-1995 qu'en 1992-1993. Le Comité a été informé qu'aucune nouvelle demande d'utilisation de l'ordinateur central n'avait été présentée ces trois dernières années en raison notamment du nombre croissant d'ordinateurs personnels utilisés dans l'Organisation et de leur connexion en réseaux locaux.

VIII.34. Le Comité consultatif rappelle que dans son rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995², il avait recommandé "d'entreprendre une évaluation pour réexaminer les incidences à long terme de l'utilisation de plus en plus fréquente des ordinateurs personnels et réseaux locaux à l'Organisation" (A/48/7, par. VIII.14). S'étant enquis de l'application de cette recommandation, le Comité n'a reçu aucune réponse satisfaisante. Il renouvelle donc sa recommandation et prie le Secrétaire général de fournir des informations complètes sur ce sujet dans son projet de budget-programme pour 1998-1999. Par ailleurs, le Comité recommande que les ressources prévues pour la location et l'entretien de l'ordinateur central soient réduites de 1 390 800 dollars pour 1996-1997.

VIII.35. Sous la rubrique "Frais généraux de fonctionnement", le montant le plus élevé (13 156 000 dollars) est demandé au titre des communications. Le Comité note au paragraphe 26D.25 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997, que dans le domaine des télécommunications, on continuera d'accorder la priorité à l'amélioration du système de télécommunications – grâce à la mise en place du réseau à satellites prévu – et de la transmission de données électroniques afin de permettre à l'Organisation de mener plus rapidement les actions nécessaires dans le domaine du maintien de la paix, des droits de l'homme et de l'aide humanitaire ainsi que dans les domaines économique et social. Le Comité consultatif est persuadé que lors de l'exécution du programme de télécommunications, le Secrétaire général tiendra dûment compte des dispositions pertinentes de la résolution 48/262 de l'Assemblée générale en date du 14 juillet 1994 relative au système de télécommunications des Nations Unies.

VIII.36. Le Comité consultatif note aussi, au paragraphe 26D.27, que, comme suite au rapport du Secrétaire général sur le réseau de télécommunications de l'Organisation (A/C.5/49/26), des informations détaillées sur les différents modes d'exploitation du réseau seraient fournies dans le rapport que le Secrétaire général doit présenter à l'Assemblée générale à sa cinquantième session. Le Comité fait remarquer qu'aucune décision définitive quant au mode le plus rentable d'exploitation du réseau de télécommunications de l'ONU n'a encore été prise et qu'il compte revenir sur la question dans le cadre de l'examen du rapport que le Secrétaire général doit présenter à l'Assemblée à sa cinquantième session. Dans l'intervalle, le Comité relève au paragraphe 26D.30 qu'un montant de 599 800 dollars est prévu pour des contrats de louage de services individuels et les émoluments du personnel temporaire (autre que celui

affecté aux réunions) afin d'étoffer, si besoin est, les effectifs de la Division des services électroniques pour qu'elle puisse continuer à exploiter et gérer le réseau de télécommunications par satellite dans l'attente des résultats de l'étude sur la possibilité de sous-traiter l'exploitation du réseau. Le Comité fait remarquer qu'un crédit de 2 605 000 dollars est aussi demandé au titre des télécommunications au chapitre 31 (Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien), les observations et recommandations du Comité à ce sujet étant exposées plus loin, dans la partie XI.

VIII.37. Ayant demandé des renseignements sur la politique suivie en matière de remplacement du matériel de bureautique, le Comité consultatif a été informé que dans le projet de budget-programme pour 1996-1997, le coût unitaire du remplacement des ordinateurs personnels et des serveurs de réseau local a été estimé à 2 000 dollars et 44 000 dollars respectivement. On trouvera dans le tableau ci-après, qui a été fourni par le Secrétariat, des détails sur les ressources consacrées au remplacement du matériel de bureautique dans les divers départements et services du Secrétariat.

Remplacement du matériel de bureautique

(En dollars des États-Unis)

Département (A)	Nombre d'ordina- teurs personnels (B)	Coût de réno- vation du parc informatique (0,40 x B x 2 000 dollars) (C)	Serveurs : capacité employée (B/100) (D)	Serveurs : Valeur (D x 44 000 dollars (E)	40 % de la valeur des serveurs (E x 0,40) (F)	Montant demandé pour le remplacement du matériel, 1996-1997 (C + F) (G)
Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	8	6 400	0,1	3 520	1 408	7 808
Cabinet du Secrétaire général	83	66 400	0,8	36 520	14 608	81 008
Département des services d'appui et de gestion pour le développement	187	149 600	1,9	82 280	32 912	182 512
Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques	270	216 000	2,7	118 800	47 520	263 520
Département des affaires humanitaires	21	16 800	0,2	9 240	3 696	20 496
Département des affaires politiques	212	169 600	2,1	93 280	37 312	206 912
Département de la coordination des politiques et du développement durable	250	200 000	2,5	110 000	44 000	244 000

Département (A)	Nombre d'ordina- teurs personnels (B)	Coût de réno- vation du parc informatique (0,40 x B x 2 000 dollars) (C)	Serveurs : capacité employée (B/100) (D)	Serveurs : Valeur (D x 44 000 dollars (E)	40 % de la valeur des serveurs (E x 0,40) (F)	Montant demandé pour le remplacement du matériel, 1996-1997 (C + F) (G)
Département de l'information	232	185 600	2,3	102 080	40 832	226 432
Département des opérations de maintien de la paix	21	16 800	0,2	9 240	3 696	20 496
Commission de la fonction publique internationale	47	37 600	0,5	20 680	8 272	45 872
Bureau des services de contrôle interne	36	28 800	0,4	15 840	6 336	35 136
Bureau des affaires juridiques	77	61 600	0,8	33 880	13 552	75 152
Comité des commissaires aux comptes	5	4 000	0,1	2 200	880	4 880
Département de l'administration et de la gestion						
Bureau du Secrétaire général adjoint	82	65 600	0,8	36 080	14 432	80 032
Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	262	209 600	2,6	115 280	46 112	255 712
Bureau de la gestion des ressources humaines	256	204 800	2,6	112 640	45 056	249 856
Services d'appui	508	406 400	5,1	223 520	89 408	495 808
Services de conférence	894	715 200	8,9	393 360	157 344	872 544
Total général	3 451	2 760 800	34,5	1 518 440	607 376	3 368 176

VIII.38. Le Comité consultatif s'étant enquis de la politique suivie en matière d'achat de matériel de bureautique, il a été informé que le montant global demandé à ce titre dans le projet de budget-programme pour l'exercice 1996-1997 était de 4,2 millions de dollars. Partant d'un prix unitaire de 2 000 dollars et 44 000 dollars, respectivement, pour l'achat des ordinateurs personnels et des serveurs de réseau local, le montant demandé est censé permettre l'achat d'environ 1 050 ordinateurs personnels (50 % du total des ressources) et 47 serveurs. Cela dit, les ressources demandées au titre du matériel de bureautique ne sont pas réservées aux ordinateurs personnels et aux serveurs, elles couvrent aussi d'autres articles tels que les télécopieurs, les systèmes à

disque optique, les scanners, les réseaux étendus, les postes de travail en réseau, les ordinateurs bloc-notes, etc.

VIII.39. Le Comité consultatif recommande aux responsables du Département de l'administration et de la gestion, et à du Bureau des services de conférence et services d'appui en particulier, de se pencher de plus près sur la question de la coordination à l'échelle du système des Nations Unies des efforts visant à mettre en place un réseau de télécommunications fiable. Le Comité signale à cet égard qu'il compte examiner l'accord sur le projet Mercure entre l'Agence spatiale européenne et l'ONU qui doit être soumis à l'approbation de l'Assemblée générale conformément à la décision 18/47 du Conseil d'administration du PNUE.

VIII.40. En ce qui concerne la location de circuits téléphonie/données à l'alternat (AVD), pour laquelle un crédit de 3 262 200 dollars est demandé à l'alinéa b) du paragraphe 26D.35, le Comité consultatif, ayant demandé des éclaircissements à ce sujet, a été informé que les circuits AVD serviront dans une large mesure de circuits de secours entre New York et les bureaux extérieurs de l'ONU. Étant donné le montant envisagé, le Comité consultatif recommande au Secrétaire général d'examiner si, à longue échéance, ces circuits sont nécessaires, compte tenu des décisions que l'Assemblée générale doit prendre à sa cinquantième session à propos du réseau de télécommunications des Nations Unies.

VIII.41. S'agissant du sous-programme 4 (Services commerciaux, achats et transports), le Comité consultatif fait remarquer que, conformément aux dispositions de la résolution 49/216 C de l'Assemblée générale en date du 23 décembre 1994, le Secrétaire général a publié un rapport intérimaire (A/C.5/49/67) contenant des propositions en vue de l'amélioration des activités d'achat au Secrétariat. Il ressort du paragraphe 28 dudit rapport que certaines recommandations du Groupe d'experts de haut niveau sur les achats ont déjà été mises en application, et d'autres également qui ont été formulées lors de la session de l'Assemblée générale, notamment par le Comité des commissaires aux comptes. Certaines des recommandations du Groupe, comme la transformation du Service des achats et des transports en une division ayant à sa tête un directeur de rang D-2 et l'intégration du système IMIS et du système automatisé d'achat REALITY apparaissent déjà dans les prévisions budgétaires relatives au sous-programme 4 pour l'exercice biennal 1996-1997. Le Comité consultatif a l'intention de revenir sur cette question des propositions visant à améliorer les activités d'achat au Secrétariat lorsqu'il examinera un rapport complet sur la réforme des achats que le Secrétaire général doit présenter à l'Assemblée générale à sa cinquantième session (voir A/C.5/49/67, par. 6).

VIII.42. Comme on l'a vu plus haut, les propositions budgétaires relatives au sous-programme 4 (Services commerciaux, achats et transport) comportent, notamment, le reclassement à D-2 d'un poste D-1, "ce qui permettrait d'assurer le niveau de direction exécutive et d'administration approprié au sein de la Division" (par. 26D.41) et le transfert d'un poste P-5 au Bureau du Directeur des services de conférence (chapitre 26E). Le Comité consultatif reconnaît que cette proposition est faite dans le contexte de la réforme de l'amélioration des services d'achat au Secrétariat et compte tenu de la transformation du Service des achats et des transports en une division. En réponse à ses questions, le Comité a été informé que le poste D-2 est demandé pour assurer le niveau de direction exécutive et d'administration approprié au sein de la nouvelle division. Le Comité fait remarquer qu'un rapport complet sur la réforme des achats doit être présenté à l'Assemblée générale à sa cinquantième session. Il recommande donc qu'à ce stade, le projet de reclassement d'un poste D-1 à D-2 soit reporté jusqu'à ce que l'Assemblée générale examine, à sa cinquantième session, le rapport complet du Secrétaire général sur la réforme des achats.

VIII.43. Les ressources jugées nécessaires au titre du sous-programme 5 (Exploitation et entretien des installations et travaux de construction), soit 125 307 700 dollars, avant réévaluation des coûts, tiennent compte d'un certain nombre de modifications touchant le tableau d'effectifs du Service des bâtiments pour 1996-1997 et le coût de la location et de l'entretien des locaux au cours du même exercice. Le Comité consultatif fait remarquer que si les dépenses de personnel et les dépenses connexes apparaissent à ce chapitre du projet de budget-programme, une part non négligeable des ressources nécessaires au titre du sous-programme 5, à savoir celles consacrées à des dépenses d'équipement, apparaît au chapitre 31 - Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien.

VIII.44. Les modifications qu'il est proposé d'apporter au tableau d'effectifs de ce sous-programme ont été indiquées plus haut, au paragraphe VIII.24. Les observations et recommandations du Comité consultatif à propos du projet de transfert d'un poste D-2 ont été formulées plus haut, dans le cadre de l'examen du sous-programme 2 (Services d'appui électronique).

VIII.45. Le Comité consultatif a demandé, et obtenu, une ventilation fonctionnelle des 24 postes de la catégorie des corps de métier qu'il est prévu de supprimer, à savoir : 4 déménageurs, 2 plombiers, 2 agents d'atelier, 10 agents d'entretien général, 3 agents d'entretien des sols et jardins, 1 peintre et 2 conducteurs de compresseur. Le Comité a été informé que la suppression prévue des 24 postes en question est due au fait que les fonctions précédemment assignées à ces postes sont désormais sous-traitées à l'extérieur; si elle est approuvée, cette compression d'effectifs se fera par résorption naturelle. Le Comité recommande d'approuver la suppression proposée de ces 24 postes et prie le Secrétaire général de lui fournir des informations sur la manière dont il compte procéder à cette réduction "par résorption naturelle".

VIII.46. En ce qui concerne le déclassement d'un poste temporaire D-1 à la classe P-5, le Comité consultatif a été informé que les attributions du poste D-1 comprenaient, notamment, la responsabilité de grands projets à l'échelle mondiale, en particulier les nouveaux projets de construction à la CESAP, à la CEA et dans d'autres lieux hors Siège. À l'exception de celui de la CEA, la plupart des autres grands projets de construction sont aujourd'hui achevés. Le Comité recommande d'approuver le déclassement proposé.

VIII.47. Le Comité consultatif relève au sous-alinéa a) i) du paragraphe 26D.57 qu'un montant de 29 571 200 dollars est prévu à la rubrique location et entretien des locaux. Le Comité s'est toutefois aperçu, en examinant les ressources nécessaires, que ce montant comprend un crédit de 3 millions de dollars, avant réévaluation des coûts, pour la location de deux étages au bâtiment FF (304 East 45th Street), ce qui n'est pas mentionné dans l'alinéa a) du paragraphe 26D.57. Le Comité consultatif fait remarquer que le projet de location de deux étages au bâtiment FF aurait dû lui être soumis avant la préparation du projet de budget-programme, conformément aux procédures en vigueur pour l'acquisition de locaux supplémentaires. Ayant demandé des éclaircissements à ce sujet, le Comité a été informé que ces locaux seraient occupés par le Département des opérations de maintien de la paix. S'il avait été consulté, le Comité consultatif aurait demandé dans quelle mesure ces locaux seraient occupés par du personnel financé au moyen du Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix. Le Comité a demandé que cette information lui soit fournie, ainsi qu'à l'Assemblée générale, pendant l'examen du projet de budget-programme. En attendant que ce point soit éclairci, le Comité recommande que le montant demandé pour la location de locaux dans le bâtiment FF en 1996-1997 soit pour l'instant supprimé du budget ordinaire.

VIII.48. Le Comité consultatif prie le Secrétaire général de revoir les termes des accords en vertu desquels des organes de presse et d'autres entités occupent des locaux gratuitement ou à des tarifs inférieurs à ceux du marché dans des bâtiments appartenant à l'Organisation ou loués par celle-ci, afin d'étudier la possibilité de fixer des loyers appropriés pour ces locaux.

VIII.49. Le Comité consultatif relève au sous-alinéa a) iv) du paragraphe 26D.57 que l'augmentation de 933 300 dollars, avant réévaluation des coûts, au titre des services divers d'entretien comprend un montant de 425 600 dollars, avant réévaluation des coûts, pour l'entretien du bâtiment anciennement occupé par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR). Étant donné que quatre des cinq étages du bâtiment sont occupés par le Département des opérations de maintien de la paix, le Comité recommande de déterminer la part de ce montant qui devrait être imputée sur le Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix. En attendant que cette information lui soit fournie, le Comité recommande que, pour le moment, le montant de 420 600 dollars, avant réévaluation des coûts, soit supprimé.

VIII.50. Le Comité consultatif relève à l'alinéa b) du paragraphe 26D.57 du projet de budget-programme que sur l'accroissement total de ressources de 2 045 000 dollars, avant réévaluation des coûts, prévu à la rubrique "Éclairage, chauffage, énergie et eau", un montant de 1 445 000 dollars correspond à l'augmentation globale de la consommation d'eau, d'électricité et de chauffage dans les bâtiments du Siège, de l'UNITAR et de la United Nations Development Corporation. Ayant demandé des informations à ce sujet, le Comité a été informé que l'augmentation relative aux dépenses d'eau résulte d'un apurement des comptes à ce titre qui vient d'être réalisé avec la ville de New York, les montants facturés précédemment étant incomplets et erronés. L'augmentation des dépenses d'électricité et de chauffage résulte de l'augmentation du nombre des conférences et réunions tenues au Siège, qui s'accompagne d'une augmentation du nombre d'heures de travail des fonctionnaires et d'utilisation du matériel de bureautique. Le Comité s'est aussi enquis des mesures déjà prises ou qui doivent l'être en 1996-1997 pour parvenir à une consommation optimale d'eau, d'électricité et de chauffage, mais aucune information ne lui a été fournie à ce sujet. Le Comité recommande de s'efforcer de réduire la consommation d'eau, d'électricité, d'énergie et de chauffage; il recommande donc que les prévisions budgétaires à cette rubrique soient réduites de 2,2 millions de dollars aux taux de 1996-1997.

VIII.51. Le Secrétaire général propose de supprimer quatre postes du sous-programme 6, du fait que les tâches correspondantes seront sous-traitées à l'extérieur. Le Comité consultatif recommande d'approuver la suppression des quatre postes et demande que des informations lui soient fournies sur la manière dont cette compression serait réalisée par résorption naturelle des effectifs. Le Comité recommande en outre que l'on s'efforce de mettre au point une politique à long terme de la gestion des archives et dossiers à l'ONU qui tienne pleinement compte des besoins actuels et futurs de l'Organisation, y compris ceux relatifs aux opérations de maintien de la paix, eu égard aussi aux avantages escomptés des investissements effectués par l'Organisation dans les technologies nouvelles.

Chapitre 26E. Services de conférence

VIII.52. Les prévisions de dépenses relatives au chapitre 26E (Services de conférence), qui couvrent les services de conférence fournis au Siège à New York, à l'Office des Nations Unies à Genève et à l'Office des Nations Unies à Vienne et les services d'information des bibliothèques à Genève et à Vienne, s'élèvent à 445 261 200 dollars (avant réévaluation des coûts), comme indiqué au tableau 26E.1 1). Les fonds extrabudgétaires prévus pour l'exercice sont estimés à 3 342 600 dollars, comme il ressort du tableau 26E.1 2). Par ailleurs, il est précisé au paragraphe 26E.2 du projet de budget-programme que des ressources supplémentaires sont également prévues pour des services de conférence et de bibliothèque aux chapitres 15 (CEA), 16 (CESAP), 18 (CEPALC), 19 (CESAO) et 26H (Administration, Nairobi). Les ressources nécessaires pour la Bibliothèque Dag Hammarskjöld à New York sont demandées au chapitre 25 (Information). Certaines activités de publication sont prévues au chapitre 26E (Services de conférence), les autres figurant aux chapitres 25 (Information) et 26D (Services d'appui).

VIII.53. Le montant des ressources inscrites au chapitre 26E représente un accroissement de 2 077 200 dollars ou 0,4 % (avant réévaluation des coûts) par rapport au montant révisé des crédits ouverts pour 1994-1995. Le tableau 26E.2 présente la ventilation de cet accroissement par objet de dépense. Le Comité consultatif souligne qu'il est imputable à la réorganisation des services de conférence à Vienne mais que celle-ci entraînera également une augmentation des recettes provenant du remboursement par l'ONUDI des services de conférence qui lui sont fournis par l'ONU. Ce revenu figure dans le budget au chapitre 2 des recettes.

VIII.54. Le tableau d'effectifs proposé pour le chapitre 26E comporte les modifications suivantes par rapport à l'exercice biennal en cours :

- a) Services de conférence, New York :
 - i) Transfert de trois postes (1 poste de sous-secrétaire général, 1 poste D-1 et 1 poste P-4) du Bureau du Directeur des services de conférence au chapitre 26D, Services d'appui et transfert en sens inverse d'un poste P-5 (par. 26E.16);
 - ii) Radiation de 13 postes d'agent des services généraux (autres classes) dans les groupes de traitement de texte des services de l'édition et des documents officiels, soit suppression de huit postes et transfert de deux postes du Service de la rédaction au Bureau du Sous-Secrétaire général aux services de conférence et services d'appui (chapitre 26D) et de trois postes aux services de publication (par. 26E.27);
 - iii) Création de six postes P-3 et reclassement de cinq postes P-2 à la classe P-3 dans les services de traduction (par. 26E.33);
 - iv) Création d'un poste P-5 et d'un poste P-4 dans les services de publication (par. 26E.37);
- b) Services de conférence et bibliothèque, Genève :
 - i) Suppression de sept postes d'agent des services généraux (autres classes) dans les services chargés de l'édition et des documents officiels (par. 26E.55);

- ii) Suppression d'un poste d'agent des services généraux (autres classes) dans les services des séances, de l'interprétation et des procès-verbaux de séances (par. 26E.58);
- iii) Reclassement de six postes P-2 à la classe P-3 dans les services de traduction (par. 26E.61);
- iv) Suppression d'un poste P-2 et d'un poste d'agent des services généraux (autres classes) dans les services d'information des bibliothèques (par. 26E.70);

c) Services de conférence et bibliothèque, Vienne :

Création d'un poste D-1 et d'un poste P-4 dans les services des séances, d'interprétation et de rédaction des procès-verbaux et suppression d'un poste P-5 et d'un poste P-2 dans ces mêmes services (par. 26E.91);

Pour l'exercice biennal 1996-1997, le nombre de postes financés au moyen de fonds extrabudgétaires reste égal à 20 (6 postes d'administrateur et 14 postes d'agent des services généraux).

VIII.55. Le Comité consultatif note que toutes les modifications proposées au tableau d'effectifs du chapitre 26E (créations, suppressions, transferts et reclassements de postes) se traduiraient en définitive par une diminution d'un poste de sous-secrétaire général, une augmentation d'un poste P-5 et de 18 postes P-4 et une diminution de 13 postes P-2/1 et de 19 postes d'agent des services généraux (autres classes). Au total, 2 178 postes seraient imputés sur le budget ordinaire, soit 1 022 postes administrateur, 1 056 postes d'agent des services généraux et 100 postes d'agent des corps de métiers (tableau 26E.3).

VIII.56. En réponse aux questions qu'il a posées à l'Administration, le Comité consultatif a été informé que les prévisions budgétaires figurant au chapitre 26E ne reposent pas directement sur une estimation de la demande de services de conférences, mais ont été établies à partir des dépenses, de la production et de la capacité effectives des années antérieures. Il a noté que des statistiques du volume de travail existaient pour quasiment toutes les activités relevant des services de conférence et de bibliothèque. Cependant, à son avis, cela ne suffit pas et il faudrait mettre au point des indicateurs de résultats plus utiles, fournir des informations plus complètes sur le coût des séances et de la documentation et analyser de façon détaillée la demande et la fourniture effectives de services de conférence, tant pour les séances officielles que pour les séances officieuses.

VIII.57. Le Comité consultatif note au paragraphe 26E.5 du projet de budget-programme que, conformément au paragraphe 42 de la section II de la résolution 48/228 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a présenté à l'Assemblée, à sa quarante-neuvième session, une étude détaillée des ressources nécessaires, sur le plan de l'organisation, de la gestion et des ressources humaines, pour assurer la prestation de services de conférence adéquats (A/C.5/49/34). Au paragraphe 2 de son rapport, le Secrétaire général a indiqué qu'il ressortait de l'étude que la demande de services de conférence avait augmenté sensiblement depuis 1991 et qu'elle dépassait la capacité des services de conférence, vu les effectifs et autres ressources dont ils disposent actuellement. Le Comité consultatif rappelle que l'Assemblée générale, au paragraphe 1 de sa résolution 49/221 C du 23 décembre 1994, a approuvé les résultats et conclusions de l'étude et note, au paragraphe 26.5, que les propositions budgétaires pour l'exercice biennal 1996-1997 "tiennent compte des

recommandations formulées dans le rapport du Secrétaire général sur l'étude détaillée des services de conférence, de celles présentées par le Comité des conférences dans son rapport à la quarante-neuvième session de l'Assemblée (A/49/32/Rev.1) et des dispositions de la résolution 49/221".

VIII.58. Sur sa demande, le Comité consultatif a été informé que, de 1988 à 1995, la demande de services d'interprétation et de services de traduction à New York avait augmenté de 45 % et de 35 % respectivement. Une grande partie de l'augmentation est due au fait que des organes dont les réunions ont été dûment planifiées ont demandé à tenir des séances supplémentaires. En juin 1995, par exemple, 301 séances ont été demandées à New York, alors que le calendrier des conférences n'en prévoyait que 235; compte tenu de la capacité des services de conférence, 270 séances ont pu être couvertes mais pas les 31 séances restantes.

VIII.59. Sur sa demande, le Comité a obtenu les statistiques suivantes sur le nombre de séances prévues à New York, Genève et Vienne dans le calendrier des conférences pour 1992, 1993 et 1994 et le nombre de séances non prévues tenues pendant cette période :

	<u>1992</u>	<u>1993</u>	<u>1994</u>
<u>New York</u>			
Séances prévues au calendrier	2 766	2 951	3 310
Séances non prévues au calendrier	1 500	1 210	1 631
<u>Genève</u>			
Séances prévues au calendrier	6 188	6 764	6 667
Séances non prévues au calendrier	238	217	155
<u>Vienne</u>			
Séances prévues au calendrier	732	1 323	1 468
Séances non prévues au calendrier	929	740	629

Les séances prévues au calendrier sont celles tenues par les organes intergouvernementaux et les organes d'experts de l'ONU (séances officielles, consultations officieuses, etc.). Les séances non prévues au calendrier regroupent toutes les autres réunions; il s'agit principalement de réunions des groupes régionaux, d'autres groupes d'États Membres ou d'organisations intergouvernementales et de réunions organisées par le Secrétariat sur sa propre initiative. Les séances non prévues au calendrier bénéficient de services de conférence en fonction des disponibilités.

VIII.60. Le Comité consultatif a également été informé que, de 1988 à 1995, on avait assisté, à New York, à une réduction de 12 % du nombre de postes permanents d'interprètes et de 15 % du nombre de postes permanents de traducteurs. La demande a été satisfaite grâce aux effets combinés de l'introduction de technologies de pointe, d'une meilleure gestion, d'une augmentation de la productivité et du recours à du personnel temporaire. Le Comité a obtenu les statistiques suivantes sur le nombre de mois de travail effectués par le personnel temporaire engagé dans les services de traduction à New York et à Genève, en 1992, 1993 et 1994 :

	<u>1992</u>	<u>1993</u>	<u>1994</u>
New York	493	575	373
Genève	620	491	474

VIII.61. Le Comité constate au tableau 26E.2 que le montant de 5 873 200 dollars demandé au titre des services contractuels reflète un accroissement des ressources de 1 863 800 dollars (avant réévaluation des coûts), ou 46,4 %, par rapport au montant révisé des crédits ouverts pour 1994-1995. Cet accroissement est dû à l'augmentation du volume des traductions réalisées à l'extérieur. À New York, près de 20 % de tous les travaux de traduction sont actuellement réalisés à l'extérieur. Le Comité consultatif se félicite de cette tendance car l'expérience a montré que la traduction contractuelle était la formule la plus économique.

VIII.62. Le Comité consultatif a également été informé, en réponse à ses questions, qu'on s'efforçait de recourir de plus en plus à la télétraduction lorsque des réunions ou conférences étaient organisées en dehors d'une ville siège. Dans un premier temps, la télétraduction a été utilisée comme une formule d'appoint, lorsque la capacité disponible sur place ne suffisait pas. Par la suite, on a décidé de n'affecter aux réunions que le nombre minimum de traducteurs nécessaires et de recourir à la télétraduction pour la plupart des documents. Enfin, en 1995, pour la première fois, tous les documents établis au cours d'une réunion importante – le neuvième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, qui s'est tenu au Caire – ont été traduits à distance, dans une ville siège, sans qu'aucun service de traduction ou de traitement de texte n'ait été assuré sur place. Un arrangement similaire est prévu pour la quatrième Conférence mondiale sur les femmes à Beijing. Le Comité consultatif se félicite de cette approche car elle permet de réduire sensiblement le nombre de fonctionnaires des services de conférence qu'il faut envoyer aux grandes conférences, et, partant, le coût de ces réunions, notamment pour les gouvernements hôtes.

VIII.63. Comme indiqué au paragraphe 26E.16 du projet de budget-programme, il est proposé de transférer trois postes (un poste de sous-secrétaire général, un poste D-1 et un poste P-4) du bureau du Directeur des services de conférence, New York, aux services d'appui (chapitre 26D), transferts qui seraient partiellement compensés par le transfert en sens inverse d'un poste P-5. Les trois premiers transferts sont liés à la réorganisation du Département de l'administration et de la gestion. Le Comité recommande que les transferts proposés soient approuvés.

VIII.64. En ce qui concerne le transfert au Bureau du Directeur des services de conférence à New York d'un poste P-5 provenant de la Division des achats et des transports (chap. 26D, Services d'appui), le Comité consultatif note au paragraphe 26D.40 que ce transfert est proposé "dans le cadre du regroupement des fonctions de planification et de coordination dans ce bureau". Le Comité consultatif partage l'opinion du Secrétaire général, énoncée au paragraphe 26E.6 du projet de budget-programme, à savoir que la planification des services de conférence doit être améliorée en vue d'utiliser de manière plus intégrée les ressources et installations affectées aux conférences à New York, Genève et Vienne. Le Comité recommande d'approuver ce transfert.

VIII.65. Comme il est dit aux paragraphes 26E.9 et 26E.27, la réduction de 13 postes d'agent des services généraux relevant des groupes de traitement de texte du Service de la rédaction et des documents officiels est due à l'introduction continue de nouvelles technologies dans les services de traitement des documents; il est proposé de supprimer huit des postes en question et d'en transférer deux au Bureau du Sous-Secrétaire général (chap. 26D) et trois aux Services de publication à New York. Le Comité consultatif recommande que cette proposition soit approuvée.

VIII.66. Le Comité consultatif note qu'il n'est proposé aucun changement dans le nombre et la composition de l'effectif requis au titre du sous-programme 2, Service des séances, interprétation et rédaction des procès-verbaux, à New York. Le Comité consultatif note qu'au paragraphe 26E.17, un montant de 29 676 400 dollars est prévu à la rubrique "Autres dépenses de personnel" et se répartit comme suit : personnel temporaire pour les réunions (24 510 700 dollars), personnel temporaire (autre que celui affecté aux réunions) (1 078 400 dollars) et heures supplémentaires (4 087 300 dollars). Le Comité a été informé que sur les 24,5 millions de dollars budgétisés en 1996-1997 au titre du personnel temporaire pour les réunions à New York, quelque 11,5 millions de dollars financent les contrats d'interprètes indépendants au Siège.

VIII.67. Le Comité consultatif a été également informé qu'au 31 mai 1995, cinq postes d'interprète (3 P-5 et 2 P-2) restaient vacants sur les 118 postes d'interprète du Service d'interprétation à New York et que ces postes vacants n'étaient pas utilisés à d'autres fins. Le Comité recommande que les mesures nécessaires soient prises afin de pourvoir aussitôt que possible les postes d'interprète vacants. Le Comité signale en outre qu'il est onéreux d'assurer les services de conférence en faisant régulièrement appel à des interprètes indépendants et qu'il est plus facile de gérer la prestation de ces services et de faire face à des besoins additionnels soudains en utilisant le personnel disponible au Siège. Le Comité recommande donc au Secrétaire général de faire figurer dans son prochain projet de budget des propositions tendant à régler cette question.

VIII.68. Au titre du sous-programme 3 (Services de traduction, New York), le Secrétaire général propose de créer six nouveaux postes P-3 et de reclasser cinq postes P-2 à P-3. On trouve aux alinéas a) et b) du paragraphe 26E.33 des explications à l'appui de ces propositions. En réponse à ses questions, le Comité consultatif a été informé que les six postes supplémentaires sont ventilés entre les différentes langues comme suit : arabe – deux postes; français – deux postes; russe – un poste; et espagnol – un poste; cette ventilation tient compte de : a) la réduction de postes intervenue en 1992-1993 qui avait touché de façon inégale les effectifs des différents services, et par conséquent la qualité de leur production, et b) des plaintes officiellement formulées concernant la qualité de la traduction dans certaines langues. Le Comité recommande que soit acceptée la proposition du Secrétaire général concernant la création de ces six nouveaux postes.

VIII.69. Le Secrétaire général propose le reclassement de cinq postes de la classe P-2 à la classe P-3 dans les Services de traduction à New York. Le Comité consultatif croit comprendre que cette proposition s'explique surtout par le fait que la rotation du personnel occupant des postes P-3 a été particulièrement lente et qu'il est statutairement prévu que les traducteurs qui ont été reçus au concours de recrutement et qui ont passé une période d'essai de deux ans peuvent aspirer à être promus à la classe P-3. Le Comité consultatif recommande que les reclassements proposés soient approuvés.

VIII.70. Les propositions concernant les effectifs au titre du sous-programme 4 (Services de publication, New York) prévoient la création d'un poste P-5 et d'un poste P-4 et le transfert de trois postes d'agent des services généraux (Autres classes) provenant des groupes de traitement de texte du Service de la traduction et des documents officiels (New York). Le Comité consultatif note au paragraphe 26E.37 que la création de ces nouveaux postes est liée à la "mise au point d'un système informatisé de transmission de textes intégraux" et s'explique par le fait que deux de ces trois postes (1 P-5 et 1 P-4) qui avaient été cédés à cette fin aux Services de publication (New York) ne pouvaient plus

l'être en 1996-1997. En réponse à ses questions, le Comité a été informé que ces postes seront nécessaires pour mettre au point un système capable d'assurer la circulation de toute la documentation sur support électronique et seraient liés au Système informatisé de suivi de la production documentaire (DRITS) et au système à disque optique, qui devrait réduire les coûts de production sur support papier. L'amélioration des techniques de traitement de texte et de mise en page a déjà permis de gagner du temps dans la préparation et l'impression de certains documents, par exemple le projet de budget-programme, et a supprimé la nécessité d'avoir recours à des typographes contractuels. D'ici le milieu de 1996, on prévoit que la majorité des documents à présentation simple feront l'objet d'une nouvelle présentation pour être publiés sur support électronique. Le Comité consultatif recommande que soit approuvée la création de ces deux nouveaux postes (1 P-5 et 1 P-4).

VIII.71. Il est proposé de transférer trois postes d'agent des services généraux (Autres classes) relevant des groupes de traitement de texte du Service de rédaction et des documents officiels (New York) aux Services de publication, New York, où ils s'acquitteront des nouvelles fonctions de stockage des documents sur le système à disque optique. Le Comité recommande que soit approuvé ce transfert.

VIII.72. En ce qui concerne le montant de 5 887 700 dollars demandé au titre du sous-programme 4, Services de publication, New York, pour l'achat de papier, de films et produits chimiques, d'encre, de plaques et autres fournitures (par. 26E.39), le Comité consultatif s'est enquis de la quantité de papier gaspillé (taux de gâche de papier) dans l'atelier de reproduction au Siège et il a été informé que, pour des travaux similaires, le niveau de gaspillage (taux de gâche) y est à peu près le même que dans celui des imprimeries commerciales. Toutefois, le gaspillage est plus important dans l'atelier de reproduction de l'ONU que dans les imprimeries commerciales lorsque ce dernier est tenu de produire des documents à faible tirage ou dans des délais extrêmement serrés. Dans ces cas, il peut se faire, à l'occasion, qu'il soit indispensable d'utiliser un équipement davantage fait pour d'autres tâches et de le faire tourner à la vitesse maximale, au risque d'utiliser le papier de manière moins rentable. Le Comité consultatif recommande que le problème soit étudié pour qu'il y soit apporté une solution satisfaisante.

VIII.73. Les ressources requises pour les services de conférence et bibliothèque à Genève accusent une diminution de 5 345 600 dollars, avant réévaluation, soit 2,9 %, au regard du montant révisé des crédits ouverts pour 1994-1995. Comme il apparaît au tableau 26E.24, le seul objet de dépense où l'on propose une augmentation des ressources est celui des services contractuels (484 700 dollars). Cette augmentation s'explique, dans une grande mesure, par la tendance, généralisée dans l'Organisation, à recourir à la traduction contractuelle extérieure, lorsque cette solution s'est révélée satisfaisante et d'un bon rapport coût-rendement.

VIII.74. Le tableau d'effectifs proposé pour les services de conférence et bibliothèque à Genève prévoit la suppression de sept postes d'agent des services généraux (Autres classes) au titre du sous-programme 1, Édition et documents officiels, et un poste d'agent des services généraux (Autres classes) au titre du sous-programme 2, Service des séances, interprétation et rédaction des procès-verbaux, le reclassement de six postes P-2 à la classe P-3 au titre du sous-programme 3, Services de traduction, et la suppression d'un poste P-2 et d'un poste d'agent des services généraux (Autres classes) au titre du sous-programme 5, Services d'information des bibliothèques. Le Comité consultatif signale que la suppression proposée de ces postes s'explique essentiellement par l'accroissement de productivité induit par les

investissements en matière de bureautique et des efforts déployés par l'administration pour améliorer l'efficacité des services de conférence. Le Comité recommande que ces propositions, y compris celles concernant le reclassement, soient approuvées.

VIII.75. Les prévisions relatives aux services de conférence et bibliothèque à Vienne pour l'exercice biennal 1996-1997 reflètent pour la première fois le coût total, pour un exercice biennal, d'un service de conférence unifié, qui a été créé à Vienne à partir du 1er avril 1995, conformément à la section III de la résolution 49/237 de l'Assemblée générale en date du 31 mars 1995. Toutefois, comme il est dit au paragraphe 26E.83, les nouvelles dispositions prises concernant les services de conférence à Vienne n'entraîneront pas d'augmentation nette des dépenses car leur coût est compensé par l'augmentation importante des recettes provenant du remboursement par l'ONUDI des services qui lui sont fournis, ainsi que par l'accroissement des recettes provenant de l'AIEA, qui s'explique par l'augmentation des services d'interprétation que l'Organisation des Nations Unies lui fournit.

VIII.76. Le tableau d'effectifs proposé pour les services de conférence et bibliothèque à Vienne en 1996-1997 prévoit la création d'un poste D-1 pour le chef du Service de l'interprétation et des séances et d'un poste P-4 pour le chef de la Section de la planification et du service des séances, ainsi que la suppression de deux postes (1 P-5 et 1 P-2). Les propositions de création et de suppression des postes sont présentées aux paragraphes 26E.82 et 26E.91 du projet de budget-programme. Le Comité consultatif recommande que la suppression proposée de deux postes (1 P-5 et 1 P-2) soit approuvée. Toutefois, le Comité n'est pas convaincu qu'il soit nécessaire de créer un poste D-1 pour le chef du Service de l'interprétation et des séances ni un poste P-4 pour le chef de la Section de la planification et du service des séances; en conséquence, le Comité ne recommande pas que ces deux postes soient créés.

Chapitre 26F. Administration (Genève)

VIII.77. Les ressources demandées au chapitre 26F reflètent une diminution de 2 125 000 dollars, avant réévaluation des coûts, ou de 1,7 %, par rapport au montant révisé des crédits ouverts pour 1994-1995. Le tableau 26.2 indique comment cette diminution se répartit par objet de dépense. Le Comité a été informé qu'une étude de la gestion de l'Office était en cours. Dans un premier temps, l'attention a été accordée au contrôle budgétaire et financier.

VIII.78. Le tableau d'effectifs proposé pour la Division de l'administration à Genève prévoit la suppression, en 1997, d'un poste P-5 et d'un poste d'agent des services généraux (autres classes), le reclassement, en 1997 également, d'un poste de la classe P-3 à la classe P-4 (voir par. 26F.14), la suppression de 13 postes d'agent des services généraux (autres classes) à la rubrique Services généraux et le transfert d'un poste d'agent des services généraux (autres classes) de la rubrique Formation du personnel à la rubrique Services administratifs.

VIII.79. En ce qui concerne les services administratifs, le Comité consultatif a été informé, en réponse à ses questions, que la possibilité de supprimer un poste P-5 et un poste d'agent des services généraux (autres classes) résultait d'une rationalisation des fonctions et non de la mise en place du Système intégré de gestion, dont l'incidence ne sera ressentie à Genève qu'à un stade plus avancé du projet. Le Comité recommande d'approuver la proposition tendant à supprimer deux postes et à reclasser un poste de la classe P-3 à la classe P-4.

VIII.80. Le Comité consultatif note au paragraphe 26F.21 que le regroupement d'unités administratives et la rationalisation des procédures ont permis de proposer la suppression de 13 postes d'agent des services généraux (autres classes). En réponse à ses demandes d'éclaircissements, le Comité a été informé qu'il s'agissait de six postes de commis de bureau à la Section des achats et des transports, de deux postes de commis à l'enregistrement, d'un poste de commis au courrier et de deux postes de planton, soit cinq postes en tout à la Section de l'enregistrement, des dossiers et du courrier, et de deux postes de téléphoniste à la Section des services électroniques. Le Comité consultatif se félicite des efforts déployés par l'administration de l'ONUG pour augmenter l'efficacité et la productivité de ses services et il recommande d'approuver la proposition tendant à supprimer 13 postes d'agent des services généraux.

VIII.81. Les postes qu'il est proposé d'affecter aux services généraux de l'Office des Nations Unies à Genève permettront aux unités concernées de fournir des services communs d'appui : enregistrement, dossiers et courrier, bâtiments et services techniques, sécurité et sûreté, achats et transports et services électroniques. Le Comité a reçu communication, à sa demande, de la répartition entre les différentes unités administratives de la Division de l'administration des 340 postes d'agent des services généraux financés par le budget ordinaire ou par des fonds extrabudgétaires figurant dans le tableau 26F.9. Cette répartition est la suivante :

	Budget ordinaire	Fonds extrabudgétaires
Bureau du chef	3	1
Groupe de la sécurité et de la sûreté	76	8
Achats, transports et services internes	47	8
Enregistrement, dossiers et courrier	64	1
Bâtiments et services techniques	77	—
Section des services électroniques	47	8
Total	314	26

Le Comité consultatif estime que le nombre d'agents des services généraux reste excessif. Il recommande donc que le Secrétaire général étudie la possibilité de continuer à rationaliser et regrouper les fonctions de ces agents, en tirant parti des innovations technologiques. Il faudra garder cette recommandation à l'esprit durant la deuxième phase de l'étude de la gestion mentionnée plus haut, dont le Comité demande l'achèvement dans les plus brefs délais. Les recommandations qui seront faites devront être reflétées dans le prochain projet de budget de l'ONUG.

VIII.82. Le Comité note au paragraphe 26F.22 du projet de budget-programme que 4 025 400 dollars, avant réévaluation des coûts, sont proposés à la rubrique "Autres dépenses de personnel", dont 1 665 700 dollars au titre du personnel temporaire engagé pour les réunions, 918 800 dollars au titre du personnel temporaire autre et 1 440 900 dollars au titre des heures supplémentaires. Le Comité consultatif a été informé que les crédits actuellement ouverts pour le personnel temporaire autre que celui affecté aux réunions servent en fait à rémunérer neuf nettoyeurs travaillant à temps partiel et deux agents de sécurité et que l'on s'attend à ce que cette situation perdure en 1996-1997. Le Comité juge regrettable que des fonds prévus pour le personnel temporaire servent à financer des postes temporaires de facto, car il est de ce fait difficile de

contrôler le tableau d'effectifs. Le Comité consultatif demande donc au Secrétaire général, lorsqu'il établira le prochain projet de budget-programme, de recenser les postes temporaires qui auront été financés jusque-là à l'aide des crédits ouverts pour le personnel temporaire autre que celui affecté aux réunions et de les inclure parmi les postes temporaires inscrits au tableau d'effectifs.

Chapitre 26G. Administration (Vienne)

VIII.83. Le montant des crédits demandés au chapitre 26G s'élève à 46 741 000 dollars, ce qui représente un accroissement de 312 800 dollars, avant réévaluation des coûts, ou de 0,7 %, par rapport au montant révisé des crédits ouverts pour 1994-1995. Le Comité note que les propositions budgétaires relatives au chapitre 26G tiennent compte du transfert des fonctions administratives précédemment assurées par l'ONUDI à la Division de l'administration et des services communs de l'ONUV – transfert qui devrait s'achever fin 1995 – et de la création, le 1er avril 1995, d'un service de conférence unifié. Le Comité consultatif demande au Secrétaire général de garder à l'étude la question de l'efficacité des services mixtes.

VIII.84. Au paragraphe 26G.17 du projet de budget-programme, un nouveau poste P-4 est demandé pour un fonctionnaire du budget à qui seraient confiées, au sein de la Division, des fonctions de planification des programmes et de budgétisation qui, à l'heure actuelle, ne sont pas attribuées à un fonctionnaire donné. Le Comité consultatif recommande d'approuver la création de ce poste P-4.

VIII.85. Le Comité consultatif note au tableau 26G.12 et au paragraphe 26G.36 qu'un montant de 911 100 dollars, qui représente un accroissement de 428 900 dollars, avant réévaluation des coûts, est demandé pour l'achat initial ou le remplacement de matériel de bureautique et de logiciels. Il recommande que les décisions d'achat soient prises en concertation étroite avec la Division des services électroniques, au Siège, afin d'assurer la compatibilité des différents systèmes. Il recommande en outre que, dans le prochain projet de budget-programme, le Secrétaire général donne des renseignements sur les économies qu'auront éventuellement entraînées les investissements de l'Organisation dans les nouvelles technologies.

Chapitre 26H. Administration (Nairobi)

VIII.86. Le montant demandé au chapitre 26H, soit 12 998 000 dollars (tableau 26H.2), tient compte de la mise en place de services communs d'administration à Nairobi; il représente une diminution des ressources de 469 500 dollars, avant réévaluation des coûts, ou de 4,2 %, par rapport au montant révisé des crédits ouverts pour 1994-1995 qui s'élève à 11 072 000 dollars. Le Comité consultatif note que ce dernier chiffre comprend 4 589 500 dollars et 1 618 400 dollars correspondant aux contributions respectives du PNUÉ et d'Habitat au financement de l'Office des Nations Unies qui vient d'être créé à Nairobi (par. 26H.2).

VIII.87. Comme l'explique le paragraphe 26H.3, la rationalisation des structures administratives à Nairobi entraînerait la suppression de 59 postes, dont 11 sont imputés sur le budget ordinaire et 48 sur des fonds extrabudgétaires. En réponse à sa demande, le Comité a reçu les précisions ci-après sur les postes qu'il est proposé de supprimer :

a) Budget ordinaire (11 postes) :

- 1 poste D-1 – Chef des services communs des Nations Unies (Nairobi)
- 1 poste P-5 – Chef des services linguistiques
- 1 poste P-2 – Fonctionnaire adjoint chargé des voyages
- 5 postes d'agent local – Secrétaires et assistants administratifs
- 3 postes d'agent local – Commis aux ventes et assistants

b) Fonds extrabudgétaires (48 postes) :

- 1 poste D-1 – Chef de l'administration, CNUEH
- 3 postes P-4 – Fonctionnaires chargés de la formation, des finances et des achats
- 3 postes P-3 – Fonctionnaires chargés des finances, du personnel et des achats
- 2 postes P-2 – Fonctionnaires adjoints, chargés du budget et du personnel
- 39 postes d'agent local – Secrétaires et assistants administratifs

Le Comité consultatif se félicite des efforts déployés en vue de rationaliser les structures administratives à Nairobi et il recommande d'approuver les suppressions de postes proposées.

VIII.88. En réponse à sa demande d'éclaircissements, le Comité consultatif a également été informé, qu'outre les effectifs figurant au tableau 26H.3, l'Office des Nations Unies à Nairobi emploie 12 agents de sécurité et de sûreté qui continueraient d'être rémunérés à l'aide des crédits alloués au personnel temporaire autre que celui affecté aux réunions, mais qu'une proposition tendant à inscrire ces postes au tableau d'effectifs sera examinée dans le cadre de l'évaluation des services de sécurité et de sûreté, qui est en cours. Le Comité consultatif demande au Secrétaire général d'indiquer, dans le prochain projet de budget-programme, les postes temporaires qui auront été continuellement financés à l'aide des crédits ouverts pour le personnel temporaire autre que celui affecté aux réunions (voir également plus haut l'examen du chapitre 26G).

TITRE IX. ACTIVITÉS ADMINISTRATIVES FINANÇÉES EN COMMUN ET DÉPENSES SPÉCIALES

IX.1. Les ressources demandées par le Secrétaire général au titre IX du projet de budget-programme s'élèvent à 68 347 000 dollars, dont 27 447 400 dollars pour les activités administratives financées en commun (chap. 27) et 40 899 600 dollars pour les dépenses spéciales (chap. 28).

Chapitre 27. Activités administratives financées en commun

IX.2. Les crédits demandés au présent chapitre doivent permettre de couvrir les dépenses relatives à six organes de l'ONU financés en commun : a) la CFPI et son secrétariat (10 901 400 dollars); b) le CCI et son secrétariat (9 021 500 dollars); c) les secrétariats des organes subsidiaires du CAC chargés des questions administratives (part à la charge de l'ONU) : le Comité de coordination des services d'information (CCSI) (441 000 dollars), le Comité consultatif pour les questions administratives (CCQA) (494 600 dollars) et le Comité consultatif pour les questions relatives aux programmes et aux opérations (CCQPO) (170 100 dollars); d) le Centre international de calcul (CIC) (6 418 800 dollars). Comme il est indiqué au paragraphe 27.3 du projet de budget-programme, la totalité des crédits nécessaires à la CFPI et au CCI est demandée au chapitre 27, les remboursements effectués par d'autres organisations participantes étant crédités à l'Organisation au chapitre 2 des recettes.

A. Commission de la fonction publique internationale

IX.3. Le Comité consultatif note que les ressources demandées pour la CFPI au tableau 27.4 du budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997 accusent une diminution de 247 800 dollars, avant réévaluation des coûts. Comme il est indiqué au tableau 27.5 et au paragraphe 27.20 du projet de budget-programme, le tableau d'effectifs proposé pour la CFPI comprend 46 postes permanents inscrits au budget ordinaire (21 postes d'administrateur et 25 postes d'agent des services généraux), soit un poste d'agent des services généraux de moins par rapport au tableau d'effectifs de l'exercice précédent. Le Comité consultatif a été informé, comme suite à ses questions, que l'augmentation des ressources, d'un montant de 31 100 dollars, avant réévaluation des coûts, demandée au tableau 27.4 du projet de budget-programme au titre des consultants et experts correspondait au coût estimatif de l'acquisition de données sur les prix auprès d'organismes privés et publics dans le cadre des enquêtes sur le coût de la vie qui seront effectuées par la Commission dans les villes-sièges et les lieux d'affectation hors Siège.

B. Corps commun d'inspection

IX.4. Le Comité consultatif note que, dans le programme de travail du CCI pour l'exercice biennal 1996-1997 exposé aux paragraphes 27.32 et 27.33 du projet de budget-programme, cet organe se propose d'accroître ses activités d'inspection, d'évaluation et d'enquête portant sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies et les questions humanitaires. Il note également que, conformément aux modalités qui ont été fixées pour l'exercice biennal 1994-1995, les dépenses du CCI pour l'exercice considéré seront réparties sur la base des dépenses inscrites dans les états financiers des organisations (voir par. 27.29 du projet de budget-programme). Il note en outre que, les dépenses financées au moyen de contributions mises en recouvrement pour les opérations de maintien de la paix en étant exclues, la part des dépenses totales du CCI pour l'exercice biennal 1996-1997 prise en charge par l'Organisation des Nations Unies devrait s'élever à 21,34 %. Comme il est indiqué au paragraphe 27.29 du projet de

budget-programme, on prévoit donc que les autres organisations participantes rembourseront à l'ONU environ 78,66 % des dépenses totales du CCI.

IX.5. Le Comité consultatif rappelle que dans sa résolution 48/221 du 23 décembre 1993, l'Assemblée générale a invité le CCI à privilégier les activités d'inspection et d'évaluation, et a prié le Secrétaire général et le CCI d'étudier les moyens qui permettraient à cet organe d'améliorer ses travaux d'inspection et d'évaluation dans des domaines d'activité précis, tels que les opérations de maintien de la paix, l'assistance humanitaire, les activités opérationnelles de développement et des questions techniques et financières, et de lui rendre compte à ce sujet.

IX.6. Le Comité consultatif a été informé, comme suite à ses questions, que, dans son programme de travail pour 1995, le CCI prévoyait d'effectuer 14 études (4 enquêtes, 5 inspections, 4 évaluations et 1 inspection/évaluation). Le CCI rédigeait également, chaque année, des lettres de recommandation à l'intention des chefs de secrétariat des organisations participantes sur les activités que celles-ci mènent dans des domaines relevant de sa compétence. Il a été précisé que, sur les 14 études inscrites au programme de travail du CCI pour 1995, cinq porteraient sur l'ONU, sept sur le système des Nations Unies et deux sur des questions précises intéressant les organisations, les domaines d'activité étudiés étant les suivants : questions administratives et de gestion (huit études), développement et coopération technique (deux études), opérations de maintien de la paix (deux études) et aide humanitaire (deux études).

IX.7. Le Comité consultatif note que l'augmentation des ressources, d'un montant de 53 600 dollars, avant réévaluation des coûts, demandée au tableau 27.6 du projet de budget-programme est imputable principalement à la formation du personnel ainsi qu'au coût de la fourniture et de l'entretien de matériel de bureautique et de services informatiques. Comme il est indiqué au tableau 27.7 et au paragraphe 27.38 du projet de budget-programme, le tableau d'effectifs proposé pour l'exercice biennal 1996-1997 comprend le même nombre de postes permanents que celui de l'exercice précédent (8 postes d'administrateur et 10 postes d'agent des services généraux). Le Comité consultatif note que le nombre de postes d'administrateur nécessaires (huit) est identique à celui de 1978-1979 et qu'après avoir perdu trois postes entre 1978-1979 et 1990-1991, le tableau d'effectifs des agents des services généraux est resté inchangé.

IX.8. Le Comité consultatif estime que les prévisions de dépenses que le Secrétaire général a établies pour le CCI pour l'exercice biennal 1996-1997 devraient être examinées à la lumière des demandes formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution 48/221 au sujet du programme de travail de cet organe (voir par. IX.5 et IX.6 ci-dessus), et compte tenu de la nécessité de renforcer les mécanismes de contrôle externe soulignée dans la résolution 48/218 B de l'Assemblée. À cet égard, les représentants du CCI ont informé le Comité consultatif qu'ils s'inquiétaient de l'insuffisance des ressources en personnel proposées par le Secrétaire général dans le projet de budget-programme.

IX.9. Le Comité consultatif note que le montant demandé au tableau 27.6 du projet de budget-programme pour 1996-1997 au titre des frais de voyage s'élève à près de 600 000 dollars, avant réévaluation des coûts. Il prie le CCI de revoir le système d'allocation des crédits affectés aux voyages, afin de s'assurer qu'il est fait le meilleur usage des fonds alloués, et propose que soit examinée la possibilité de mettre en place un système qui permettrait d'allouer ces crédits en fonction des études et activités précises à mener dans le cadre du programme de travail approuvé par le CCI.

IX.10. Le Comité consultatif rappelle qu'au paragraphe 12 de la résolution 48/221, l'Assemblée générale a prié "le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des organisations participantes, sans préjudice de l'article 20 du statut du Corps commun d'inspection, d'envisager d'allouer à cet organe des ressources extrabudgétaires et des fonds d'appui aux programmes lorsqu'il est appelé à entreprendre des tâches précises d'inspection, d'évaluation et d'enquête dans des domaines financés au moyen de ces ressources". Il recommande au Secrétaire général de rendre compte des mesures prises et des arrangements conclus en la matière.

C. Comité de coordination des systèmes d'information

IX.11. Le Comité consultatif prend note qu'en octobre 1993, le CAC a décidé de remplacer le Comité consultatif pour la coordination des systèmes d'information (CCCSI) par un nouveau comité appelé Comité de coordination des systèmes d'information (CCSI), dont le mandat a été revu par rapport à celui de son prédécesseur (voir par. 27.45 du projet de budget-programme).

IX.12. Comme il est indiqué aux paragraphes 27.49 et 27.50 du projet de budget-programme, les prévisions de dépenses établies pour le CCSI pour l'exercice biennal 1996-1997 s'élèvent au total à 1 518 200 dollars, avant réévaluation des coûts, sur lesquelles un montant de 430 000 dollars, soit 28,32 %, est à la charge de l'ONU. Le tableau d'effectifs proposé pour le CCSI pour l'exercice biennal 1996-1997 comprend un poste de secrétaire du Comité, de rang D-1, et un poste d'agent des services généraux.

IX.13. Le Comité consultatif note que le crédit demandé au tableau 27.8 du projet de budget-programme au titre des consultants et experts accuse une augmentation importante : 159 300 dollars, soit 109,3 % par rapport au crédit ouvert pour 1994-1995. Il note que lorsque le CCCSI a été remplacé par le CCSI, il avait été convenu que le Centre international de calcul (CIC) serait chargé de bon nombre des fonctions opérationnelles précédemment exercées par le secrétariat du CCSI (voir par. 27.94 du projet de budget-programme). Il fait observer que le CIC pourrait participer à l'exécution des activités dont sera chargé le CCSI, afin d'éviter les doubles emplois et de faire le meilleur usage possible des modestes ressources disponibles. À cette fin, le Comité consultatif recommande que le Secrétaire général et les organisations participant au CIC étudient la question, compte tenu de la rapidité avec laquelle les techniques évoluent au sein du système des Nations Unies.

Chapitre 28. Dépenses spéciales

IX.14. Les prévisions de dépenses établies par le Secrétaire général au chapitre 28 du projet de budget-programme s'élèvent à 35 339 100 dollars, avant réévaluation des coûts, accusant une augmentation de 2 544 000 dollars par rapport au montant des crédits ouverts pour 1994-1995 (voir rubrique 1 du tableau 28.1 du projet de budget-programme). Le Comité consultatif note que cette augmentation est imputable principalement au coût de l'assurance maladie après la cessation de service.

IX.15. Comme il est indiqué à la rubrique 1 du tableau 28.3 du projet de budget-programme, les prévisions de dépenses établies au titre de l'assurance maladie après la cessation de service pour l'exercice biennal 1996-1997, avant réévaluation des coûts, s'élèvent à 31 056 100 dollars, ce qui représente une augmentation de 2 384 800 dollars, soit 8,3 %, par rapport au montant des crédits ouverts pour 1994-1995 (28 671 300 dollars). Le Comité consultatif note que des mesures de limitation des coûts des services médicaux ont été appliquées

au cours de l'exercice biennal 1994-1995 (voir par. 28.5 du projet de budget-programme).

IX.16. Comme suite à ses questions, le Comité consultatif a été informé qu'au nombre des mesures de limitation du coût des services médicaux figuraient : le maintien d'un système de gestion personnalisée des dossiers médicaux dans le cadre duquel les traitements onéreux, comportant souvent une hospitalisation, étaient étudiés en consultation avec les médecins traitants en vue de trouver des formules de traitement d'un coût moins élevé; l'instauration, depuis 1994, d'un plafond de remboursement d'un montant annuel de 2 000 dollars dans le cadre de l'assurance soins dentaires; et la mise en place, avec effet au 1^{er} août 1995, d'un programme d'achat à prix réduit de médicaments délivrés sur ordonnance dans le cadre des plans d'assurance maladie Aetna et Blue Cross/Wrap Around Plus, qui permettra de réduire de manière sensible le coût pour les participants des médicaments en question. On prévoit que cette dernière formule, qui concerne à la fois les participants actifs et retraités, entraînera une économie, pendant la première année d'application du programme, de 325 000 dollars par rapport à ce qu'aurait été le montant de la subvention sans ledit programme.

IX.17. Le Comité consultatif note que "le coût des services médicaux continue de croître à un rythme supérieur au coût de la vie" (voir par. 28.5 du projet de budget-programme). Après s'être enquis des incidences à long terme de cette tendance, il a été informé qu'une étude actuarielle, comparable à celle qu'avait menée la Banque mondiale, était en cours afin d'évaluer la viabilité à terme du régime d'assurance maladie. Le Comité se félicite de la réalisation d'une telle étude et attend avec intérêt d'en connaître les conclusions et recommandations.

IX.18. Il ressort de la rubrique 2 du tableau 28.3 du projet de budget-programme que le montant estimatif des dépenses relatives à l'assurance maladie après la cessation de service prélevé sur des comptes extrabudgétaires s'élève à 3 715 500 dollars, ce qui représente 10,2 % de la subvention totale demandée pour 1996-1997. Le Comité consultatif note que le montant prévu au paragraphe 28.6 du projet de budget-programme a été établi en se fondant sur une analyse de la proportion de fonctionnaires affiliés à l'assurance maladie après la cessation de service à la fin de 1994 dont le poste, à la date de leur départ à la retraite, est imputé sur des fonds extrabudgétaires. Il a été informé, comme suite à ses questions, que sur un total de 3 191 fonctionnaires affiliés à la fin de 1994, 364 étaient des retraités dont le poste, à la date de leur départ à la retraite, était financé au moyen de fonds extrabudgétaires. Bien que représentant 11,4 % du nombre total de participants, ce groupe de retraités n'a reçu que 10,2 % de la subvention totale car bon nombre d'entre eux avaient été en poste dans des lieux d'affectation hors Siège et avaient pris leur retraite dans des pays où les frais médicaux et le coût des assurances maladie étaient moins élevés qu'aux États-Unis.

IX.19. Le Comité consultatif note que le nombre de demandes d'indemnisation soumises au Comité consultatif pour les demandes d'indemnisation en cas de maladie, d'accident ou de décès et au Comité pour les demandes d'indemnisation en cas de perte ou de détérioration d'effets personnels était de 200 en 1990, 262 en 1991, 142 en 1992, 283 en 1993 et 570 en 1994 (voir par. 28.10 du projet de budget-programme). Ayant été informé, comme suite à ses questions, que le secrétariat des deux comités était assuré par trois fonctionnaires (un P-4 et deux agents des services généraux), le Comité consultatif recommande que lesdits comités soient dotés des ressources en personnel voulues, par le biais d'une réaffectation de postes, pour faire face à l'augmentation des demandes d'indemnisation.

IX.20. S'agissant des frais bancaires, le Comité consultatif estime que le montant des frais que les diverses banques font payer à l'Organisation (162 900 dollars) est élevé. À cet égard, il compte que le Secrétaire général prendra les mesures nécessaires pour obtenir une réduction desdits frais, compte tenu notamment du montant considérable de fonds que représentent les opérations que les banques concernées effectuent pour le compte de l'ONU.

IX.21. S'agissant des mesures de sécurité interorganisations, le Comité consultatif a été informé que, dans de nombreux cas, les fonctionnaires d'organisations différentes n'étaient pas en mesure de communiquer entre eux dans une situation d'urgence, chacune d'elle ayant développé son propre système de communication. À cet égard, il recommande que les organismes des Nations Unies se dotent de systèmes de communication d'urgence compatibles.

IX.22. Le Comité consultatif a également été informé d'autres mesures prises unilatéralement par des organismes des Nations Unies. Par exemple, certains programmes ou fonds des Nations Unies avaient engagé du personnel de sécurité local, souvent en tant que consultants, pour un coût nettement plus élevé, sans en référer au Coordonnateur des mesures de sécurité de l'ONU. À cet égard, le Comité consultatif souligne la nécessité de mettre en place un système central de coordination des mesures de sécurité efficace, afin d'améliorer la sécurité et la protection du personnel du système des Nations Unies.

IX.23. S'agissant de la présence de personnes à charge (de fonctionnaires en poste) dans des lieux d'affectation déconseillés aux familles pour des raisons de sécurité, le Comité consultatif a été informé que les critères utilisés pour définir ce type de lieu d'affectation avaient été sensiblement renforcés et seraient appliqués de manière stricte.

IX.24. Le Comité consultatif note que l'ONU a publié un Manuel de sécurité des services extérieurs où figurent les dispositions prises à l'échelle du système en vue d'assurer la protection du personnel et du matériel des Nations Unies sur le terrain. Il se félicite de la parution de cette publication.

IX.25. Un montant de 3,6 millions de dollars est demandé au paragraphe 28.21 du projet de budget-programme pour financer le coût de l'assurance-vie contractée au profit des fonctionnaires. Le Comité consultatif note que l'assurance contractée couvre uniquement les actes de malveillance commis à l'égard du personnel, le matériel n'étant pas couvert. Il a été informé que les risques liés au matériel, qualifiés par les assureurs de "risques politiques", provenaient, entre autres, de l'éventualité de troubles civils, d'insurrections, d'émeutes, d'actes de sabotage, d'abandons forcés et de confiscations. Des assurances couvrant ces types de risques, en partie ou en totalité, ne peuvent être contractées que sur un petit nombre de marchés d'assurance. Il faut toutefois garder à l'esprit que, pour qu'un assureur veuille bien couvrir les risques en question et pour que le coût d'une telle assurance soit calculé, il faut pouvoir fournir un nombre considérable d'informations à l'appui : inventaire détaillé du type et de la valeur des biens à assurer; emplacement des biens, y compris du matériel mobile; mesures de sécurité prises. Le Comité prie le Secrétaire général d'étudier la question et de lui en rendre compte dans son projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999.

IX.26. Un montant de 369 400 dollars a été prévu au titre de la pension de retraite servie à d'anciens secrétaires généraux. Comme il est indiqué au paragraphe 28.28 du projet de budget-programme, les sommes prévues à ce titre étaient précédemment inscrites au chapitre 1er. Le Comité consultatif note que les modalités de paiement de la pension de retraite des anciens secrétaires généraux sont régies par la résolution 45/251 de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1990.

TITRE X. BUREAU DES SERVICES DE CONTRÔLE INTERNE

Chapitre 29. Bureau des services de contrôle interne

X.1. Comme indiqué au paragraphe 29.1 du projet de budget-programme, le Bureau des services de contrôle interne a été créé en septembre 1994 conformément à la résolution 48/218 B de l'Assemblée générale en date du 29 juillet 1994. Le Bureau n'avait au départ que les ressources prévues pour les services regroupés en son sein. Le Comité consultatif rappelle qu'à sa quarante-neuvième session, en décembre 1994, l'Assemblée générale a approuvé la création de huit postes supplémentaires – deux postes P-5, deux postes P-4, un poste P-3, deux postes d'agent des services généraux (1re classe) et un poste d'agent des services généraux (autres classes).

X.2. Il ressort des tableaux 29.1 et 29.2 du projet de budget-programme que le montant total des ressources jugées nécessaires, soit 14 859 400 dollars, avant réévaluation des coûts, fait apparaître une augmentation de 2 831 700 dollars, ce qui représente un taux de croissance de 23,5 %. L'essentiel de cette augmentation correspond aux ressources prévues pour la création de 14 postes nouveaux [1 poste D-1, 4 postes P-5, 4 postes P-4, 2 postes P-3, 1 poste d'agent des services généraux (1re classe) et 2 postes d'agent des services généraux (autres classes)], augmentation qui est cependant compensée en partie par le transfert au Bureau de la gestion des ressources humaines d'un poste P-5 et de deux postes d'agent des services généraux (première classe). Compte tenu de ses observations sur la question de la proportion de personnel d'appui formulées au chapitre 1er ci-dessus, le Comité consultatif recommande l'approbation de toutes les créations de poste proposées, à l'exception de deux postes d'agent des services généraux (autres classes) prévus pour les sous-programmes 2 et 4, soit un total de 12 nouveaux postes.

X.3. Le Comité consultatif note au paragraphe 29.6 du projet de budget-programme que le Bureau du Secrétaire général adjoint assure la direction, la supervision et la gestion d'ensemble des activités du Bureau des services de contrôle interne; il est chargé de la planification et du suivi du programme de travail du Bureau des services de contrôle interne et fournit un appui administratif à l'ensemble du Bureau. Comme indiqué au tableau 29.1 du projet de budget-programme, outre le Bureau du Secrétaire général adjoint, le programme de travail a été divisé en quatre sous-programmes différents, à savoir : évaluation, audit et conseil de gestion, contrôle et inspection, et investigations.

X.4. À chaque exercice biennal, lorsqu'il a examiné le projet de budget, le Comité consultatif a systématiquement recommandé le renforcement des activités de vérification au Secrétariat, même lorsqu'il avait recommandé des réductions pour tous les autres chapitres du budget. Toutefois, le Comité consultatif rappelle que le Comité des commissaires aux comptes avait procédé à une évaluation de la fonction de vérification interne des comptes de l'ONU, à New York et à Genève, laquelle relève de la Division de la vérification interne des comptes. Dans son rapport¹⁰, le Comité des commissaires aux comptes avait relevé un certain nombre de lacunes dans la vérification interne des comptes de l'Organisation. Il avait, entre autres, constaté que "la manière dont a été évaluée l'étendue des responsabilités par rapport à la couverture des activités de vérification ne semblait pas satisfaisante"; il avait aussi indiqué que "l'étude des ressources professionnelles a également révélé que le rendement de la Division était sensiblement inférieur à ce que l'on pourrait attendre" et avait recommandé "l'examen des ressources humaines de la Division, du point de vue du nombre des vérificateurs, de la classification des postes, des niveaux de compétence souhaités et réels du personnel et des politiques de recrutement et

de promotion, lesquels tendent à compromettre la constitution au sein de l'Organisation des Nations Unies d'une équipe de vérification interne compétente et qualifiée".

X.5. En ce qui concerne la planification de la vérification, le Comité des commissaires aux comptes avait fait remarquer que :

"L'examen du processus d'élaboration de la planification ainsi que des plans de vérification de la Division a révélé l'inexistence d'un plan à long terme. Les plans annuels omettent certaines données essentielles à leur mise en oeuvre et notamment le nombre requis de journées de travail, la durée prévue des vérifications, le montant des ouvertures de crédit, de même que les contraintes et limites susceptibles de compromettre la bonne exécution des opérations de vérification. En outre, le Comité a constaté que le plan annuel de vérification ne s'appuie pas sur des unités de mesure courantes : les objectifs à atteindre ne sont pas chiffrés et il est donc difficile d'évaluer les résultats obtenus"¹¹.

X.6. Quant aux activités du Bureau de Genève, outre plusieurs insuffisances dans la planification de la vérification, le Comité des commissaires aux comptes avait fait remarquer que la Division de la vérification interne des comptes n'avait effectué qu'une vérification limitée de ces activités et que "cela fait des années que les systèmes de contrôle budgétaire et financier n'ont pas été soumis à un examen approfondi. En conséquence, la Division n'a pas été en mesure de vérifier l'exactitude, la fiabilité et le caractère exhaustif des renseignements contenus dans les documents financiers et opérationnels. Aucune vérification de l'optimisation des ressources n'a été effectuée et les programmes n'ont été que rarement évalués"¹².

X.7. Le Comité consultatif rappelle que l'Assemblée générale, dans sa résolution 47/211 du 23 décembre 1992, a approuvé les recommandations et conclusions du Comité des commissaires aux comptes ainsi que les observations faites à leur sujet par le Comité consultatif dans son rapport (A/47/500), dans lequel ce dernier demandait qu'un rapport sur les mesures correctives prises à cet égard soit présenté à l'Assemblée générale. Le Comité consultatif demande maintenant que le Comité des commissaires aux comptes fasse un bilan de la situation et en rende compte au plus vite, afin de déterminer si la création du Bureau des services de contrôle interne a permis d'appliquer les recommandations du Comité des commissaires aux comptes et de rectifier la situation.

X.8. Le tableau 29.2 du projet de budget-programme montre que le montant des ressources prévues au titre du recours à des consultants et experts (210 600 dollars) accuse une augmentation de 129 000 dollars. Outre le fait que les exposés justificatifs de cet élément sont trop généraux et peu explicites, le Comité consultatif estime que les dépenses prévues pour les consultants sont trop élevées, d'autant que la création de nouveaux postes est censée permettre de renforcer la vérification interne, au moins dans certains domaines d'activité du Bureau des services de contrôle interne.

TITRE XI. DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT

XI.1. Le titre XI du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997 recouvre les chapitres 30 (Innovations technologiques) et 31, (Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien), au titre desquels est demandé un montant de 68 315 100 millions de dollars. Il n'est pas prévu de fonds extrabudgétaires dans cette partie du projet de budget-programme. Les dépenses de personnel prévues au chapitre 30 pour l'exécution d'activités figurant dans le titre XI (à l'exception du coût du personnel temporaire autre que celui affecté aux réunions) sont inscrites à d'autres chapitres, principalement au chapitre 26 (Administration et gestion).

Chapitre 30. Innovations technologiques

XI.2. Les ressources prévues au titre du chapitre 30, qui s'élèvent à 21 876 500 dollars, font apparaître une diminution de 4 660 300 dollars, avant réévaluation des coûts, soit 18,3 % par rapport au montant révisé des crédits ouverts pour 1994-1995. Ce montant de 21 876 500 dollars comprend les ressources nécessaires au titre des deux programmes suivants : i) le Système intégré de gestion (SIG) (19 586 000 dollars) et ii) le système à disques optiques pour le stockage et la recherche de documents (2 290 500 dollars).

XI.3. Il ressort du paragraphe 30.2 du projet de budget-programme que les travaux de conception de la première phase du SIG devraient être achevés pendant l'exercice biennal en cours et que l'installation dans les principaux bureaux devrait être menée à bien pendant l'exercice biennal 1996-1997. Le Comité consultatif note également que le SIG a été adopté par le Bureau international du Travail et par le PNUD.

XI.4. En ce qui concerne les opérations actuellement gérées au Siège par le SIG, le Comité consultatif a par ailleurs été informé de ce qui suit :

- a) Plus de 600 utilisateurs sont reliés au système;
- b) Les émoluments ne sont payés qu'après vérification des dossiers du SIG relatifs à l'occupation des postes et aux services contractuels;
- c) Les dossiers de 7 718 fonctionnaires dans 68 lieux d'affectation sont gérés par le SIG;
- d) Les dossiers de 2 823 membres de la famille de fonctionnaires et de 28 894 anciens fonctionnaires peuvent désormais être consultés en ligne;
- e) Depuis avril 1995, il a été fait appel au système des prestations dues au personnel pour plus de 25 000 notifications administratives;
- f) Un système de notification en ligne a été mis en place pour les données concernant le personnel dans tous les services administratifs, ainsi que dans les bureaux de la Division de l'administration et de la logistique des missions du Département des opérations de maintien de la paix et dans ceux du Département de l'administration et de la gestion.

XI.5. Il ressort des paragraphes 30.7 et 30.8 du projet de budget-programme qu'en 1996-1997 l'essentiel de l'activité sera consacrée à l'installation du système dans les bureaux hors Siège, à la mise en place d'une infrastructure durable de maintenance et à la formation des utilisateurs du monde entier à l'usage et à la maintenance du système. Le tableau 30.4 présente les prévisions budgétaires en ce qui concerne le projet et la maintenance, ainsi que la

répartition des ressources demandées par objet de dépense; pour l'exercice biennal 1996-1997, le budget du projet s'élèverait à 11 967 600 dollars et celui de la maintenance à 7 618 400 dollars, soit un budget total de 19 586 000 dollars.

XI.6. Il ressort du paragraphe 30.13 du projet de budget-programme que le budget du projet pour l'exercice biennal 1996-1997 découle des prévisions figurant dans le sixième rapport intérimaire du Secrétaire général sur le SIG et comprend des ressources pour du matériel (1 million de dollars aux taux initiaux de 1994-1995), reportées de l'exercice 1994-1995 conformément à la recommandation du Comité consultatif, ainsi que le montant additionnel recommandé par le Comité des commissaires aux comptes pour des services contractuels (1,6 million de dollars aux taux initiaux de 1994-1995). Le Comité consultatif souligne que le budget proposé sera le dernier, portant le budget total à 63,3 millions de dollars pour la période allant de 1989 à 1997. Il recommande d'approuver le crédit de 11 967 600 dollars demandé au titre du projet pour 1996-1997. Il recommande également qu'une fois le projet mené à bien les prévisions budgétaires concernant les innovations technologiques figurent dorénavant dans le chapitre du budget qui couvre les activités auxquelles elles se rapportent.

XI.7. En ce qui concerne le budget de la maintenance, le tableau 30.4 présente la ventilation du montant total du crédit demandé (7 618 400 dollars aux taux de 1996-1997) par objet de dépense. Les prévisions de dépenses (aux taux courants) sont justifiées dans les paragraphes 30.11, 30.20, 30.21 et 30.22 du projet de budget-programme. Il ressort du paragraphe 30.11 que des ressources ont été prévues pour la mise en place d'une structure de maintenance qui se substituerait progressivement à l'équipe actuelle de conception. Le Comité consultatif a été informé que le tableau d'effectifs de cette structure de maintenance centrale comprendrait les 37 postes suivants : 1 D-1, 6 P-5, 8 P-4, 12 P-3, 4 P-2 et 6 postes d'agent des services généraux; sur ces 37 postes, 8 se trouvaient précédemment au Département de l'administration et de la gestion. Il est prévu qu'au cours de la période de transition, les 29 postes devenus superflus du fait de l'introduction du SIG, seront progressivement transférés à la structure de maintenance. En réponse à ses questions, le Comité a été informé que les huit fonctionnaires du Département de l'administration et de la gestion affectés à la structure de maintenance du SIG sont soit des analystes de programme, soit des assistants informaticiens, en poste à l'origine dans les services suivants :

a) La Section des services d'appui systémique de la Division de la comptabilité du Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité, dans le cas de trois administrateurs et d'un agent des services généraux (autres classes);

b) La Section de l'infrastructure et des applications de la Division des services électroniques du Bureau des services de conférence et services d'appui, dans le cas de deux autres administrateurs;

c) Le Service de la formation et le Service de la rémunération et du classement des emplois du Bureau de la gestion des ressources humaines, dans le cas d'un administrateur et d'un agent des services généraux (autres classes).

XI.8. Le Comité consultatif fait observer que le transfert des huit postes à la structure de maintenance du SIG constitue un redéploiement et aurait donc dû être proposé dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997. En outre, il n'apparaît pas clairement combien de postes devraient au total devenir superflus à la suite de la mise en service du SIG, ni quels

critères devraient être utilisés pour déterminer les postes à transférer à la structure de maintenance et les postes à supprimer. Le Comité consultatif recommande donc au Secrétaire général de préciser ces différents points dans le septième rapport intérimaire qu'il présentera à l'Assemblée générale à sa cinquantième session.

XI.9. Le paragraphe 30.20 du projet de budget-programme contient une brève justification du montant de 3,4 millions de dollars demandé au titre du personnel temporaire (autre que celui affecté aux réunions). En réponse à ses questions, le Comité a été informé que ce montant correspondait au coût de 210 mois de travail en 1996 et de 250 mois de travail en 1997. Sous réserve du complément de précisions qui sera apporté dans le rapport intérimaire, le Comité recommande d'approuver le montant de 7 618 400 dollars proposé par le Secrétaire général au titre de la maintenance.

XI.10. Le Comité s'est renseigné sur l'utilisation du SIG dans le cadre des activités d'achat, en particulier en ce qui concerne les opérations de maintien de la paix. Il a été informé qu'une nouvelle version du progiciel d'achat REALITY avait été intégrée au SIG, en vue d'en généraliser l'utilisation au monde entier et de créer un système commun de catalogage pour les achats de biens et de services. Ce progiciel servirait également de base à la gestion du matériel et à l'entreposage, aussi bien au Siège que sur le terrain. Le Comité consultatif a été informé en outre que toutes les données relatives aux finances, aux achats et au personnel, à l'exception du personnel recruté localement, qui concernent les opérations de maintien de la paix, seraient regroupées par l'intermédiaire du SIG. La mise en place du SIG sur le terrain serait envisagée progressivement dans le cadre de l'achèvement de l'installation du SIG dans les bureaux hors Siège. Le Comité consultatif se félicite de cet état de choses et compte qu'il sera dorénavant possible d'établir plus rapidement les rapports sur l'exécution du budget du maintien de la paix, notamment en ce qui concerne les opérations.

XI.11. Les ressources demandées au titre du système à disques optiques pour le stockage et la recherche de documents, qui s'élèvent à 2 182 200 dollars, avant réévaluation des coûts, font apparaître une diminution de 3 215 300 dollars, soit 59,5 %, par rapport au montant révisé des crédits ouverts en 1994-1995. Les paragraphes 30.30 à 30.32 contiennent la justification des ressources demandées au titre des frais généraux de fonctionnement (2 033 700 dollars), ainsi que du matériel (148 500 dollars).

XI.12. Il ressort du paragraphe 30.28 qu'en avril 1995, 150 postes de travail avaient été reliés au système à l'intérieur du Secrétariat, ainsi que 20 missions permanentes à New York et à Genève. En 1996-1997, le système devrait avoir la capacité voulue pour permettre le raccordement de 1 000 postes de travail et 60 missions permanentes à New York et de 500 postes de travail et 60 missions à Genève. En outre, l'acquisition prévue de 60 portes d'accès supplémentaires (30 à New York et 30 à Genève) devrait permettre aux États Membres d'accéder au système depuis leur capitale. Étant donné l'importance des économies qui pourraient être ainsi réalisées, le Comité consultatif compte que des efforts continueront d'être faits, notamment en matière de conseils et d'assistance, pour que davantage de missions permanentes aient accès au système à disques optiques. Le Comité recommande d'approuver le montant de 2 290 500 dollars que le Secrétaire général demande au titre du système à disques optiques pour 1996-1997. Il recommande également que les ressources prévues pour le système figurent dorénavant dans les chapitres consacrés aux activités auxquelles elles se rapportent.

Chapitre 31. Travaux de construction, transformation
et amélioration des locaux et gros travaux
d'entretien

XI.13. Les ressources prévues à ce chapitre, soit 42 534 500 dollars, avant réévaluation des coûts, font apparaître une diminution de 15 912 600 dollars, avant réévaluation des coûts, soit 27,2 % de moins que le montant révisé des crédits ouverts pour 1994-1995. Les ressources prévues (42 534 500 dollars avant réévaluation des coûts) doivent couvrir les dépenses qui seront engagées au titre des deux programmes suivants : i) transformation et amélioration des locaux (23 305 300 dollars) et ii) gros travaux d'entretien (19 229 200 dollars). Le Comité consultatif note, au paragraphe 31.9, que les travaux de construction à la CESAP et à la CEPALC ont été achevés en 1992 et 1993 respectivement, que les travaux à la CEA devaient être achevés en 1995 et qu'il n'est donc pas demandé d'autres ressources au titre des travaux de construction pour l'exercice 1996-1997.

XI.14. Au paragraphe 31.6 du projet de budget-programme, le Comité consultatif note qu'un certain nombre de projets proposés pour l'exercice biennal 1996-1997 ont déjà été approuvés par l'Assemblée générale mais ont dû être reportés en raison de la nécessité d'entreprendre d'autres projets urgents imprévus, ou constituent le prolongement de projets pluriannuels précédemment approuvés. En réponse à ses questions, le Comité consultatif a reçu le complément d'informations ci-après détaillant les projets reportés de l'exercice 1994-1995, les projets multiannuels reconduits et les projets nouveaux proposés pour l'exercice biennal 1996-1997 :

(En milliers de dollars des États-Unis)

	SIÈGE	ONUG	CESAP	CEPALC
<u>Transformation et amélioration des locaux</u>				
Projets reportés de l'exercice 1994-1995	3 970,7	1 007,5	—	55,0
Projets pluriannuels reconduits	4 195,0	716,4	—	270,0
Nouveaux projets pour 1996-1997	1 385,5	5 710,7	2 920,8	1 042,1
Total	9 551,2	7 434,6	2 920,8	1 367,1
<u>Gros travaux d'entretien</u>				
Projets reportés de l'exercice 1994-1995	189,5	—	820,0	—
Projets pluriannuels reconduits	279,3	797,1	921,8	455,0
Projets inscrits au budget de chaque exercice	5 087,8	—	102,4	—
Nouveaux projets pour 1996-1997	2 221,1	3 586,5	563,3	530,0
Total	7 777,7	4 383,6	2 407,5	985,0

XI.15. Comme l'indique le tableau, la part des projets nouveaux dans le montant total des dépenses prévues au titre de la transformation ou de l'amélioration des locaux est de 14,5 % pour le Siège, de 76,8 % pour l'ONUG, 100 % pour la CESAP et 76,2 % pour la CEPALC. S'agissant des gros travaux d'entretien, cette part pour 1996-1997, s'élève à 28,5 % pour le Siège, à 81,8 % pour l'ONUG, à

23,3 % pour la CESAP et à 53,8 % pour la CEPALC. Le Comité consultatif est préoccupé par le niveau relativement élevé (41,5 %) des projets reportés de l'exercice 1994-1995 au Siège par rapport aux autres lieux d'affectation (13,5 % pour l'ONUG et 4 % pour la CEPALC) dans le montant total des ressources demandées au titre de la transformation et de l'amélioration de locaux. Il prie le Secrétaire général d'examiner cette question afin de faire en sorte que la proportion de projets approuvés pour chaque lieu d'affectation soit plus équilibrée. Il le prie également d'inclure au chapitre 31 du prochain projet de budget les mêmes informations que celles qui figurent dans le tableau ci-dessus.

XI.16. Au paragraphe 31.8 du projet de budget-programme, le Comité consultatif note qu'un montant de 2 605 000 dollars, avant réévaluation des coûts, est demandé pour financer l'installation proposée de stations terriennes de télécommunications à la CEPALC, à la CESAO et à l'Office des Nations Unies à Nairobi. Comme suite à sa demande, le Comité consultatif a reçu la ventilation ci-après des dépenses prévues :

	<u>Dollars des États-Unis</u>
Antenne de la CEPALC	557 900
Antenne de la CESAO	389 200
Antenne de Nairobi	566 900
Préparation des sites (dans les trois lieux d'affectation)	352 300
Intégration et installation (dans les trois lieux d'affectation)	738 700
	<hr/>
Total	<u><u>2 605 000</u></u>

XI.17. Le Comité consultatif croit comprendre que l'Assemblée générale examinera, à sa cinquantième session, le rapport du Secrétaire général sur les télécommunications. Faute d'un document de fond qui permettrait d'éclaircir de nombreuses questions soulevées dans la résolution 48/262 de l'Assemblée générale, le Comité consultatif est d'avis que l'examen des prévisions de dépenses relatives à l'installation des stations de télécommunications susmentionnées, est, à ce stade, prématuré. En conséquence, il recommande que le montant de 2 605 000 dollars avant réévaluation des coûts prévu pour financer le système de télécommunications proposé soit supprimé du chapitre 31 du projet de budget-programme pour l'exercice 1996-1997 et que le Secrétaire général présente les prévisions de dépenses y relatives dans le prochain rapport sur les télécommunications qu'il présentera à l'Assemblée générale à sa cinquantième session.

XI.18. Au sous-alinéa i) de l'alinéa a) du paragraphe 31.10, le Comité consultatif note qu'un montant de 1 463 400 dollars est demandé pour financer une étude exhaustive et l'élaboration d'un plan-cadre pour toutes les installations de l'ONU à New York, et le démarrage d'un programme de rénovation prioritaire échelonné sur 12 ans. Il fait observer que, dans le projet du budget-programme pour l'exercice 1994-1995, le Secrétaire général avait déjà demandé, essentiellement pour les mêmes raisons, un montant de 900 000 dollars et que l'Assemblée générale n'avait alors autorisé qu'un crédit de 500 000 dollars. Le Comité consultatif a été informé que sur le montant approuvé, une somme de 200 000 dollars avait été transférée à des projets

urgents imprévus et que le solde (300 000 dollars) servirait à financer la partie du projet exécutée pendant l'exercice biennal en cours. Le Comité consultatif n'a pas reçu de justification suffisante quant à l'augmentation du coût estimatif du projet, qui a été porté à 1 463 400 dollars avant réévaluation des coûts. Il recommande en conséquence que le montant des ressources prévues soit ramené à 600 000 dollars aux taux de 1996-1997.

XI.19. Par ailleurs, au sous-alinéa iv) de l'alinéa a) du paragraphe 31.10, le Comité consultatif note qu'un montant de 848 900 dollars avant réévaluation des coûts est demandé au titre du programme quadriennal de réparation et d'amélioration du bâtiment et des équipements mécaniques de l'immeuble qu'occupait auparavant l'UNITAR. À cet égard, il espère que le Secrétaire général fera le nécessaire pour garantir l'utilisation optimale de ce bâtiment.

XI.20. Le Comité consultatif fait observer que les projets au titre de la transformation et de l'amélioration des locaux et des gros travaux d'entretien sont entièrement financés par le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies. Or, à la lecture du texte explicatif, il n'apparaît pas clairement dans quelle mesure le système actuel d'imputation des dépenses d'appui aux programmes sur les fonds extrabudgétaires permet de recouvrir les dépenses engagées par l'Organisation pour entretenir des locaux abritant, notamment, des effectifs dont les postes sont financés par des fonds extrabudgétaires. Le Comité consultatif recommande au Secrétaire général d'examiner plus avant cette question et de proposer, le cas échéant, les modifications qui s'imposent au système actuel de recouvrement des coûts dans le cadre du prochain projet de budget.

XI.21. Le Comité a demandé des précisions sur le rôle du Siège vis-à-vis des bureaux hors Siège en ce qui concerne la coordination des politiques d'entretien des locaux. Il a été informé que le Service des bâtiments du Bureau des services de conférence et services d'appui offrait des directives générales aux bureaux hors Siège et aux commissions régionales visant à garantir que les problèmes liés à la gestion des locaux, aux gros travaux d'entretien et aux travaux de construction soient traités de façon coordonnée et systématique. Le Comité consultatif n'est pas convaincu que le rôle du Service des bâtiments en matière de coordination ait été clairement défini et prie le Secrétaire général d'apporter les précisions voulues dans le prochain projet de budget.

TITRE XII. CONTRIBUTIONS DU PERSONNEL

Chapitre 32. Contributions du personnel

XII.1. Comme indiqué au paragraphe 32.1 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997, le traitement et les émoluments connexes sont soumis à une retenue calculée d'après les barèmes indiqués à l'article 3.3 du Statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies, et les amendements qui y ont été apportés. Le Comité consultatif note que, pour faciliter les comparaisons avec le projet de programme de travail et de budget des autres organismes des Nations Unies, le Secrétaire général indique les dépenses de personnel comme des montants nets après déduction des contributions du personnel dans le cadre des divers programmes. Le crédit demandé au chapitre 32 des dépenses du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997 (368 603 200 dollars) correspond à la différence entre le montant brut et le montant net des émoluments.

XII.2. Le Comité consultatif note que, conformément à la procédure budgétaire en vigueur à l'Organisation des Nations Unies, les montants qui seront retenus à la source à titre de contributions du personnel sont portés en recettes. En conséquence, le montant de 368 603 200 dollars demandé au chapitre 32 est également inscrit au chapitre 1er des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel) (qui comprend également les recettes provenant des contributions du personnel retenues sur les émoluments des fonctionnaires dont la rémunération est imputée sur le produit des activités productrices de recettes, comme indiqué au paragraphe IS1.2).

XII.3. Les modifications que le Comité consultatif recommande, dans le présent rapport, d'apporter aux tableaux d'effectifs entraîneraient une diminution de 1 092 800 dollars du montant des contributions du personnel prévues au chapitre 32 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997.

TITRE XIII. AUTORITÉ INTERNATIONALE DES FONDS MARINS

Chapitre 33. Autorité internationale des fonds marins

XIII.1. Comme indiqué au paragraphe 33.1 du projet de budget-programme, par sa résolution 48/263, l'Assemblée générale a décidé de financer les dépenses d'administration de l'Autorité internationale des fonds marins jusqu'à la fin de l'année suivant celle où entrera en vigueur l'Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982.

XIII.2. Le Comité consultatif relève au paragraphe 33.2 du projet de budget-programme que, aux termes de l'Accord, les dépenses d'administration de l'Autorité ne pourront être financées par l'Organisation des Nations Unies que jusqu'à la fin de l'année 1999. Le Comité consultatif note également que, dans la mesure où, selon toute vraisemblance, l'Accord n'entrera pas en vigueur en 1995, les dépenses d'administration de l'Autorité au titre de l'année 1996 devront être imputées sur le budget ordinaire de l'Organisation.

XIII.3. Au paragraphe 33.4 du projet de budget-programme, il est proposé de reconduire en 1996-1997 les crédits ouverts pour 1994-1995 (d'un montant de 776 000 dollars), en attendant que le budget de l'Autorité soit présenté à l'Assemblée générale à sa cinquantième session. Le Comité consultatif n'y voit pas d'objection.

B. PRÉVISIONS DE RECETTES

Chapitre 1er des recettes. Recettes provenant des contributions du personnel

IS1.1. Le Secrétaire général estime à 373 607 000 dollars le montant des contributions du personnel qui, en vertu de l'article 3.3 du Statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies, sera retenu sur les traitements et autres émoluments du personnel dont le traitement net est inscrit aux divers chapitres des dépenses et au chapitre 3 des recettes. La part des contributions ainsi perçues qui n'aura pas été expressément affectée à d'autres fins par une résolution de l'Assemblée générale sera versée au Fonds de péréquation des impôts, le compte de chaque État Membre étant crédité selon les modalités indiquées dans la résolution 973 A (X) de l'Assemblée générale en date du 15 décembre 1995.

IS1.2. Le montant total prévu au chapitre 1er des recettes est supérieur de 5 003 800 dollars au montant prévu au chapitre 32, car il comprend les recettes provenant des contributions du personnel retenues sur les émoluments des fonctionnaires dont la rémunération est imputée sur le produit des activités productrices de recettes au chapitre 3 des recettes; en effet, la partie de leurs émoluments correspondant à ces contributions est inscrite au chapitre 3 des recettes et non au chapitre 32.

IS1.3. Les modifications que le Comité consultatif recommande, dans le présent rapport, d'apporter aux tableaux d'effectifs entraîneraient une diminution de 1 092 800 dollars du montant des recettes provenant des contributions du personnel prévues pour l'exercice 1996-1997.

Chapitre 2 des recettes. Recettes générales

IS2.1. Comme il est indiqué aux tableaux IS1.1 et IS2.2 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997, le montant total des recettes générales est estimé à 81 832 400 dollars, ce qui représente une augmentation de 20 902 600 dollars, soit 34,3 %, par rapport aux 60 929 800 dollars prévus pour l'exercice biennal 1994-1995. Le Comité consultatif relève au tableau IS2.4 une hausse notable (13 670 200 dollars) du montant du remboursement au titre des services fournis aux institutions spécialisées et à d'autres organismes. Comme indiqué au paragraphe IS2.2, l'augmentation des prévisions de recettes relatives au Centre international de Vienne (11 488 100 dollars) pourrait être révisée lors de pourparlers engagés en 1996-1997 avec les autres utilisateurs du Centre sur les modalités de partage des coûts en ce qui concerne les services mixtes et les services communs. Le Comité consultatif note que toute modification des prévisions de recettes sera indiquée dans le rapport sur l'exécution du budget.

IS2.2. Le Comité consultatif relève au paragraphe IS2.1 et au tableau IS2.3 que les prévisions des recettes provenant de la location, dans plusieurs villes, de locaux de l'Organisation à un certain nombre d'institutions spécialisées et à d'autres organismes dont les activités sont liées à celles de l'Organisation accusent une augmentation de 2 625 600 dollars, soit 19,2 %, passant de 13 606 300 dollars en 1994-1995 à 16 231 900 dollars en 1996-1997. Cette augmentation s'explique essentiellement par le fait que l'Organisation percevra l'intégralité du loyer devant être acquitté par le PNUÉ et d'autres organismes occupant des locaux de l'Office des Nations Unies à Nairobi. Elle sera compensée par les diminutions attendues des recettes provenant de la location de locaux à New York et Genève. À cet égard, comme indiqué au chapitre 26D ci-dessus, le Comité consultatif prie le Secrétaire général de revoir les termes

des accords en vertu desquels des organes de presse ou d'autres entités commerciales occupent des locaux dans des bâtiments de l'Organisation, afin d'étudier la possibilité de fixer des loyers appropriés pour ces locaux.

Chapitre 3 des recettes. Services destinés au public

IS3.1. Comme indiqué au paragraphe IS3.1, le montant net des recettes prévues au chapitre 3 des recettes s'élève à 5 982 000 dollars pour l'exercice biennal 1996-1997; il est donc inférieur de 1 952 000 dollars, soit 24,6 %, au montant révisé de 7 934 000 dollars prévu pour l'exercice biennal 1994-1995. Les activités génératrices de recettes, qui se répartissent entre le Siège, Genève et Vienne, sont dirigées par le Bureau des services de conférence et services d'appui, le Département de l'information, l'Office des Nations Unies à Genève, l'Office des Nations Unies à Vienne et le Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques.

IS3.2. Concernant les postes financés par les activités génératrices de recettes, le Comité relève au tableau IS3.5 que le tableau d'effectifs proposé par le Secrétaire général comporte 138 postes permanents à inscrire au budget ordinaire (25 administrateurs, 111 agents des services généraux et 2 agents des services de sécurité), ce qui représente 22 postes (1 administrateur et 21 agents des services généraux), soit 13,8 %, de moins que le niveau approuvé dans le projet de budget-programme de l'exercice biennal 1994-1995.

IS3.3. Le Comité consultatif relève au tableau IS3.7 et au paragraphe IS3.7 que les postes supplémentaires prévus pour la Direction exécutive et l'administration du Bureau des services de conférence et services d'appui correspondent à la dotation distincte qu'il est proposé de prévoir pour le bureau du chef du Service des activités commerciales, auquel seraient affectés un poste D-1 et un poste d'agent des services généraux provenant respectivement du Bureau central et du Bureau de New York de l'Administration postale des Nations Unies (APNU), et pour une unité administrative disposant d'un poste P-4 et d'un poste P-3 précédemment affectés à la boutique-cadeaux, et d'un poste P-4, d'un poste P-2 et de cinq postes d'agent des services généraux transférés du bureau de New York de l'APNU.

IS3.4. Le Comité consultatif relève au tableau IS3.17 et au paragraphe IS3.28 qu'il est proposé de transférer un poste P-3 du bureau de l'APNU à Vienne au Bureau européen de l'APNU et de le reclasser à P-4, poste dont le titulaire exercera simultanément les fonctions de Chef des opérations pour l'Europe et de chef du bureau de l'APNU à Vienne. Le Comité consultatif recommande d'approuver le reclassement de ce poste.

IS3.5. La vente des publications des Nations Unies fait l'objet des paragraphes IS3.56 à IS3.61. Les observations du Comité consultatif concernant les publications des Nations Unies figurent notamment plus haut au Chapitre I, et au chapitre 25 (Information).

IS3.6. Le Comité consultatif relève aux tableaux IS3.2 et IS3.41 que l'on prévoit une aggravation du déficit chronique des services destinés aux visiteurs relevant du Département de l'information en 1996-1997. Ce déficit devrait augmenter de 1 013 300 dollars pour New York, Genève et Vienne, et passer de 1 719 700 dollars en 1994-1995 à 2 733 000 dollars en 1996-1997, le nombre de visiteurs devant selon toute vraisemblance, comme indiqué au paragraphe IS3.96, rester constant ou diminuer dans les trois villes. Le Comité consultatif note que, comme indiqué au paragraphe IS3.96, les visites guidées ont pâti du resserrement des mesures de sécurité au Siège, le nombre maximum de visiteurs par guide ayant été réduit.

Notes

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquantième session, Supplément No 6 (A/50/6/Rev.1), vol. I.

² Ibid., quarante-huitième session, Supplément No 7 (A/48/7).

³ Ibid., quarante-septième session, Supplément No 7 (A/47/7 et Add.1 à 17), document A/47/7/Add.13.

⁴ Ibid., quarante-huitième session, Supplément No 7 (A/48/7), par. II.20.

⁵ Ibid., quarante-neuvième session, Supplément No 7A (A/49/7 et Additifs), A/49/7/Add.12.

⁶ Ibid., quarante-sixième session, Supplément No 7 (A/46/7).

⁷ Ibid., quarante-huitième session, Supplément No 7 (A/48/7), par. IV.42.

⁸ Ibid., quarante-neuvième session, Supplément No 30 (A/49/30).

⁹ Ibid., quarante-quatrième session, Supplément No 7 (A/44/7), chap. II, par. 28D.2.

¹⁰ Ibid., quarante-septième session, Supplément No 5 (A/47/5), chap. II, par. 288 à 302.

¹¹ Ibid., par. 297.

¹² Ibid., par. 303 à 310.